

France Forum

- De la régression en histoire ?
- La démocratisation espagnole
- Le Proche-Orient
entre la guerre et la paix
- De la photographie à la photologie
- L'heure du Président
- Quelle nouvelle philosophie ?

Dominique KERGALL — Pierre LETAMENDIA — Dominique BAUDIS — Yvan CHRIST
— Philippe SENART — Jean-Rémy PALANQUE — Anne-Marie LAVAUDEN — Etienne
BORNE — Henri BOURBON — Christian DEDET — Adrien NEMOZ — Charles DELA-
MARE — Jean CHELINI —

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent son effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 80 F

France-Forum, 6, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

« France-Forum » est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE 73

73, Bd Saint-Michel - PARIS 5^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République, 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

53, rue Saint-Jacques - PARIS 5^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE LA CITE

43, rue Georges-Clemenceau,
11 - CARCASSONNE

LIBRAIRIE GALLIMARD

15, boulevard Raspail - PARIS 7^e

LIBRAIRIE F.L.Y.M.

85, Bd Auguste-Blanqui - PARIS 13^e

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté de

Nanterre, 92 - NANTERRE

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci

Directeur de la publication : **Maurice-René Simonet** — Commission Paritaire n° 33 369 — Dépôt légal n° 1435

Imprimerie « S.V.P.I. », 23 Quai Jean Jaurès, 38200 Vienne — Photos : Gamma, J. Challet-Galliphot, collection Y. Christ, E. Boubat, Sigma, Documentation Française

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris

C.P. Paris 14.788-84 - Tél. : 544 75 50

Abonnement annuel 50 F

Abonnement de soutien 80 F

Sommaire *161-162*

Janvier - Février 1978
12 F

DOSSIERS ET ETUDES

DE LA REGRESSION EN HISTOIRE
PAR DOMINIQUE KERGALL 2

LES ELECTIONS DU 15 JUIN 1977
ET LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ESPAGNOL
PAR PIERRE LETAMENDIA 37

LE PROCHE-ORIENT ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX
PAR DOMINIQUE BAUDIS 44

ARTS ET IDEES

DE LA PHOTOGRAPHIE A LA PHOTOLOGIE
PAR YVAN CHRIST 52

LA VIE LITTERAIRE
PAR PHILIPPE SENART 56

LA RELIGION POPULAIRE EST-ELLE CONDAMNABLE ?
PAR JEAN-REMY PALANQUE 61

QUELLE NOUVELLE PHILOSOPHIE ?
PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN 64

POLEMIQUES ET DIALOGUES

MEMOIRE D'UNE MAL AIMEE, LE CHARME DE JIMMY
CARTER, ROME EST TOUJOURS DANS ROME
PAR ETIENNE BORNE 70

NOTES DE LECTURE

LES CONFLITS DU TRAVAIL ET LE CHANGEMENT SOCIAL
DE GERARD ADAM ET JEAN-DANIEL REYNAUD
PAR HENRI BOURBON 74

« TEMOIGNAGE CHRETIEN » CLANDESTIN
PAR ADRIEN NEMOZ 76

L'EVANGILE AU RISQUE DE LA PSYCHANALYSE
DE FRANCOISE DOLTO
PAR CHRISTIAN DEDET 77

LA FORTUNE DES FRANCAIS
DE ROBERT LATTES
PAR CHARLES DELAMARE 79

LE DEUXIEME RETOUR DE CHINE
PAR HENRI BOURBON 80

LA FRANCE AU XVIII^e SIECLE
PAR JEAN CHELINI 81

PROPOS DU TEMPS

L'HEURE DU PRESIDENT
PAR ETIENNE BORNE 82

DE LA REGRESSION

un essai provocant

La vocation de « France-Forum » c'est d'être un lieu de dialogue, tout particulièrement dans l'ordre politique. Qui dit dialogue dit pluralisme, pluralité, diversité, confrontation, et non pas uniformité, unanimité, embrigadement.

L'essai passionnant et passionné de Dominique Kergall que nous publions aujourd'hui ne recueillera sans doute pas l'assentiment de tous nos lecteurs. Et pour son compte, le signataire de ces lignes n'a pas lu sans humeur contestataire quelques unes des analyses de Dominique Kergall. L'auteur a pris plaisir à bousculer certaines idées reçues, à récuser certaines images d'Épinal. Démarche critique, salutaire et salubre, car les conformismes sont toujours sclérosants. Mais toutes les idées reçues ne sont pas des idées fausses ; peut-être même que la plus fausse des idées, c'est que les idées reçues sont fausses. Et il arrive que les images d'Épinal charrient leur part de vérité.

Le procès qui est fait à la Révolution française en particulier choquera ceux pour qui la Première République évoque la Patrie en danger, les soldats de l'An II, la victoire sur les ennemis intérieurs et extérieurs, la Nation en armes bousculant les rois et les princes, les Droits de l'Homme.

Robespierre et Saint Just furent peut-être les exécuteurs des basses œuvres de la Terreur. Ils furent aussi les animateurs d'un Comité de Salut Public qui, en une heure de péril pour la France, sut galvaniser le peuple, ou tout au moins une partie du peuple, accueillir en son sein un Lazare Carnot, organisateur de la victoire, assumer enfin et à beaucoup d'égards fonder les valeurs de la Patrie et de la République.

Il y a plusieurs lectures de la même histoire, non parce que les lecteurs sont différents, mais parce que l'histoire est en elle-même ambiguë.

Il n'est pas déraisonnable de voir dans le Robespierre des années 93-94 un continuateur de la grande tradition de la monarchie capétienne qui a voulu incarner un courant populaire, égalitaire, centralisateur, autoritaire.

S'il est vrai que la Révolution a fondé les structures et dessiné la physionomie de la France moderne, il est non moins vrai que la Restauration a eu le mérite d'amorcer les difficiles commencements d'une vie politique d'autant plus animée qu'elle succédait au silence de l'Empire. Notre collaborateur Philippe Sénart n'a-t-il pas avancé ce jugement qui n'est paradoxal qu'en apparence : « En 1814 ce n'est pas la monarchie qui rentrerait dans les fourgons de l'étranger, c'était la république libérale, la vraie, celle des ducs, celle qui avait manqué son coup en 1789, qui avait émigré, peut-être à Coblenz mais sûrement à Coppet. De Fénelon à Chateaubriand et à Broglie, l'ambition est la même ».

Il y aurait beaucoup à dire sur ce que dit Dominique Kergall à propos de l'argent, du savoir, du progrès, du mal, du bonheur... Quoique relativement long, cet essai reste encore trop bref si l'on considère l'ampleur des sujets abordés, et de ce fait les nuances nécessaires n'ont pas toujours, de l'aveu même de l'auteur, pu être apportées.

Le titre, dans sa formulation brutale, « De la régression en Histoire », paraît pessimiste et tragique. La thèse l'est moins. De la régression en Histoire : la liberté, la sécurité, la prospérité sont des états fragiles, toujours menacés, toujours à défendre, et à cet égard la lucidité ne saurait s'accommoder des optimismes faciles qui anesthésient l'instinct de conservation d'une civilisation. La lucidité commande la vigilance qui est le contraire du pessimisme et de l'abandon. Si Camus a eu raison d'écrire que l'Histoire est faite de l'effort désespéré des hommes pour donner corps aux plus clairvoyants de leurs rêves, alors la prise de conscience des possibilités et des risques de régression est une incitation supplémentaire à agir pour que ces rêves ne restent pas des songes ou ne deviennent pas des cauchemars.

Lisant Kergall, on se prend à penser à la réflexion de Paul Valéry : « Le jugement le plus pessimiste sur les hommes et les choses s'accorde merveilleusement avec l'action et l'optimisme qu'elle exige. Cela est européen ».

Henri Bourbon

EN HISTOIRE

par Dominique KERGALL

QUE DIRE QUI N'AIT ÉTÉ DIT

- Plus que jamais, il peut sembler que tout ait été dit.
Que tout ait été dit sur la **CRISE**.
- **CRISE ECONOMIQUE** : inflation, chômage, déficit extérieur ; stagnation de la demande, de la production, de l'investissement ; pollution, tarissement des ressources naturelles, concurrence industrielle des pays en voie de développement ;
 - **CRISE SOCIALE** : inégalités des fortunes, des revenus, des conditions de vie, des professions, des chances ;
 - **CRISE DE L'ENTREPRISE** : refus de la production, du travail manuel, de la hiérarchie ;
 - **CRISE DE L'EDUCATION** : incertitude au sujet des finalités de l'éducation, méfiance à l'égard du **SAVOIR** en tant que mode de légitimation du **POUVOIR**, faillite d'un modèle social fondé sur le diplôme ;
 - **CRISE DES VALEURS ET DES MŒURS** : rejet par toute une partie de l'intelligentsia de **TOUT** l'héritage culturel et moral de l'Occident ;
 - **CRISE NORD-SUD** : richesse des nations et misère du tiers-monde ;
 - **CONFLIT EST-OUEST** : continuité de l'entreprise soviétique, anesthésie de l'instinct de conservation occidental.

- Il peut sembler que tout ait été dit sur :
- les bourgeois et les prolétaires
 - le pouvoir et sa contestation
 - la révolution et le désir qu'on en a
 - le capital et ses métamorphoses
 - l'Histoire et ses ruses.

C'est de la vie, de l'amour, de la mort, de l'angoisse et des fins dernières qu'il faudrait parler. Aussi bien en parlera-t-on en essayant d'y mettre le sérieux, la modestie et l'humour qui conviennent. Mais ces questions, qui sont les vraies questions, ne dispensent pas de s'interroger sur le devenir collectif, sur l'Histoire, ses promesses, ses surprises, ses traquenards. **LE BONHEUR N'EST PAS DANS L'HISTOIRE MAIS LE MALHEUR Y EST**. Avec l'expérience qui est la sienne et si protégé qu'il soit par sa cécité idéologique contre les vérités les plus éclatantes, l'homme de la fin du XX^e siècle ne peut croire que l'Histoire porte dans ses flancs la Cité du Bonheur. La marche triomphale qu'avait imaginée le XIX^e siècle scientifique s'est transformée en un cheminement aveugle de nations inconscientes vers des épreuves qui les ont laissées hébétées, exsangues, sans voix. Si le Bonheur est un mythe, le malheur est un destin. **NON UNE FATALITE**. Il peut arriver que la lucidité et le courage imposent aux événements un cours qui ne soit

pas celui qui mène à la catastrophe imbécile, cette catastrophe qui plonge les peuples dans la stupeur et livre les individus au sauve-qui-peut.

Ce que pourrait être, pour une société industrialisée, le malheur historique au cours du quart de siècle à venir, on peut tenter de l'imaginer. De la combinaison d'une idéologie totalitaire, d'une technologie foisonnante et quasiment cancéreuse, d'une pratique du viol psychologique et du meurtre médical pourrait bien sortir un jour un **CAMBODGE ELECTRONIQUE**. **SAUVER L'AVENIR** : l'Histoire est chargée de malheurs qui auraient pu advenir et qui ne sont pas advenus. Août 14 et janvier 33 n'étaient pas inévitables : encore eût-il fallu que les contemporains eussent une claire conscience de la signification des événements qu'ils vivaient et de la menace qui pesait sur eux. Comprendre et nommer les enchaînements par lesquels la tyrannie s'institue, se dresser face aux hommes de proie, qui, indistincts dans la masse humaine, attendent leur heure tout à la fois inconscients et à l'affût, l'entreprise est risquée, elle n'est pas désespérée.

DE LA REGRESSION EN HISTOIRE.

Encore qu'intellectuellement contestée, la philosophie du **PROGRES** continué de fonctionner comme **MODE DE LEGITIMATION** de toutes les entreprises humaines. Marxiste ou libérale, les idéologies dominantes se réclament de la tradition des lumières et si elles divergent c'est sur les moyens de réaliser le progrès, non sur la nécessité de le promouvoir. Perçu d'abord comme sous-produit du développement des connaissances, conçu par Condorcet comme principe d'explication de l'histoire de l'esprit humain, transformé par Victor Hugo en vision poétique, le progrès devient, après assimilation et transmission par l'école républicaine, l'un des éléments principaux du paysage mental du peuple français. Dans un pays où certes la pratique religieuse recule mais où l'Eglise par son enseignement — catéchisme, mandements, encycliques — par ses manifestations — congrès eucharistiques, processions, kermesses — par ses institutions — écoles, hôpitaux, patronages — continue de marquer profondément la vie quotidienne, la notion de progrès, c'est-à-dire l'idée d'un mouvement de l'Histoire vers le mieux, est aisément reçue car il y a, spontanément, correspondance intime, en tous cas connotation, entre l'eschatologie chrétienne — la vie temporelle comme dur cheminement vers le salut éternel — et l'image d'un monde en voie de transformation, promis, au terme d'une longue marche à un accomplissement éclatant encore qu'inconnu. Les clercs peuvent

multiplier les mises en garde, dénoncer le progrès ainsi entendu comme un ersatz d'absolu, voire comme une idole, rien n'y fait : la conscience populaire, formée par une théologie qui présente l'humanité terrestre comme étant en proie aux douleurs de l'enfement au terme desquelles chacun selon ses mérites recevra la rétribution que Dieu lui réserve, est prête à accueillir comme une vérité et comme une espérance, la perspective d'un avenir que les pouvoirs de la science et la sagesse des hommes rendraient meilleur que le passé. Cependant que le discours marxiste — intarissable discours où se mêlent lectures et relectures de Marx, ouvrages d'histoire et d'analyse, polémiques entre revues à propos d'articles très savants et très dialectiques — s'attache à persuader l'homme du XX^e siècle que les malheurs et les crimes de l'espèce ne sont que tâtonnements sur le chemin qui mène à la réconciliation finale de l'homme avec lui-même et avec la nature, le propos politique le plus quotidien se réfère sans cesse au progrès dont il fait l'objet quasi exclusif de l'activité gouvernementale. Or le quart de siècle qui va de 1948 à 1973 a donné à cette proclamation en forme de promesse un contenu concret, aisément perceptible par l'ensemble des citoyens. Émergeant d'une période de guerre marquée par les restrictions et les contraintes de toutes sortes, les Français qui avaient 20 à 35 ans en 1945, ont eu la surprise de voir la salle de bain, l'automobile, le frigidaire, la télévision, la machine à laver devenir des objets courants disponibles à des prix qui les mettaient à leur portée. Crédit, traites, heures supplémentaires : on sait le prix dont a été payé ce confort, mais d'autres générations avant celle-là avaient travaillé dur sans pour autant recueillir avec une pareille rapidité et une pareille évidence, le fruit de leur effort. Dès lors, dans une France longtemps en guerre outre-mer mais toujours en paix dans l'hexagone, le sentiment s'est répandu que l'économie de croissance et de plein emploi était la norme, que le relèvement régulier du niveau de vie en était la conséquence assurée, que l'avenir à cet égard serait à l'image d'un présent indéfiniment continué. Sentiment nuancé d'un doute chez les plus anciens pour qui cette abondance était une « divine surprise ». Les années 60 sont le temps de l'optimisme. La synthèse teilhardienne, répondant à une attente inconsciente, se diffuse rapidement. Edgar Faure parle de « nouveau contrat Social » et de « socialisme réduit aux acquêts », l'idée étant que la distribution équitable du surplus dégagé chaque année par l'amélioration de la production suffirait à engendrer à terme une nouvelle répartition des richesses et des chances.

Le progrès économique et social devient un état de fait, un acquis, un présupposé idéologique implicite, intériorisé par la conscience occidentale, qui gouverne les réflexes alors même que la réflexion commence à le mettre en cause, alors même qu'une certaine désillusion commence à s'exprimer. Cette réflexion et cette désillusion si elles débouchent sur de nouvelles revendications et sur la recherche d'un nouveau modèle de croissance, ne vont pas jusqu'à concevoir qu'il puisse exister en

Histoire de véritables régressions. D'où la nécessité de rappeler cette banalité familière aux hommes d'autrefois mais oubliée de ceux d'aujourd'hui, à savoir que l'Histoire n'est pas un cheminement linéaire vers le mieux, qu'elle n'a pas pour objet assuré l'accomplissement du progrès, que les nations connaissent des alternances de prospérité et de pauvreté, qu'aux vaches grasses succèdent les vaches maigres, que la grandeur est toujours menacée de se muer en décadence, la liberté en servitude, c'est-à-dire qu'il est des REGRESSIONS EN HISTOIRE. Le malheur historique existe, il rôde cherchant quels peuples dévorer.

Pour s'en convaincre il suffit de regarder le monde où nous sommes tel qu'il est et l'Histoire de France telle qu'elle a été.

LE MONDE OU NOUS SOMMES

Mouroirs de l'Inde, famine du Bengla-Desh et du Sahel, favellas d'Amérique du Sud, un milliard d'hommes qui ne mangent pas à leur faim, dont cinq cent millions d'enfants de moins de cinq ans — la moitié des enfants de moins de cinq ans — des milliards de vies vécues dans la maladie, l'analphabétisme, la peur, la souffrance : pour qui regarde sans complaisance cette planète à laquelle s'agrippent des multitudes humaines occupées de leur survie et qui s'acharnent, avec des gestes maladroits et las, à arracher à une terre avare leur maigre subsistance, il ne saurait faire de doute que l'espèce humaine soit une ESPECE VOUEE AU MALHEUR. Enfants aux ventres ballonnés, aux visages couverts de boutons, aux yeux hagards, mères qui ne parviennent plus à nourrir leurs bébés, troupeaux morts sur des pâturages rendus au désert, foules faméliques d'Asie et d'Afrique : sur les écrans de télévision l'humanité brandit ses moignons et nous regardons désolés, ennuyés, impuissants. Images d'un monde dur à la surface duquel se débat une espèce dont une partie ploie sous une malédiction écrasante cependant que l'autre soigne ses maladies de civilisation.

MONDE D'INIQUITE où le trafic le plus prospère est celui des armes ; les chiffres parlent assez fort : près de 100 milliards de francs d'exportations en 1977 dont 43 milliards pour les Etats-Unis, 28 milliards pour l'Union soviétique et 15 pour la France. EFFETS DE DOMINATION : dégradation des termes de l'échange au détriment des pays pauvres condamnés à exporter plus pour simplement maintenir leur capacité d'importation.

Le soupçon vient alors que le quart de siècle de prospérité qu'a connu l'Occident de 1948 à 1973 a été payé par le tiers-monde. Au moins en partie. Domination économique, domination politique : l'impérialisme américain a pris le relais de la colonisation occidentale et en Amérique latine par exemple, sa poigne s'est fait sentir durement. Au sein même des sociétés sous-développées, les parasitismes sociaux et les appropriations administratives, soutenus par les appareils militaires et policiers, entravent l'essor économique.

Et cependant au milieu de l'Océan des îles ont surgi montrant que la misère n'était pas une fatalité : tandis qu'en Inde, au Bengla-Desh, au Pakistan, en Afghanistan, au Népal, le produit par tête stagne autour de 100 à 150 dollars avec une progression annuelle voisine de 0, il atteint 4.500 dollars au Japon, 2.500 à Singapour, 900 à Formose, 550 en Corée du sud avec un taux de croissance de 7 à 10 % par an. En Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande, les montants sont de 350 à 700 dollars et les taux de 3 à 4 % par an. Il faudrait parler aussi du Brésil, et, plus anciennement, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie.

Dans ces pays le capitalisme s'est révélé capable d'engendrer le développement dans le cadre d'institutions politiques dont on ne saurait dire, il est vrai, qu'elles respectent partout les règles de la démocratie. Quelques uns de ces peuples subissent même de franches dictatures militaro-policières. Si la liberté de l'esprit implique la liberté du marché, la liberté du marché n'entraîne pas nécessairement la liberté de l'esprit. Toutefois liberté économique et démocratie politique, sans être rigoureusement liées, ont entre elles des correspondances qui, à terme, peuvent finir par prévaloir. Le marché appelle l'innovation, la recherche, le mouvement des idées, c'est-à-dire la liberté. L'exemple de l'Espagne montre comment peut fonctionner la relation entre l'économique et le politique. Cela étant, rien ne garantit de telles évolutions et de toute manière la croissance ne saurait justifier la tyrannie.

Il reste que pour des centaines de millions d'hommes et de femmes la vie se réduit à la survie et l'impératif catégorique pour l'humanité entière, pour les organisations internationales, pour les États, pour les institutions, les entreprises et les individus devrait être de promouvoir ce minimum de développement au-dessous duquel l'espèce ne parvient pas à tenir debout, à sortir de sa prostration. Les réussites isolées et combien imparfaites et discutables de certains pays, montrent qu'il existe une issue, que le mur n'est pas infranchissable, encore faut-il que les structures politiques et sociales, que le système d'éducation, que l'environnement économique et diplomatique n'aillent pas à l'encontre du développement.

Vœux pieux : c'est l'inverse qui est la règle.

La guerre, sa préparation, sa réalisation, ses conséquences absorbent une part considérable des ressources du tiers-monde. Inde contre Chine, Inde contre Pakistan, Pakistan contre Bengla Desh, Algérie contre Maroc, Nigéria contre Biafra, Somalie contre Éthiopie, États arabes contre Israël : les conflits entre États et entre ethnies sont multiples et la perspective de confrontations à venir oblige les nations pauvres à entretenir des armées puissantes et nombreuses, à acquérir du matériel moderne et coûteux, détournant ainsi de l'économie productive une part de leur produit national qui est couramment de l'ordre de 10 à 20 %. Volontiers, là-dessus, l'homme d'Occident ferait la leçon, oubliant d'une part

qu'il est le grand pourvoyeur d'armes du tiers-monde et d'autre part que si ces pays se préparent à la guerre c'est qu'ils se sentent menacés. Et que ce sentiment n'est pas toujours sans fondement. Pourquoi l'Asie et l'Afrique ignoreraient-elles les ennemis héréditaires, les revendications territoriales et les guerres nationales alors que l'Europe n'a cessé de les connaître tout au long de son histoire ? Croit-on que le spectacle de nos aberrations de la première moitié du XX^e siècle suffise à imposer aux peuples du tiers-monde une sagesse que la France, l'Allemagne et l'Angleterre n'ont découverte qu'au terme d'une expérience menée jusqu'aux limites du suicide collectif.

Menacés, les peuples du tiers-monde le sont effectivement. Le marxisme tient que le système capitaliste ne peut se maintenir qu'en engendrant des contradictions qui à la fin le feront éclater. Contradictions en effet éclatantes entre groupes sociaux et factions militaires pour l'appropriation des richesses et du pouvoir. Contradictions que les forces progressistes doivent porter au rouge jusqu'au jour où pour leur propre compte, elles s'empareront du pouvoir et des richesses. D'où l'entreprise révolutionnaire, mondiale dans ses ambitions, changeante dans sa tactique, immuable dans ses objectifs.

Vision simpliste ? Sans doute mais en la circonstance, simplicité s'accorde avec vérité.

LE CHEMIN DE L'EUROPE PASSE PAR L'ASIE ET L'AFRIQUE

VIETNAM. Pendant huit ans les Américains mènent une guerre qui n'est pas celle qu'on leur fait, usant de moyens et de méthodes qui les déshonorent. Puis, comme il était prévisible, l'opinion publique se lasse. La paix se fait dans l'équivoque sans que le Sud se soit doté du régime à la fois démocratique et résolu qui eût été capable de soutenir la confrontation avec le Nord. Corruption, inconstance, arbitraire : la presse occidentale décrit inlassablement le gouvernement THIEU en des termes qui ne lui laissent aucun avenir, négligeant de mentionner que par rapport à la tyrannie du Nord, celle du Sud n'est qu'un très anarchique tâtonnement. Mars-avril 1975, c'est l'effondrement : reflux militaire et administratif, routes encombrées de réfugiés qui fuient l'avance communiste, débandade à Saïgon ; montés sur leurs chars russes, les guerriers du Tonkin font leur entrée dans la capitale du Sud. On veut nous persuader que c'est août 44, l'arrivée des libérateurs sous les fleurs : il suffit de regarder les visages pour voir que c'est juin 40, le déferlement d'une armée d'occupation. A pleines pages et à longueur d'année on nous avait parlé des maquisards du Sud, de leur gouvernement provisoire, de leur combat héroïque, de leur diversité politique et religieuse, de leur autonomie par rapport au Nord ; on nous avait dit qu'il faudrait des années pour réunifier le Vietnam ; on nous avait entretenu de l'originalité de la civilisation du Sud, de la spécificité du

système politique qui s'instaurerait après la victoire. Nous avons vu : mise en place d'un Gouvernement militaire, réunification sous l'égide de Hanoï qui devient capitale unique, renvoi des populations urbaines (« redéploiement de la main d'œuvre »), les habitants de Saïgon réduits à des rations de subsistance et, bien entendu, camps de rééducation, quadrillage de la population, matraquage idéologique. Sous toutes les latitudes les fruits du marxisme léninisme sont les mêmes. Sans exception.

CAMBODGE. Le Cambodge est une exception. Au lieu de prendre comme à l'habitude une tournure pédagogique-policière (il s'agit de rééduquer ceux qui sont capables de l'être et d'éliminer les autres), l'oppression ici, retrouve sa pureté révolutionnaire c'est-à-dire que le meurtre et la terreur s'exercent avec cette frénésie fanatique, cette allégresse sombre qui sont aussi l'un des visages de l'homme. Visage éternel : celui des Mongols de 1220 qui sous la conduite de Gengis Khan, passent les habitants du Khorassan et de l'Afghanistan au fil de l'épée — on éventre les morts pour récupérer les bijoux qu'ils auraient pu avaler, on torture les riches pour qu'ils avouent leurs cachettes, on tue par dizaines de milliers les habitants des villes conquises — visage des S.S. noirs à tête de mort de Dachau, d'Auschwitz et de Treblinka ; fureur de Caïn se jetant sur Abel : il y a dans le meurtre et dans le sacrifice humain comme un secret assouvissement qui, seul, délivre le bourreau de certaines terreurs qu'il porte en lui. C'est en multipliant les holocaustes que les Incas, à la veille de la conquête espagnole, tentaient d'apaiser l'angoisse qui les étreignait. Geste éternel du Kmer rouge qui, le soir, mène dans la forêt d'où ils ne reviendront pas, ceux que l'anonyme ANGKAR a condamnés, geste indéfiniment renouvelé de l'homme qui tue, qui tue à la pioche parce que, pauvre, il veut économiser les balles. Images du Cambodge 1975-1977, images du pays du sourire.

En **ETHIOPIE**, à Addis Abeba, on tue avec des balles, en de longues journées et en pleine rue, mais on fait payer les balles aux familles des victimes ce qui relève d'une logique irréfutable car la société nouvelle n'a pas à prendre en charge le coût de liquidation des résidus de l'ancienne féodalité ou de cette engeance subversive que sont les étudiants gauchistes. Déjà sous l'occupation allemande le règlement prévoyant le port de l'étoile jaune en France avait pris soin de préciser que la délivrance de la sinistre pièce de tissu s'opérerait contre remise d'un ticket textile.

ANGOLA. Le pouvoir communiste s'implante à Luanda grâce à l'action d'une armée coloniale massivement appuyée par la logistique soviétique. Mais devant l'hostilité de la population les occupants doivent bientôt recourir aux grands moyens : en décembre 1976 le sud du pays, acquis aux maquisards de l'UNITA, subit de terribles bombardements qui font des centaines de victimes ; des dizaines de milliers de réfugiés affluent dans les pays voisins. Les mouvements de libération contrôlent une grande partie du territoire mais le poids de la

présence étrangère est tel que le pouvoir politique leur échappe et pour peu que la conjoncture internationale permette un renforcement du corps expéditionnaire « socialiste » la résistance peut un jour ou l'autre être écrasée sans que la conscience universelle s'en émeuve autrement.

LIBAN. 1975-1976 : la Suisse du Moyen-Orient. Un savant et fragile équilibre ethnico-confessionnel, imparfait certes, mais à l'ombre duquel s'était instaurée une prospérité commerciale enviable dans une région en proie aux soubresauts guerriers, vole en éclat. Mortiers, canons, combats de rues, assauts, massacres de femmes et d'enfants, exterminations de villages : le carnage ne s'arrête que lorsque la Syrie impose sa loi et soumet le pays à son protectorat. Le Liban a perdu son unité et son indépendance. La guerre est suspendue.

Hiver 1977. **LE MOZAMBIQUE** annonce la fermeture de ses frontières afin de se transformer, à l'abri des regards étrangers, en régime marxiste-léniniste. Ainsi point de reportages, point de récits, point d'images choquantes, point de scandales. Point de témoins. Et cependant, bientôt des témoins se lèvent : les évêques dénoncent les camps sous les tropiques, les prisonniers affamés, les tortures, l'encadrement idéologique et policier. Toujours la même litanie. Mais aussi **TOUJOURS DES TEMOINS** qui parlent : quoiqu'on fasse, quelque précaution qu'on prenne, quelque pression qu'on exerce, il y a toujours des voix qui s'élèvent.

Cambodge, pays du sourire, pays des disparitions nocturnes au cœur de la forêt funèbre ; Liban, pays pacifique, sans armée, adonné au travail, au commerce, aux affaires : l'Histoire se saisit impitoyablement des peuples aimables, les moins résistants, les moins méfiants. Comme une meule elle les broie, léguant à la postérité de grandes scènes tragiques : malades de Phom-Penh que l'on jette hors des hôpitaux et qui s'en iront mourir sur le bord des routes (mais, note un correspondant, de toute manière, ils seraient morts et de surcroît dans la puanteur ; au change ils auront gagné de dépasser à l'air libre) ; suspects qu'on décapite à la bêche ; combats au cœur de Beyrouth ; blessés qu'on achève. Tel est aujourd'hui le visage de l'Histoire, tel du moins qu'on peut le deviner dans sa réalité au travers d'une phraséologie asservie à la passion idéologique. Cependant qu'on tue, qu'on enferme, qu'on rééduque, cependant qu'une chape de plomb retombe sur des peuples entiers voués à un enfermement éternel, les faux témoins, pour couvrir la clameur des victimes, font retentir leurs tambours, assurés d'être entendus par cette partie de la tribu instruite qui toujours sait comprendre et expliquer le malheur des autres (« c'est parce qu'ils étaient sous-développés que les Russes ont connu le stalinisme »).

La vérité c'est qu'il est des régressions en Histoire.

Vietnam, Cambodge, Laos, Angola, Mozambique, Ethiopie : en deux ans, de la chute de Saïgon à l'alignement d'Addis Abeba quel bond en avant ! De l'Asie du

Sud-est au cœur de l'Afrique le chemin a été parcouru avec une telle rapidité que l'Occident anesthésié, distrait, frivole, apeuré, n'a même pas eu le temps de protester. Pour le moment, c'est le temps de la digestion, une digestion qui, ici et là, s'avère difficile. Mais qui se fera. A moins que...

- 1977 : l'Ethiopie et le Mozambique
- 1976 : l'Angola
- 1975 : le Sud-Vietnam, le Laos, le Cambodge
- 1958-62 : Cuba
- 1954 : le Nord Vietnam
- 1945-48 : le glacis européen



Jeanne d'Arc capturée à Compiègne

Montée en puissance de l'Union soviétique ? Exécution méthodique du plan de Lénine selon qui le chemin de Paris et de Londres passe par l'Afrique et l'Asie ? Occasions diplomatiques heureusement saisies par Moscou pour étendre son influence ? Les trois explications sont complémentaires et non contradictoires.

La Révolution d'Octobre n'abandonne pas son projet planétaire. Détente, guerre froide, alliance de guerre avec l'Amérique et l'Angleterre, pacte germano-soviétique de 1939, rivalité avec l'Allemagne d'Hitler, coopération avec celle de Weimar : à travers les péripéties, l'objectif, nullement secret mais au contraire toujours clairement affirmé (« pas de coexistence idéologique »), demeure la Révolution mondiale. Or la Révolution se confond avec la puissance de la patrie de la Révolution. Et la diplomatie est l'art de saisir les opportunités.

- 1939 : les pays baltes (Lithuanie, Estonie, Lettonie) et une partie de la Pologne suite au pacte Staline-Ribbentrop.

On entre dans le système, on n'en sort jamais :

- Berlin 1953
- Budapest 1956
- Prague 1968

Il y a eu des hérésies — Yougoslavie, Albanie, Chine — il n'y a jamais eu restauration de la démocratie. Telle est la loi du système.

Et toujours la même oppression : camps, police, conformisme idéologique, culturel, philosophique, parti unique, pensée unique. Toujours les mêmes scènes : des embarcations vouées au naufrage qui gagnent la haute

mer, remplies à ras bord d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient le Vietnam, des montagnards. Meos qui passent en Thaïlande pour échapper à l'extermination. Symbole : le mur de Berlin.

Le MUR : un homme qui tente de traverser des barbelés sous le feu d'une mitrailleuse.

UN MOUVEMENT EN AVANT

Le fait brut : un mouvement en avant, méthodique, calculé, capable d'encaisser des échecs (Egypte, Somalie, Grèce...) puis de reprendre inlassablement au moment opportun. On peut certes trouver pour chaque cas des explications particulières, arguer de circonstances locales qui, en effet, donnent à chaque avancée sa coloration propre, on peut s'en tenir à une vision discontinuée de l'Histoire mais c'est alors délibérément s'aveugler sur le caractère global du projet qui structure ce mouvement en avant.

1975. Les Soviétiques jugent que le Watergate et la défaite indochinoise ont mis les Américains hors de combat. Ils lancent ou couvrent cette incroyable opération de recolonisation en Angola grâce à l'action d'un contingent de 15 à 20.000 Cubains moyennant de leur part un appui logistique massif. Pas de réaction. C'est gagné. L'Angola c'est la prime empochée sans combat de la victoire remportée au Vietnam.

Quels sont les mécanismes de cette progression ?

D'abord l'idéologie. Le marxisme est avant tout une vision : l'anticolonialisme dans l'immédiat, la société sans classes à terme. Cette vision encadre les esprits, pourvoit l'intelligentsia en raisons de combattre et en raisons d'espérer et lui apporte la promesse de la victoire ultime. Le marxisme procure à ses adeptes la certitude organique d'avoir le dernier mot. Par là il capitalise à son profit des énergies psychologiques d'une rare puissance.

L'élitisme constitue le second élément de son pouvoir. L'initiation, le sentiment d'appartenir au groupe élu, le sentiment de porter solitairement l'avenir au cœur de la masse ignorante donnent à la vie un sens, une noblesse qui compensent les risques et les contraintes.

Les contraintes sont celles qu'imposent les réseaux, les systèmes de commandement, c'est-à-dire les conditions de l'action dont dépendent l'efficacité et la durée des entreprises. Les contraintes réduisent les risques et assurent la supériorité technique du groupe, grâce à une rigueur de caractère militaire. Car si le marxisme-léninisme a échoué dans l'ordre économique, social, culturel, politique, il est un domaine où il a surpassé toutes les idéologies concurrentes, c'est le domaine militaire.

Qu'il s'agisse de la constitution d'une gigantesque armée rouge, capable, s'il n'y avait le fait nucléaire, de pulvériser toutes les armées rivales, de la capacité que

s'est donnée l'Union Soviétique d'apporter en tout point de la planète un appui logistique massif à tout régime ou à tout parti dont il a été décidé de soutenir l'action, qu'il s'agisse des techniques, de la guerrilla, de la propagande, de la subversion psychologique, de la démoralisation et de la disqualification de l'adversaire qu'il s'agisse du jeu qui consiste à souffler tantôt le chaud, tantôt le froid, à se réclamer alternativement de la coexistence pacifique et de la conquête idéologique, c'est dans la pratique de la guerre révolutionnaire que le marxisme a fait la preuve de son efficacité maximale. Partant d'une analyse qui présente la dictature du prolétariat comme la suite quasiment naturelle du capitalisme libéral et qui, par là met l'accent sur les déterminismes historiques et dévalorise, théoriquement, les démarches volontaristes, le marxisme, traduit (trahi ?) par le léninisme en langage d'Etat, structure une action politique qui se résume finalement en l'art de prendre le pouvoir et de le conserver. Alors que la philosophie se veut analyse scientifique du rapport des forces productives, de leur développement et de leur aboutissement nécessaire, la pratique se ramène à un habile et inlassable travail de sape, à une technique d'appropriation monopolistique du pouvoir et, inéluctablement, à l'organisation du culte de la personnalité.

Idéologie, élitisme, technique, efficacité : est-ce tout ? Evidemment, non. Pour que la semence prospère, il lui faut un terrain. Ce terrain, le marxisme le trouve dans les contradictions que la colonisation, les échanges internationaux et les calculs diplomatiques ont engendrées arbitraire des frontières nationales, contrats léonins, complicité avec des dictatures incapables et corrompues. L'Occident qui, par la diffusion de l'hygiène est à l'origine de l'accroissement des populations, n'a pas su inventer — pas encore — ce plan Marshall planétaire qui seul eût été à la mesure du problème à résoudre, qui lui eût rendu sa bonne conscience, sa confiance en soi, sa force.

Carence de l'Occident ? Certes. Justification de l'impérialisme soviétique ? Non. En quoi la dévolution des pouvoirs locaux à des groupes idéologico-militaro-policiers, où se rassemblent les nouveaux maîtres après élimination de leurs concurrents, peut-elle constituer un progrès ? A une oligarchie terrienne et féodale se substitue une bureaucratie politique et administrative dont la poigne se referme sur des populations, qui, à peine décolonisées, se voient replacées sous tutelle.

Le cas de l'Angola mérite un examen attentif. Presque intact malgré une guerre coloniale plus longue qu'intense, relativement prospère, l'Angola au départ des Portugais, aurait pu se donner des institutions pluralistes et démocratiques. C'était l'aboutissement normal d'une lutte à laquelle avaient pris part des forces diverses parmi lesquelles le mouvement communiste (MPLA) n'occupait qu'une place parmi les autres. Soudain débarquement de 15.000 cubains, disposant d'un puissant soutien logistique de la part des Soviétiques, main-

mise sur la capitale et les grandes villes, proclamation dans ce pays où les chrétiens sont nombreux, d'une République populaire avec parti unique et idéologie officielle, indifférence résignée de l'Amérique et de l'Europe. Et, comme certaines populations indigènes ont le front de ne pas faire leur soumission : répression, pillages, bombardements.

Le précédent vaut qu'on s'y arrête. Le monde soviétique possède des ressources en hommes pratiquement inépuisables. Ce qu'a fait Cuba en Angola, le Vietnam, la Corée du Nord, l'Allemagne de l'Est peuvent aussi bien le faire ailleurs. Les dirigeants du Kremlin disposent à volonté de contingents de 20.000, de 50.000, voire de 100.000 hommes dont ils peuvent assurer sans difficultés l'armement et le transport. Le procédé exige du discernement : il faut une action brève, brutale, qui ne craigne pas la riposte. L'Amérique du Watergate était mûre pour accepter le fait accompli angolais. Le succès implique également une conjoncture qui rende l'intervention politiquement tolérable : appels de gouvernements « socialistes » menacés par des oppositions intérieures ou de « forces démocratiques » en lutte contre des dictatures fascistes. Si ces conditions sont réunies, l'entreprise ne comporte que des risques minimes : à l'abri de représailles directes derrière son bouclier nucléaire, l'Union soviétique est en possession de tous les moyens maritimes et aériens, nécessaires pour assurer sur le terrain le succès des opérations militaires. Après quoi, il ne restera plus qu'à introniser un quelconque gouvernement « populaire » dont le corps expéditionnaire étranger constituera le fer de lance.

Invraisemblable ailleurs qu'en Angola ?

Soit une révolte au Chili, contre la dictature du Général Pinochet, révolte à laquelle participent communistes, socialistes et démocrates-chrétiens. Issue possible : le rétablissement d'une démocratie pluraliste et parlementaire. Débarquement de 50.000 Cubains transportés par avions et bateaux soviétiques. Issue probable : mise en place d'un gouvernement communiste. Le scénario vaut pour n'importe quelle dictature militaire d'Amérique latine. Indéfendables, les régimes inavouables qui tiennent sous leur coupe le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine ne seront pas défendus.

Moyen-Orient : telle ou telle organisation palestinienne appelle à l'aide les puissances progressistes. Réponse favorable du Vietnam. Que se passe-t-il ?

En termes marxistes, il s'agit d'attiser partout les contradictions du monde capitaliste jusqu'à rendre impossible, politiquement, militairement, moralement, le minimum de solidarité qu'exige une réaction ; de choisir des cibles (Chili, Afrique du Sud...) qui garantissent la neutralité voire la bienveillance de l'opinion internationale ; d'habiller l'opération de telle sorte que l'intervention étrangère prenne l'allure d'une croisade progressiste ; d'imposer en quelques jours le fait accompli.

Que les sceptiques veuillent bien considérer avec quel scepticisme ils auraient accueilli, début 1974, l'hypothèse d'un débarquement cubain en Angola venant immédiatement après une décolonisation portugaise. Qu'ils veuillent bien considérer l'ironie dont ils auraient accablé le malheureux qui eût osé hasarder un tel propos : politique-fiction, produit d'une imagination malade, invraisemblance... Qu'ils veuillent bien maintenant considérer ce qui se passe dans la corne de l'Afrique : implantation à nouveau d'un contingent cubain en Éthiopie, débarquement de conseillers militaires « socialistes », acheminement d'un matériel militaire considérable (avions, chars...).

Une certaine forme d'esprit contemporain est incapable de concevoir a priori l'événement historique dans ce qu'il a de déroutant et par là même d'insaisissable. Puis, la foudre étant tombée, la stupeur étant passée, le fait accompli recueille un assentiment d'autant plus général que les raisons qui le rendaient inévitable apparaissent alors multiples et que chacun s'applique à les exposer.

La forme que prend l'Histoire surprend toujours ceux qui la vivent et cependant les circonstances contingentes ne font que traduire le rapport de forces qui les sous-tend.

Le modèle angolais peut servir ailleurs : vérité simple qui mérite qu'on s'y arrête.

ET L'EUROPE ? Du moins rassurons-nous, ce modèle ne saurait convenir qu'à des pays sous-développés. Voire. Hypothèse : une crise délibérément provoquée éclate à propos de Berlin avec orchestration de quelques incidents mineurs en Allemagne de l'Ouest sur le thème de la renaissance du « militarisme revanchard ». Protestations, accusations, incidents de frontières préfabriqués. Les experts estiment qu'une attaque frontale qui ne viserait ni les villes ni les objectifs militaires pourrait mener les divisions russes et est-allemandes sur le Rhin en 48 heures, le temps d'un week-end. Après quoi, la percée ayant été aussi profonde que possible dans le dispositif allié, il resterait à la diplomatie à exploiter le fait accompli et à la propagande à le présenter comme une précaution toute naturelle contre une menace nazie potentielle. Les bonnes âmes lanceraient des exhortations en faveur de discussions pacifiques ; on échangerait précipitamment des messages télex ; des médiateurs s'interposeraient et proposeraient d'organiser des conférences ; des appels fuseraient de partout. Il se trouverait des journaux pour expliquer que l'initiative soviétique, pour regrettable qu'elle soit, n'en était pas moins contenue en germe dans le réarmement allemand auquel Moscou, pour des raisons de sécurité n'a jamais consenti.

Quelle serait la réaction du président des États-Unis dans une telle conjoncture ?

Autre hypothèse. Succès de la gauche en France. Au

bout de quelques mois, du fait des surenchères et des arrières-pensées réciproques, le Gouvernement aux prises avec l'inflation, le chômage, le déficit extérieur et menacé par de continuelles manifestations de rues, ne parvient plus à maîtriser la situation. Comme en Tchécoslovaquie en février 1948 le P.C. cherche à imposer une coalition regroupant les seuls éléments marxistes, contrôlés par lui. Réactions à droite : aussitôt on parle de fascisme. On proclame le socialisme en danger et l'on fait appel à la patrie du socialisme.

Scénario invraisemblable ? Tous les grands événements des soixante dernières années étaient invraisemblables. Rappelons qu'en mai 1976, lors du congrès du Parti Communiste de l'Allemagne de l'Est, le premier secrétaire, M. Honecker a, très officiellement déclaré, à propos de l'armée nationale populaire que « sa mission de classe consiste, côte à côte avec nos frères d'armes de la glorieuse armée soviétique et des autres armées des pays socialistes frères, à défendre efficacement le système socialiste et la vie pacifique des citoyens de la R.D.A. et de tous les Etats de la communauté socialiste contre toutes les attaques des forces agressives de l'impérialisme et de la réaction ».

Pays socialistes et non pas seulement pays du pacte de Varsovie : pour bénéficier de l'assistance des officiers prussiens de l'Allemagne communiste il suffit qu'un régime soit qualifié de socialiste et que des opposants, quels qu'ils soient, veuillent le mettre en cause. C'est la Tchécoslovaquie à l'échelle du monde.

Mais, dira-t-on, il faudra que les troupes d'intervention passent par l'Allemagne ? Pas nécessairement : une opération aéro-maritime massive — escadres soviétiques au large des côtes françaises, rumeurs de décollage d'avions chargés de dizaines de milliers de parachutistes — peut suffire, à peser de manière décisive sur l'issue d'une crise en France. Milices ouvrières, défilant dans les rues, police noyauté, armée neutralisée, population apeurée, menace extérieure... le modèle a déjà fonctionné ailleurs. Pourquoi ne fonctionnerait-il pas en France ?

Invraisemblable ? Le manque d'imagination confine souvent à la cécité. Nulle personne raisonnable ne pouvait penser en juillet 1939, à la veille des vacances, qu'un an plus tard Paris serait gouverné par une commandature allemande. L'inconcevable est advenu parce qu'il était dans la logique du rapport des forces. Il ne s'agit pas de prophétiser le malheur, mais simplement d'évoquer des hypothèses qui existent, étant entendu qu'à les évoquer, on en éloigne la réalisation.

La question est : sur quoi repose aujourd'hui, la sécurité de l'Europe ?

Sur la dissuasion nucléaire américaine ? On en revient toujours à la même question : quel est l'enjeu qui vaudra aux yeux du président des Etats-Unis qu'il prenne le risque d'une destruction des villes américaines ?

Sur la dissuasion française ? Personne ne pense qu'elle puisse jouer au profit de l'Allemagne. Et personne ne croit que, l'armée rouge sur le Rhin, la démocratie puisse subsister en France et en Italie.

Sur une résistance conventionnelle à une attaque conventionnelle ? Tous les renseignements disponibles confirment qu'un tel combat ne durerait pas longtemps.

Sur l'embarras que constituerait en cas de conquête, l'Europe pour le Kremlin ?

C'est raisonner en termes occidentaux. Il peut arriver que, menacée à l'Est par une Chine de 800 millions d'hommes, la Russie veuille un jour s'assurer la totale sécurité de ses arrières, tout en prélevant sur la production européenne un tribut capable de faire accéder la population soviétique à cette société de consommation qui reste pour l'instant hors de sa portée. Ajoutons que pour les dirigeants soviétiques les invasions qu'ils ordonnent sont perçues en termes de libérations. Pour comprendre les décisions humaines il faut se référer à la fois aux contraintes qui pèsent sur elles et aux terminologies qui leur servent de justifications.

Mais trêve d'hypothèses. Le fait brut devrait imposer à tous la même question : à quel objectif répond la gigantesque accumulation d'armements à laquelle se livre l'Union soviétique depuis 15 ans ? N'y aura-t-il pas quelque jour, la tentation pour les chefs de l'Armée rouge, de se servir de l'instrument pour voir s'il fonctionne. N'y aura-t-il pas quelque jour, la tentation pour les dirigeants politiques d'évacuer leurs problèmes intérieurs (dissidents, déséquilibre ethnique, retard économique) par le très classique moyen de l'aventure extérieure ?

Ce qui protège l'Europe ? Sans doute le fait que pour l'heure une avancée vers l'Atlantique comporterait malgré tout des risques graves, qu'elle pourrait susciter de la part de l'Amérique des réactions malaisément calculables, qu'elle pourrait aboutir à un effondrement politique des pays du glacis, minés par des aspirations et une propagande irrésistibles, qu'à tout prendre, l'équilibre actuel n'est pas sans avantages. Arguments non négligeables, mais réversibles au gré des circonstances.

Ce dont il faut être convaincu c'est que pour les dirigeants et les doctrinaires soviétiques l'implantation en Europe de régimes calqués sur le leur, demeure un objectif auquel ils ne sauraient renoncer sans se renier eux-mêmes, sans renier ce qui en leur foris intérieur constitue leur intime justification, la justification de leur vie, de leur action, voire de leurs crimes. Les massacres de la Révolution, la terreur stalinienne, l'oppression policière, les camps, les hôpitaux psychiatriques sont perçus au travers d'un brouillard terminologique au-delà duquel s'étend la vision communiste, brouillard et vision qui seuls donnent un sens tolérable à l'horreur des six dernières décennies, horreur temporaire et préalable à l'accomplissement de l'Histoire. Pour que la justifica-

tion tienne, il faut non seulement que l'avenir réponde à l'espoir qu'on met en lui, point qui restera toujours invérifiable car le propre de l'horizon est de reculer au fur et à mesure qu'on avance, mais encore que le modèle soviétique présent soit l'unique modèle de référence, le mode de passage obligé vers le socialisme. Renoncer à cette construction intellectuelle serait pour la caste dirigeante soviétique renoncer à ce qui donne un sens à son action. Aussi bien les textes théoriques sont à cet égard d'une intransigeance totale car ils ont pour fonction de conférer cohérence et signification tant à l'Histoire collective qu'aux histoires individuelles, d'insérer les destins personnels dans un mouvement qui les justifie et en conséquence d'absoudre les crimes en même temps que d'exalter les succès. La classe politique n'abandonnera jamais de plein gré cette image d'elle-même qui la constitue à ses propres yeux.

Elle pense avoir le temps pour elle, elle sait attendre, reculer puis reprendre son offensive : mais son objectif demeure, universel, immuable.

Au-delà de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Europe, son objectif c'est l'Amérique du Nord.

L'anesthésie des esprits est telle que l'on se récriera. A l'évidence, dira-t-on, les États-Unis et le Canada sont hors de portée de l'entreprise. Dans l'immédiat, oui. A terme, non. Les contradictions raciales — Blancs et Noirs — ethniques — francophones et anglophones au Canada, minorités mexicaines, porto-ricaines, etc... — peuvent un jour — pas si lointain — créer les conditions d'une subversion interne, d'une décomposition progressive dont l'issue serait l'avènement de quelque dictature progressiste ou au contraire par réaction d'un régime autoritaire à caractère militaro-fasciste. De toute manière, liquidée ou disqualifiée, la démocratie libérale aurait disparu de la surface de la planète. Politique-fiction ? Réseaux terroristes, agitation de rue, mainmise souterraine sur les médias, sur la presse, sur les pouvoirs culturels, paralysie économique : les moyens qui auront réussi ailleurs peuvent aussi bien réussir en Amérique. Le raisonnement est simple et par sa simplicité, il balaie les subtilités obtuses de certains calculs, trop complexes, trop « fins », trop avertis, pour être durablement vrais.

Le vrai c'est que la « normalisation » ou la « finlandisation » de l'Europe serait le préalable à une offensive en direction de l'Amérique, que celle-ci, assiégée par l'installation au sud du Rio Grande de régimes hostiles, ayant perdu la maîtrise des mers, coupée de ses sources d'approvisionnement, solitaire dans un univers « socialiste » finirait par succomber. Cela n'est pas pour demain ? Peut-être pas. Mais c'est dans ce sens que va l'Histoire : il suffit pour s'en convaincre de regarder une mappemonde. Constaté le fait c'est créer les conditions du sursaut. L'important est de comprendre le caractère universel de l'entreprise, ses méthodes, ses lenteurs, ses accélérations, ses ruses, de comprendre que ce caractère universel est constitutif du système de justification auquel se réfèrent les Soviétiques pour juger leur action

présente et leur comportement passé. Nationalistes russes, les dirigeants du Kremlin se pensent, se vivent, se perçoivent comme des marxistes révolutionnaires.

Dans ces conditions évoquer le partage de Yalta, la frontière de l'Elbe, l'équilibre des puissances c'est méconnaître qu'après un tiers de siècle cet équilibre s'est modifié en profondeur et qu'il arrive un moment où l'histoire après des maturations lentes, à peine perceptibles, connaît de brusques déflagrations qui bouleversent les rapports de forces et les positions relatives. Il se peut que nous vivions un tel moment. Avant de rejeter cette hypothèse, il faut au moins considérer que, si éloignés qu'ils soient au plan des idées, les Chinois et Soljénitsyne ne cessent de prodiguer à cet égard les mêmes avertissements. Conjonction peut-être temporaire : si le conflit sino-soviétique semble aujourd'hui une donnée fondamentale de la confrontation planétaire, une réconciliation peut un jour advenir qui permettrait au camp communiste de rassembler ses forces et de constituer alors une formidable masse idéologico-militaire. Le cas de figure n'est pas probable : il demeure possible. L'Histoire offre l'exemple de pactes autrement inconcevables et qui, cependant, furent signés.

Rien n'y fera : les Français continueront obstinément à considérer que le Cambodge transformé en camp de concentration, que le Vietnam en proie à la rééducation, que l'Éthiopie livrée aux massacres, que l'Angola sous le fer et le feu cubains, et, plus anciennement, la Tchétchovaquie envahie, la Hongrie écrasée, la Pologne sous protectorat, les pays baltes annexés, que tous ces événements ne les concernent pas vraiment, que les malheurs des autres s'expliquent par des causes qui leur sont propres, que nous Français, sommes trop fins, trop subtils, trop intelligents pour connaître un sort identique. Tout, toujours en France est différent. La servitude peut s'abattre sur les noirs, les jaunes, les pauvres, les sous-développés : elle ne nous menace pas, protégés que nous sommes par les Américains qui ont besoin de nous, par les Allemands qui nous séparent des Russes, par les Chinois qui immobilisent l'Armée rouge, etc...

Or, toute l'Histoire contemporaine devrait nous convaincre de la fragilité de la paix, de la précarité de la liberté, de la rigueur des enchaînements qui mènent à la servitude, de la rapidité des coups de force, de l'irréversibilité des faits accomplis, de l'aisance avec laquelle les puissances de liberté prennent leur parti de l'oppression lorsque leur sort n'est pas en jeu.

Le gigantesque sauve-qui-peut d'avril 1975 à Saïgon, la fuite de dizaines de milliers de Vietnamiens sur des embarcations de fortune, l'afflux des Cambodgiens en Thaïlande, le mur de Berlin édifié pour empêcher que la R.D.A. ne se vide de ses habitants préfigurent ce qui se passerait si la même marée qui a submergé l'Indochine et l'Europe de l'Est venait à déferler sur les rivages de l'Atlantique. Il resterait aux quelques-uns qui en auraient la possibilité à fuir, aux autres à se terrer en silence en

attendant que la vie passe à moins que leur rééducation voire leur liquidation ne soient jugées nécessaires. Pessimisme maladif? Excitation hystérique? Mais enfin, avec quels yeux les optimistes regardent-ils le monde qui les entoure? Est-ce de leur cécité qu'ils tirent leur sérénité? A moins que dans leur cœur ils n'aient déjà consenti en secret à la servitude.

Car en vérité, il s'agit bien au Vietnam, au Cambodge, en Angola, en Éthiopie, de régressions historiques. Non que l'on s'illusionne sur la nature des régimes qui gouvernaient antérieurement ces États : corruption, népotisme, arbitraire... Mais les peuples espéraient et méritaient des évolutions vers des systèmes plus libéraux, plus justes, plus démocratiques et non ces chutes irrémédiables dans les trappes marxistes-léninistes d'où aucune nation jusqu'ici n'a réussi à émerger. Et qu'on ne nous dise pas que les noirs, les jaunes, les sous-développés ne sont pas faits pour la liberté! D'autres avenir étaient possibles, n'auront pas lieu. L'asphyxie spirituelle, l'encasernement, l'avalissement idéologique et culturel n'étaient pas des fatalités. Ils sont advenus.

DE LA REGRESSION EN HISTOIRE

Les Français ont oublié leur Histoire et les plus jeunes ne l'ont d'ailleurs jamais apprise. AMNESIE COLLECTIVE : sentiment qu'en Europe après un tiers de siècle d'immobilité militaire et politique, aucun bouleversement fondamental ne peut plus survenir, que l'équilibre américano-russe surplombe toute évolution et en limite par avance la portée; sentiment que l'Histoire ne saurait emprunter que des cheminements connus, qu'elle est condamnée à suivre un cours sans surprises et que l'ennui est le seul péril qui nous menace.

Il est singulier qu'un peuple dont l'Histoire n'est qu'une suite de catastrophes séparées par de longues périodes réparatrices ait à ce point perdu l'instinct du malheur.

RELISONS NOTRE HISTOIRE

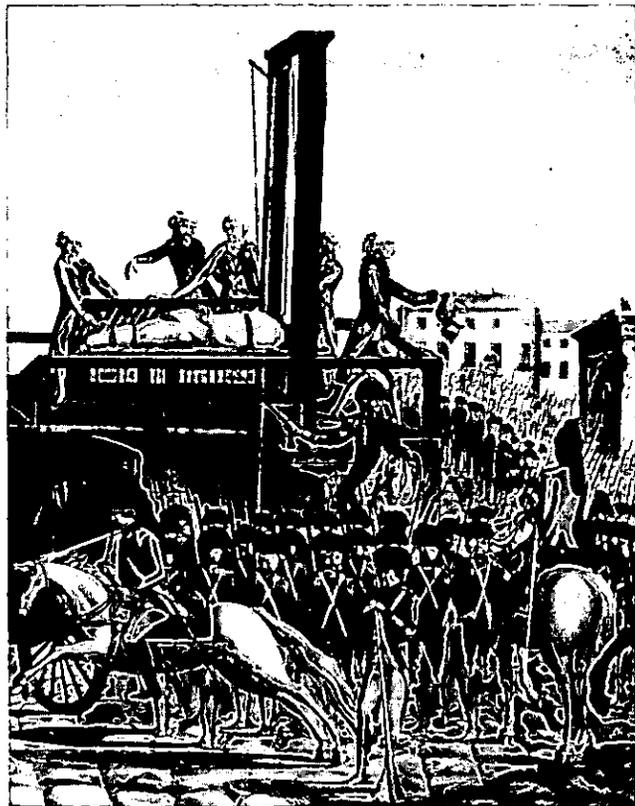
« Si César ne les délivre pas de cette intolérable domination, il ne leur restera plus qu'à quitter eux-mêmes la Gaule et à chercher loin des Germains, une autre patrie et d'autres terres ». Ce sont les députés gaulois qui en 58 avant Jésus-Christ, devant la menace d'une invasion de la Gaule par les Germains et les Helvètes, appellent au secours les Romains de Jules César.

On n'appelle pas en vain Jules César : aussitôt il accourt, repousse les envahisseurs et, accessoirement, établit, au terme d'une guerre de huit ans, sa domination sur une Gaule qui de toute manière n'avait plus le choix qu'entre les légions et les hordes germaniques.

En 68 après Jésus-Christ, révolte d'un chef militaire d'origine germanique, réunion à Reims des représentants des peuples gaulois pour délibérer du parti à pren-

dre, discours de l'envoyé de Vespasien : « nous montons la garde sur le Rhin, non pour protéger l'Italie mais pour empêcher un nouvel Arioviste de venir régner sur vous. Le danger n'est pas passé : vos voisins sont restés les mêmes. Ils sont pauvres et vous êtes riches... ». La Gaule choisit de rester dans l'Empire.

De 70 à 180, c'est la paix romaine : routes et poste impériales, ateliers de production, échanges commerciaux à travers la Méditerranée, développement de l'enseignement supérieur, monuments, cités, temps d'activité économique intense, d'épanouissement urbain, de tranquillité publique.



Exécution de Louis XVI le 21 Janvier 1793

Ombres au tableau : jeux du cirque, jeux de la torture et de la mort, esclavage. Ombres sinistres. Et cependant cet état de choses, cet ordre si imparfait qu'il fût, apparaîtront rétrospectivement aux siècles suivants comme un état, comme un ordre enviables. Les contemporains marquent leur reconnaissance aux empereurs romains en faisant graver sur leur tombeau des inscriptions de louange et de remerciement.

Mais un mal silencieux, mine sournoisement le monde gallo-romain, mal annonciateur et révélateur des décadences : déjà Polybe disait de la Grèce du II^e siècle avant Jésus-Christ « nous n'avons eu à subir ni épidémies, ni guerres prolongées et cependant nos villes sont désertes. Nous manquons d'hommes parce que nous manquons d'enfants ». La dépopulation s'étend à l'Italie puis à la Gaule et au IV^e siècle après Jésus-Christ la recherche et la fixation de la main-d'œuvre obséderont l'administration impériale.

UN MUR POUR S'ABRITER DU MONDE...

Anarchie militaire, affrontements entre armées rivales pour la conquête du pouvoir, débilite, sénilité. Pour se protéger des barbares, on fait un mur, le limes, système de fortifications qui va de Mayence à Ratisbonne : on se met derrière : tous les peuples fatigués finissent par construire un mur pour s'abriter du monde.

En l'an 257, les barbares rompent les digues. Les Alamans s'engouffrent dans la vallée du Rhône, passent les Alpes, vont jusqu'à Ravenne et ne sont arrêtés que devant Milan. Les Francs se ruent à travers la Gaule et l'Espagne, surgissent en Afrique. Horreur et fureur : siège de Tours, destruction de monuments antiques, dévastation du temple de Mercure Arverne. Il n'est pas besoin d'une grande imagination pour concevoir ce qu'a pu être le déferlement des Germains sur des terres prospères occupées par des populations adonnées aux travaux pacifiques et qui avaient perdu depuis près de trois siècles leurs traditions et leur expérience militaires.

En 275, à la mort d'Aurélien, nouvelle invasion pire que la précédente. La quasi totalité des villes gallo-romaines — soixante cités — sont investies. Massacres, ruines, misères : les fragments de murailles calcinées témoignent des malheurs du temps. Bordeaux brûle. Pendant dix années des bandes de paysans misérables se livrent au pillage des ruines. La sécurité ne revient qu'au début du IV^e siècle.

Epoque de stabilisation précaire. Dioclétien et Constantin réorganisent l'Empire. Sur le Rhin une cavalerie nombreuse veille. Les villes se protègent par des murailles et se transforment en forteresses. Partout des garnisons s'implantent. « Paix inquiète et sombre, coupée par de brusques retours des barbares » dit Pierre Gaxotte. Trêves, la Rome du Nord, constamment menacée par les Germains, s'adonne fièvreusement aux affaires, aux fêtes et aux combats. Les plaisirs y sont parfois d'abominables massacres : soixante mille prisonniers francs sont mis à mort dans l'amphithéâtre en une seule fois. Le sacrifice humain, comme réponse à l'angoisse, l'extermination comme orgasme collectif.

La civilisation urbaine se meurt. Le grand domaine rassemble autour du maître une nombreuse population d'esclaves et d'affranchis. Il tend vers l'autarcie. Agonie de la société d'échanges. Les paysans pauvres, en

échange d'une parcelle dont on ne peut les chasser, se voient bientôt fixés à la terre.

Peu à Peu au IV^e siècle cet attachement de père en fils au même statut social devient la règle. Le recrutement héréditaire et obligatoire s'institue, successivement, pour les ouvriers du domaine public, pour ceux qui travaillent aux commandes militaires, au ravitaillement, au cirque et dans les amphithéâtres, pour les maçons, les potiers, les verriers, etc... C'est la grande glaciation sociale, la prise en masse des individus et des groupes dans un réseau infrangible de contraintes et d'obligations. Blocage, paralysie : la pénurie en hommes engendre une progressive immobilisation des individus, un engourdissement hivernal.

Etatisme économique. Suite à l'inflation du III^e siècle, l'administration fait payer l'impôt en nature : livraisons de marchandises, services personnels. Voici l'Etat industriel : exempts de taxes, ses ateliers font disparaître peu à peu la concurrence privée. Blocage des prix et des salaires, en 301, par Dioclétien. Au sein d'une administration pléthorique, la vénalité se fait jour « vorace et frauduleuse ».

Constantin admoneste ses fonctionnaires. « Bas vos mains, bas vos mains, dis-je, car si après cet avertissement elles continuent, elles seront coupées par le glaive ». Crise économique, générale et profonde.

Les barbares, par groupes entiers, demandent leur admission dans l'Empire, l'obtiennent souvent et s'établissent comme colons sur les grands domaines.

En l'an 375, les Wisigoths, poussés par les Huns, masse humaine qui roule du fond de l'Asie Centrale sur l'Europe de l'Est, sont autorisés à s'installer dans l'Empire. Mais, contrairement à l'habitude, ils conservent leurs armes et restent groupés.

Bientôt, ils entrent en révolte. Son armée ayant été défaite, Théodore fait la paix avec eux. Mais à la différence de leurs prédécesseurs, les Wisigoths ne s'assimilent pas au milieu gallo-romain. Pendant un demi-siècle, ils entreprennent de parcourir la Gaule, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, pillant et guerroyant. Puis ils se fixent dans le Sud-Ouest, fondent une sorte de royaume avec Toulouse pour capitale et, lorsqu'à leur tour les Huns, en 451, envahiront l'Empire, ils se battront aux côtés des Romains.

Le 31 décembre 406 les Vandales, les Alains et les Suèves, à leur tour, franchissent le Rhin. Pas de résistance. « La Gaule brûle comme une torche » dit un poète : image d'ambiance. Puis viennent les Francs et les Burgondes.

En 476, grande scène historique à signification hautement symbolique : Odoacre, chef des mercenaires qui stationnent en Italie dépouille Romulus Augustule —

Romulus Augustule ! O ironie ! ô dérision de l'Histoire ! — des insignes impériaux et les envoie à Zénon, empereur d'Orient dont il affecte ainsi de reconnaître l'autorité ; pur simulacre : la réalité du pouvoir est aux mains des monarques barbares qui règnent sur les peuples établis dans l'Empire. Fin de l'Empire d'Occident.

Chilpéric, Frédégonde, Thierry : quelques noms propres suffisent à marquer la profondeur de la régression que connaît la Gaule au cours de l'époque qui s'étend du V^e siècle au VII^e siècle. Haine de la ville, mort de la ville : le grand domaine rural autarcique devient la norme. La puissance publique disparaît. La souveraineté s'identifie à la propriété. Rois, nobles, comtes, assimilent leurs fonctions aux prérogatives du propriétaire. L'impôt ne se distingue plus d'une ressource privée. L'insécurité fait que les hommes libres « se recommandent » à un grand c'est-à-dire, que moyennant sa protection, ils se mettent dans sa dépendance. La poussée musulmane transforme la Méditerranée en mer morte. Fin des échanges commerciaux et culturels : fin de la civilisation.

LE REVE PASSE...

La renaissance carolingienne peut, l'espace d'un demi-siècle donner l'illusion que l'Empire renaît de ses cendres. Charlemagne, ayant rassemblé la Gaule et la Germanie, peut bien en l'an 800 recevoir, des mains du pape, la couronne impériale, les assistants peuvent bien crier « à Charles Auguste, couronné par Dieu grand et pacifique empereur des Romains, vie et victoire », les contemporains, imaginer que la chaîne des temps est renouée, que l'unité de l'Occident est reconstituée, les esprits ne sont pas mûrs pour accepter véritablement les disciplines qu'implique un aussi grandiose dessein. Quelque effort que fassent les conseillers de Charlemagne pour imaginer une nouvelle loi de succession, rien n'y fait : à la mort de l'empereur, la loi du partage joue inéluctablement. Le rêve impérial n'était qu'une nostalgie. Le mouvement de fond, vieux d'un demi-millénaire, qui conduit à l'autarcie domaniale, à l'émiettement des pouvoirs, à la dispersion des fonctions, à l'identification de la propriété et de la souveraineté, emporte les constructions audacieuses des théoriciens de l'État unitaire. L'un d'entre eux au spectacle des affrontements sanglants qu'entraînent les rivalités des prétendants à la couronne s'écrie « Oh ! quel jour est celui qui apporta à l'univers les ténèbres presque éternelles de la crise, qui brisa l'empire pacifique et unitaire et le divisa en parcelles, qui viola les fraternités, rompit les liens du sang, engendra partout les inimitiés, dispersa les compatriotes, bannit la foi, détruisit la charité, viola les églises et corrompit tout. Hélas... Jour de malheur ! Jour qu'une nuit pire encore a suivi ». Il faut entendre cette plainte qui monte du milieu du IX^e siècle.

X^e siècle : les Slaves roulent sur la Germanie, les Hongrois surgissent dans la plaine du Danube d'où ils s'élancent sur la Lorraine, la Suisse, la Champagne, la Bour-

goigne, le Languedoc. Les Sarrasins se plantent dans le golfe de Saint-Tropez.

Les Normands, portés sur la mer par leurs barques sans gouvernail s'engouffrent dans les estuaires et remontent les fleuves.

844 : ils sont à Lisbonne, Cadix, Séville.

845 : ils sont sur la Seine

859 à 862 : Espagne, Gibraltar, Murcie, Baléares, Roussillon, Camargue, vallée du Rhône, Valence, Pise, l'odyssée se termine en Grande-Bretagne. Les villes flambent, les moines fuient, les couvents incendiés sont livrés aux profanations, les paysans sont massacrés, les campagnes retournent à la brousse, des populations entières errent, cherchant refuge, les loups parcourent les terres dépeuplées. Au marché de Tournus on fait commerce de chair humaine comme viande de boucherie.

Les contemporains vivent leur temps comme celui du règne de Satan, Satan que Raoul Glaber, moine bourguignon, voit, petit, bossu, crâne pointu, oreilles velues, cherchant à dévorer les humains.

Pourchassés par des brigands impitoyables les peuples implorent la protection des hommes de guerre qui en contrepartie imposent peu à peu ce qui deviendra le régime féodal. La mêlée obscure ne laisse place qu'aux nécessités de la survie. L'analphabétisme est général. Toute la vie intellectuelle s'est réfugiée dans les monastères. La guerre est partout : aux raids des Vikings succèdent les guerres privées qui pour être limitées n'en sont pas moins ravageuses : « les boute-feux embrasent les villages que les fourrageurs visitent et pillent ; les habitants éperdus sont brûlés ou ramenés les mains liées pour être joints au butin ». Et lorsque la guerre est passée : « les cheminées ne fumaient plus, les coqs avaient cessé leur chant et les grands chiens leurs abois. L'herbe croissait dans les maisons entre les pavés des églises car les prêtres avaient abandonné le service de Dieu et les crucifix gisaient par terre ». Excommunications, interdits, trêves de Dieu : l'Eglise, malgré ses fulminations et ses institutions, ne parvient pas à imposer la paix.

RENAISSANCE

Puis peu à peu, insensiblement, le malheur se fait moins pressant. L'esprit, au milieu du chaos et de l'ignorance, reprend ses droits. Son activité engendre bientôt au XII^e et XIII^e siècle la première grande Renaissance. C'est la grande floraison médiévale : philosophie, théologie, littérature, architecture. On se presse aux cours d'Abelard : il y a parfois plus de 5.000 auditeurs. Saint-Thomas se saisit d'Aristote et la pensée chrétienne s'assimile la philosophie grecque. Tandis que les bourgeois font la révolution communale, au cœur de la cité on bâtit la cathédrale. La pierre exprime l'élan de l'homme vers Dieu, les vitraux racontent l'Histoire du Salut. Dans la pénombre de la nef, l'âme refait son unité et conquiert son identité dans l'évidence de la foi. La chrétienté, déjà dégagée de la féodalité guerrière mais non encore brisée par l'État national, livre le message qu'elle porte.



Débat d'un Comité révolutionnaire sous la Terreur

Puis le cycle recommence. Dès la fin du XIII^e siècle, l'édifice se délite : travaillé par l'inquiétude du plaisir, par les convoitises de la puissance et par celles de l'argent, les peuples et les rois connaissent un temps où s'enchevêtrent, les pestes, les guerres, les danses macabres, les extravagances vestimentaires, les cabales intellectuelles.

CENT ANS

1348-1350. Peste noire : disparition d'une proportion variable selon les régions, mais notable partout, de la population française (le tiers, le quart, le sixième ?).

Guerre de cent ans : commencée par un éclat de rire, elle se termine par un contrat de rente viagère. 1337 : Edouard III d'Angleterre se déclare par lettres patentes roi de France ; hilarité à Paris. 1475 : Edouard IV débarque en Picardie, y découvre non les complicités qu'on lui avait laissé espérer mais l'unanime hostilité des populations, prend le parti de proposer à Louis XI un traité par lequel il renonce à toutes ses prétentions continentales, moyennant une indemnité de 75.000 écus d'or et une rente viagère de 50.000 livres. Dans la journée, Louis XI donne son accord : fin de la guerre de Cent ans. Entre cet éclat de rire et ce contrat de rente on trouve : Jean le Bon fait prisonnier, le royaume de France perdu puis reconquis par Charles V et Bertrand Du Guesclin, le roi fou, les Armagnacs et les Bourguignons, le roi de Bourges, Orléans assiégée et qui va se rendre, Jeanne d'Arc qui accourt, Orléans délivrée, le bûcher de Rouen ; Paris révolté : en 1358, Étienne Marcel, en 1382, les maillotins, dans la décennie 1410-1420, Caboches et Capeluche, bouchers et Bourguignons, Armagnacs et Anglais, éviscération de femmes enceintes ; horreur et terreur : on met les victimes « en tas comme des porcs au milieu de la boue ». Images de la

guerre de Cent ans : « mutilations d'hommes, efforcements de femmes, boulements de feux, prises de bétail, gros et menu, rançonnement du pays à grandes sommes et autrement ». Les Anglais pendent les paysans qui leur résistent et enterrent vivants au pied des gibets les femmes qui apportent aide et secours aux révoltés. Funèbre litanie qui se renouvelle inlassablement. A la guerre s'ajoute la famine. Temps de déréliction et de frénésie : deux et à un certain moment trois papes prétendent au siège de Pierre ; mascarades costumées, bals des ardents : les danseurs flambent ; modes vestimentaires provocantes et délirantes ; époque de frivolité anxieuse que symbolisent les dévergondages de la reine Isabeau ; dans les rues, sur les fumiers, on trouve des enfants morts de faim et de froid.

Au milieu du XV^e siècle, la France est couverte de ruines et de friches. « J'ai vu de mes yeux les vastes plaines de la Champagne, de la Brie, de la Beauce, du Gâtinais, le pays de Chartres et de Dreux, le Maine, le Perche, le Vexin normand et français, le Beauvaisis, le pays de Caux depuis la Seine jusqu'à Amiens et Abbeville, le Soissonnais, le Valois, toute la contrée jusqu'à Laon et même jusqu'au Hainaut, déserts, en friche, dépeuplés, couverts de ronces et de buissons... « Villages incendiés, abandonnés par leurs habitants, retour des terres à la brousse ; chevauchées de soudards, pillards et tortionnaires ; églises détruites, la faim, le feu, la peur, c'est la vie quotidienne d'un peuple qui au XII^e et XIII^e siècles avait construit les cathédrales.

Louis XI reconstruit la France. Ses successeurs, Charles VIII et Louis XII continuent son œuvre : paix, prospérité.

Humanisme, Renaissance, guerres de religion, Henri IV... Traversons les siècles et arrivons au XVIII^e.

1789 : LA REVOLUTION FRANCAISE

Ici il faut prendre garde, mesurer ses propos : nous avons affaire à un mythe. « *La Révolution est un bloc* » ; « les grands ancêtres » ; la Déclaration des droits de l'homme ; liberté, égalité, fraternité, la Convention ; les grandes écoles, le système métrique, Condorcet, l'abbé Grégoire, l'enseignement promis au peuple ; Robespierre et Saint Just, la Patrie en danger, les soldats de l'an II, les représentants en mission ; Hoche et Marceau, le Génie de la Révolution, l'Italie conquise, l'Autriche vaincue, Anvers et Rotterdam ports français, Sambre et Meuse, Valmy, Fleurus, Arcole et Rivoli.

Et Brumaire. La constitution de l'an VIII : « la Révolution est terminée. Elle est fixée aux principes qui l'ont commencée ». Happy end ? Non : l'Empire, la guerre, Austerlitz, Eylau, Wagram, l'Espagne, la Bérésina, les adieux de Fontainebleau, l'île d'Elbe, les Cent jours, Waterloo, Sainte Hélène. Fin ? Non : juillet 1830, les Trois glorieuses, février 1848, Deux Décembre 1851, l'Empire, Sedan. La monarchie ? Non : la République. Fin ? Non : Maurras, février 1934, juillet 1940, la Révolution nationale, Août 1944, de Gaulle à l'Hôtel de Ville, la République. Fin ? « Aucune querelle en France ne finit jamais » (F. Mauriac).

XVIII^e siècle : siècle de paix hexagonale ; siècle d'ivrognerie, de frivolité, de polissonnerie, « après nous le déluge », « les liaisons dangereuses », « ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent des brioches » ; siècle de l'étude et du sérieux : « les époques de la nature » de Buffon, « le tableau économique » de Quesnay, « les éléments d'agriculture » de Duhamel du Monceau, « l'essai sur les machines » de Carnot ; siècle d'administrateurs, de constructeurs, d'ingénieurs, les intendants, les routes, les houillères (400.000 tonnes de charbon sont extraites chaque année à la fin de l'Ancien Régime). Siècle d'agriculteurs : abandon de la jachère, création de prairies artificielles, culture de la pomme de terre et des céréales ; les Français sont à l'abri de la famine et les paysans riches achètent les terres.

Temps des savants : Lavoisier, Lalande, Lagrange, Monge, Haüy, Chaptal. On s'affranchit de la pesantur : les ballons s'élèvent dans les airs.

Louis XV essaie d'imposer les réformes fiscale et judiciaire qui répondent aux nécessités du temps. Excédé par les résistances qu'il rencontre, il renvoie les parlements en 1771. Louis XVI, serrurier vertueux, abandonne la politique de son prédécesseur et rappelle les parlements. Vouée aux expédients, à l'incohérence et au déficit financier, la monarchie, dès lors s'en va mollement vers sa fin, poussant l'inconscience jusqu'à consentir une véritable réaction sociale. Réaction nobiliaire : il faudra désormais 4 quartiers de noblesse pour être officier. Réaction seigneuriale : en 1789 les paysans possèdent plus de la moitié du sol et les droits féodaux ne représentent guère plus de 10 à 12 % des revenus des terres mais la nouvelle aristocratie (hommes d'affaires anoblis, officiers de justice, etc...), à la différence de l'ancienne, fait valoir méticuleusement ses droits, d'ou

procès et mécontentement dans les campagnes. De surcroît, elle réclame le partage des biens communaux c'est-à-dire des pacages, forêts et landes dont la jouissance indivise permet aux pauvres de disposer d'un minimum de ressources en toutes circonstances.

Sur le plan économique à partir de 1776, c'est la crise. L'hiver 1788-1789 sera particulièrement rude.

En profondeur, le terrain est miné. La République des lettres, puissance dans l'Etat, gouverne les esprits par l'intermédiaire des salons, cafés, académies, clubs, sociétés de pensée qui pullulent à Paris, et en province. La maçonnerie, réorganisée vers 1780 par Benjamin Franklin, dispose dans l'ensemble du pays d'un réseau de loges au sein duquel circulent informations, analyses, directives. Par l'ironie et le scepticisme le parti philosophique ruine la légitimité de l'autorité monarchique, si bien que celle-ci s'avère bientôt également incapable et de se réformer et de se défendre. Les récriminations catégorielles, celles des grands et celles des parlementaires, prennent des allures de batailles pour la liberté. Les quelques transformations fondamentales dont avait besoin la société française n'ayant pu être imposées par un pouvoir modéré devenu trop faible pour vouloir et pour agir, c'est dans le sang, la terreur et la dictature qu'ont été instituées la liberté d'opinion, ainsi que celle du commerce et de l'industrie, l'égalité civile, la sécurité des personnes et des propriétés. L'Histoire traite sans pitié les peuples et leurs chefs lorsqu'ils sont défailants.

Ce sont de pauvres nécessités d'argent qui obligent le roi à donner la chiquenaude initiale au mouvement révolutionnaire : l'Etat a trois cents millions de dettes, dont les deux tiers résultent d'opérations effectuées sous le règne de Louis XVI, et il ne peut plus y faire face sans recourir à de nouveaux impôts. D'où la convocation des Etats généraux en mai 89.

A partir de là, la machine se met en marche : passées les premières allégresses patriotiques et populaires, le pouvoir réel tombe aux mains de minorités agissantes, toujours plus radicales, toujours plus durement agressives, l'une exterminant l'autre jusqu'à ce qu'en thermidor le mouvement du pendule ne s'inverse brutalement. Minorités ? Qu'on en juge : à Paris lors des élections municipales de 1791, il y a 10.000 votants, pour 80.000 inscrits. Le maire, Pétion, recueille 6728 voix et c'est sur cette base que la commune de Paris édifie le contre-pouvoir qui, jusqu'à la réaction thermidorienne, tiendra en tutelle la représentation nationale. Cette représentation n'est elle-même d'ailleurs guère représentative : la Convention est élue par 700.000 électeurs, soit 10 % des inscrits. Aux séances le nombre des participants effectifs ne dépasse guère le tiers des 749 membres que comporte l'assemblée. Les activistes établissent leur pouvoir par les procédés qui leur sont habituels : suppression du vote secret, groupes armés pratiquant l'intimidation à proximité des urnes, emprisonnement d'élus mal pensants, éviction de candidats peu sûrs, etc... Les massacres de prisonniers politiques en septembre 92 à

Paris mais aussi à Reims, à Lyon, à Caen, à Meaux, achèvent de compromettre la sérénité du scrutin. En jouant sur ces sentiments simples et forts que sont l'indifférence et la peur, les éléments les plus résolus, réduisent le plus grand nombre au rôle de figuration passive. Les sectionnaires des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau constituent une troupe toujours disponible pour faire une journée. Il suffit à la commune de Paris de faire sonner le tocsin. Les assemblées délibèrent sous la surveillance d'une foule qui applaudit ou qui hue les orateurs selon qu'ils rencontrent sa passion ou qu'ils la contrarient. Et malgré cette pression menaçante il se trouve lors du procès de Louis XVI 360 conventionnels pour voter contre la peine de mort, 361 se prononçant pour sans réserves et 26 avec réserves.

semblée. « Vous pouvez prendre en état de guerre des mesures que l'état de paix pourrait faire trouver trop sévères ». « La guerre est actuellement un bienfait national ». « Nous avons besoin de grandes trahisons : notre salut est là ; car il existe encore de fortes doses de poison, il faut de fortes explosions pour l'expulser : le corps est bon, il n'y a rien à craindre ». « La guerre, la guerre, tel est le cri de tous les patriotes, tel est le vœu de tous les amis de la liberté ». Le 20 avril 1792, les députés déclarent la guerre à l'empereur.

La guerre extérieure comme mode de consolidation du régime intérieur : le calcul est classique.



Le mur des fédérés : exécution des insurgés de la Commune

Sans doute, mais du moins la patrie a-t-elle été sauvée et l'ennemi bouté hors de France ? Il est vrai : grâce à une artillerie réformée par Gribeauval à la fin du règne de Louis XV, à un encadrement qui pour une bonne part vient de l'Ancien régime, à des généraux jeunes à qui la Révolution offre enfin des carrières dignes de leur valeur, grâce surtout aux soldats de l'an II, les armées de la République ont vaincu l'Europe coalisée. Encore faut-il se souvenir à la suite de quelles circonstances le pays s'est trouvé en péril. En septembre 1791, lorsque s'installe la Législative, les Français sont las des désordres. « La nation est fatiguée et si vous n'y prenez garde, elle est prête à retourner à ses anciennes habitudes » écrit une gazette. Comment empêcher une restauration de la monarchie absolue ? En déchaînant la guerre répondent les Girondins, qui à ce moment sont la gauche de l'as-

« Guerre aux rois, paix aux nations » dit-on. La réalité c'est la guerre. La paix promise aux nations n'est que l'alibi. Universelle dans ses ambitions, la Révolution instaure dans les faits un nationalisme à justification idéologique. Conquérante, elle donne à la France des frontières que les nations européennes n'accepteront jamais et que l'Empire s'acharnera en vain à défendre.

La Révolution a sauvé la patrie en danger mais après l'avoir précipitée dans une guerre qui durera près d'un quart de siècle et qui fera du seul côté français 1.400.000 morts auxquels il faut ajouter les 600.000 victimes de la Vendée.

Sans doute, mais du moins aura-t-elle apporté la liberté aux peuples ?

Qu'au départ les peuples aient éprouvé quelque sympathie pour les principes dont se réclamaient les conquérants ne doit pas masquer le fait que très vite, la présence française a signifié occupation étrangère, rapines, réquisitions, vexations, humiliations. La guerre doit nourrir la guerre dit-on à Paris : les armées vivent sur le pays. En Espagne et en Russie, Napoléon se heurte à de véritables guerres populaires et en 1814-1815, les peuples, plus encore que les rois, se dresseront contre l'Empire.

La liberté des citoyens n'est pas plus respectée à l'intérieur qu'elle ne l'est à l'extérieur. La Terreur c'est le tribunal révolutionnaire, c'est tout un quadrillage des populations par deux dizaines de milliers de comités de surveillance, c'est tout un appareil d'espionnage, de délation et d'oppression dont les totalitarismes s'inspireront au XX^e siècle. La Terreur aura valeur de modèle et on s'appliquera dans le silence du cabinet à en démontrer la nécessité et le caractère exemplaire. Le vrai c'est que la Terreur fait plier les volontés, ne laisse place qu'à l'instinct de conservation, confère le pouvoir aux citoyens les plus agressifs, les plus aigris, les moins équilibrés et fait ramper les autres dans l'abjection à moins qu'elle ne les voue à une mort violente. Limiter les victimes de la Terreur à celles officiellement condamnées c'est méconnaître les grands massacres, ceux de septembre 92, ceux de Lyon ordonnés par Fouché et Collot d'Herbois, ceux de Nantes — noyades collectives dans la Loire — qui font de Carrier un précurseur, c'est méconnaître les victimes de la Vendée révoltée contre la conscription. Dans les faits, la Révolution et l'Empire apportent à l'État un renforcement sans précédent. La victoire des Montagnards sur les Girondins et la réorganisation impériale donnent au pouvoir une puissance concentrée que ne limitent plus les franchises, privilèges et particularismes de l'Ancien Régime. Pour plus d'un siècle et demi tout idée d'autonomie régionale est suspecte. Quant aux libertés individuelles, les Français n'en jouiront réellement qu'au retour des Bourbons sous la Restauration.

Du moins la République est-elle proclamée ? Certes, mais dans des conditions qui la rendront odieuse pour trois quarts de siècle. Le souvenir de la Terreur est tel qu'il discrédite la République et la vérité oblige à dire que celle-ci ne se dédouanera aux yeux des bourgeois qu'en organisant deux massacres d'ouvriers, juin 1848, mai 1871. Monsieur Thiers pourra alors fonder une République conservatrice, la III^e.

Du moins cette éphémère 1^{re} République a-t-elle jeté les bases d'un système scolaire moderne et démocratique en créant les grandes écoles et en proclamant le principe d'un enseignement accessible à tous ? Les grandes écoles, complétées sous Napoléon, par les lycées, fourniront à l'État les cadres dont-il a besoin, ce qui n'est pas rien mais ne concerne qu'une minorité sociale. Quant à l'enseignement populaire, on fait surtout des plans ; la Révolution et l'Empire n'accélèrent aucunement un processus de scolarisation dont on sait maintenant qu'il

remonte très loin sous l'Ancien Régime. Ce processus se poursuivra tout au long du XIX^e siècle, la III^e République se contentera de prendre acte d'un mouvement trois fois séculaire, de promulguer des lois qui le parachèvent et de s'approprier le bénéfice politique et idéologique de cet ultime accomplissement.

Du moins la Révolution a-t-elle institué l'égalité civile et garanti la propriété privée ? L'égalité civile n'a jamais été remise en question mais elle était acquise dès la nuit du 4 août 1789. Dès ce moment, la propriété privée était débarrassée des droits féodaux qui en grevaient l'usage et la disposition. Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie, proclamé en 1791, a libéré la production et les échanges des réglementations corporatistes. Mais en laissant face à face le maître et l'ouvrier, supposés égaux dans une relation contractuelle purement bilatérale, le nouveau régime juridique a créé les conditions de l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Il faudra un siècle aux ouvriers pour reconquérir des droits collectifs : droit de coalition, liberté syndicale, plus tard encore, conventions collectives... L'individualisme révolutionnaire a institué la liberté des maîtres mais laissé les compagnons sans défense. Le code civil (article 1781, abrogé en 1868) exprime séchement les hiérarchies bourgeoises : « Le maître est cru sur son affirmation : pour la quotité des gages ; pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante ».

Aussi bien la dictature jacobine a-t-elle tenté en 1793 d'instaurer une sorte d'étatisme économique de caractère socialisant : on institue un emprunt forcé et des taxes sur les riches, on unifie les rentes sur l'État et on annule les titres appartenant à des personnes ne pouvant produire un certificat de civisme, on réquisitionne l'or, les espèces, l'argenterie, les objets précieux, on invente les cartes de rationnement, on oblige les commerçants à déclarer leurs stocks, les paysans à déclarer leurs récoltes, la loi du maximum soumet à la taxation tous les produits industriels et toutes les denrées, on réquisitionne les récoltes et parfois le cheptel, on réquisitionne la flotte de commerce, on nationalise le commerce extérieur, on réquisitionne l'ensemble de la population pour la guerre ; réquisition, réquisition... Le résultat ne se fait pas attendre : les magasins se vident, les paysans ne livrent pas leur récolte, diffèrent la moisson ou nourrissent leurs chevaux avec du blé. Disette dans les villes : pas de sucre, pas d'huile, pas de chandelles, pain immangeable, marché noir, contrebande... Paperasserie, contrôles, répression, bureaucratie. La loi de prairial (10 juin 1794) range parmi les suspects tous ceux qui par paroles, par action ou par inaction auront entravé la marche de la Révolution. Plus d'instruction préalable ; une seule peine : l'échafaud.

Durant l'hiver 94-95, les boutiques sont assiégées dès l'aube par des ménagères en quête de provisions ; le froid et la faim conduisent des rentiers au suicide ; des émeutes éclatent. La misère coexiste avec le luxe éclatant

des parvenus. Sous le Directoire toute une société corrompue dont Barras est le symbole et l'animateur mène grand train et fait grand bruit. Un itinéraire des gourmands donne la liste des meilleurs restaurants. La littérature obscène fleurit au Palais Royal. On trafique de tout. Salons, maisons closes, tripots. Nommé aux relations extérieures, Talleyrand s'écrit « Il faut faire une grande, une immense fortune ». Le cri du cœur !.

Sans doute mais du moins, résultat à long terme, la propriété a-t-elle été redistribuée ? Ceci est vrai. En confisquant les biens du clergé, des émigrés et des suspects les plus divers et en les vendant contre des assignats, la Révolution a procédé à un transfert de propriété portant sur 15 à 20 % du sol. Les acquéreurs se recrutent tout autant dans la bourgeoisie des villes (marchands, médecins, hommes de loi, industriels...) que parmi les ruraux aisés (laboureurs, tonneliers, aubergistes). Le premier versement, exigé lors des enchères, écarte les pauvres. Au fur et à mesure que se déprécie l'assignat, le coût des biens nationaux se réduit en valeur réelle. Sous le Directoire certaines propriétés s'achètent pour moins que leur revenu annuel. Ainsi se forme une classe de nouveaux propriétaires fermement attachés aux conquêtes révolutionnaires, inquiets de conserver leurs propriétés à travers les vicissitudes politiques, conscients de la fragilité de leurs titres. Chaque nouveau régime doit proclamer le caractère intangible des acquisitions révolutionnaires. La constitution de l'an VIII déclare : « La nation française déclare qu'après une vente légalement consommée de biens nationaux, quelle qu'en soit l'origine, l'acquéreur légitime ne peut en être dépossédé, sauf aux tiers réclameurs à être, s'il y a lieu, indemnisés par le Trésor public ».

La charte de 1814 confirme « Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle nationales, la loi ne mettant aucune différence entre elles ».

Parmi les principaux bénéficiaires de ce transfert de propriété se trouvent les hommes politiques et hauts fonctionnaires de la République : Fouché, Barras... S'ajoutant aux spéculations, aux commissions sur les fournitures de guerre, aux courtages et au marché noir, ces acquisitions domaniales contribuent à fonder des dynasties bourgeoises qui domineront pendant longtemps la vie politique et économique de la France.

Le transfert de propriété est donc un acquit : il s'effectue dans des conditions qui ont peu à voir avec les vertus révolutionnaires. La Révolution a ses héros, elle a aussi ses profiteurs. Le style romain, les postures à l'antique, la référence à Caton forment un décor dont l'envers tient dans les propos qu'adresse cet entrepreneur de transports aux paysans à qui il dérobe leurs chevaux pour son usage personnel. « Citoyens faites ce que vous voudrez. Je m'en f... et je ne vous connais pas. Je paie le Directoire, je paie les ministres, je paie les commis, je paie les généraux, les ordonnateurs et les commissaires

des guerres ; vous voyez que je ne redoute personne et que vous en serez pour vos écritures ». Le discours est sans tartufferie.

Il y a pire que les trafics, il y a les mascarades et les sacrilèges : le 6 novembre 1793, l'évêque de Paris, Gobel, entouré de ses vicaires et de jeunes gens portant mitres, chasubles et ciboires se transporte à la Convention où il prononce son abjuration. Tous les ecclésiastiques de l'assemblée sauf l'abbé Grégoire, font de même.

Il y a pire que les mascarades et les sacrilèges : il y a le meurtre organisé, le massacre. Le soldat Joliclerc, prototype du soldat de l'an II, homme de principes, de dévouement et de courage, écrit à sa mère : « Nous allons ravager le département des Deux Sèvres et de la Vendée. Nous allons y porter le fer et la flamme ; d'une main le fusil, de l'autre la torche. Hommes et femmes, tout passera au fil de l'épée... Nous avons déjà brûlé environ sept lieues de pays ». La mémorable prise de la Bastille, elle-même, a consisté principalement dans l'assassinat de l'intendant de Paris, du prévôt des marchands et d'une petite garnison d'invalides. Les journées d'octobre 1789 à la suite desquelles le roi quitte Versailles et s'installe à Paris, sont l'occasion suffisante du trépas d'un certain nombre de gardes du corps dont les têtes ornent, au retour, les piques des patriotes les plus résolus ou les plus ivres. Lors de l'émeute du 10 août 1792 qui entraîne la chute de la monarchie, 900 gardes suisses, valets et marmitons sont trucidés par des manifestants dans des conditions bien dignes de marquer la fin d'un régime et la naissance d'un autre : les uns jetés vivants par les fenêtres viennent s'empaler sur des piques, les autres sont déchiquetés, on entasse les corps nus et on y met le feu. En septembre, on massacre les suspects qui se trouvent dans les prisons et les couvents : on tue comme on peut. La princesse de Lamballe, sacrifiée sur une borne, est décapitée et l'on brandit sa tête sous les fenêtres du Temple où la famille royale est prisonnière. Sous la Terreur, la nature humaine se révèle librement dans sa vérité profonde : à Saint Denis, on viole les sépultures, on éventre les cadavres ; à Nantes, Carrier enfourne les suspects enchaînés les uns aux autres dans des chalands percés de petites ouvertures et qui coulent lentement — lentement — dans la Loire indifférente ; à Lyon, à la reprise de la ville, Fouché et Collot d'Herbois font guillotiner 1667 personnes et mitrailler 278 jeunes gens attachés deux à deux ; on achève les agonisants au sabre ; « nous éprouvons de solides jouissances » avouent benoîtement les deux représentants en mission dans le rapport qu'ils adressent à la Convention. Il y a pire : à Rennes on constitue une compagnie d'enfants à qui l'on fait fusiller au cimetière Saint Étienne, les condamnés à mort, groupés par 15 ou 20. Viols, pillages, tortures, destructions, massacres : ces images, si elles n'expriment évidemment pas à elles seules la réalité révolutionnaire, en font incontestablement partie et à trop développer les considérations politiques et sociologiques à propos de cette période, on risque de méconnaître l'essentiel à savoir que les événements tirent leur force d'une passion élémentaire : la fureur.

Pire que la fureur, il y a le calcul froid d'un Robespierre : « Louis n'est point un accusé ; vous n'êtes point des juges... Louis fut roi et la République est fondée : la question fameuse qui vous occupe est décidée par ces seuls mots ».

Les conventionnels qui ne voteront pas la mort de Louis XVI se rangeront d'eux-mêmes parmi les suspects. Ceux qui la voteront seront soudés à jamais par le pacte du sang versé ; plus que tout, ils craindront la restauration monarchique, synonyme de comptes à rendre, de châtimement à subir. « Il n'y a plus moyen de reculer », exulte Marat. Le calcul est déshonorant mais il est juste : Napoléon lui devra son trône ; plutôt un dictateur que le retour du roi.

Robespierre, Saint Just... De l'avocat poudré, du bellâtre fanatique, auteur érotique à ses heures, on voudrait nous faire croire qu'ils furent des héros de la Révolution, victimes d'une coalition de corrompus. Et il est vrai que ceux qui fomentent Thermidor, les Fouché, les Barras, les Tallien, étaient des corrompus. Et il est vrai que Robespierre et Saint Just n'ont jamais pu être accusés de vénalité. Mais il y a pire que la vénalité.

guillotinat Lavoisier, Condorcet et Chénier. Et cependant, par la grâce des historiens et par la connivence des Français, la Révolution est devenue un mythe, une épopée, une source d'inspiration pour les poètes. Et il est vrai que ce fut une épopée, il est vrai que cette chevauchée des armées de la République et de l'Empire, à travers l'Europe a un caractère de grandeur que Victor Hugo a fixé à jamais dans les Soldats de l'an II ; il est vrai que Robespierre et Saint Just debout face à la coalition des rois, pataugeant dans la boue et dans le sang et forgeant l'instrument de la victoire sont des personnages d'Histoire. Il est vrai qu'au cours de ce quart de siècle la France acquiert une dimension inconnue, qu'elle ne retrouvera jamais.

Mais alors, il faut avoir le courage de nommer ce que l'on admire. Il ne s'agit plus de discourir sur le progrès des lumières ou sur l'instauration du pouvoir de la bourgeoisie, il faut convenir que ce qui fait la puissance épique de la Révolution, c'est qu'elle est d'abord une formidable explosion d'énergie, un raz de marée d'hommes et de passions qui emporte l'ordre ancien et ne s'apaise que lorsque l'ébranlement initial a épuisé toutes ses vir-



Grève des ouvriers raffineurs en 1879

On ne rend pas compte de la Révolution par la raison. Aucune des transformations qui en sont durablement résultées ne nécessitait que l'Europe fût mise à feu et à sang, qu'au nom de la liberté, on instaurât la Terreur d'abord, la dictature de Bonaparte ensuite, que l'on exécutât le roi, que l'on pourchassât les prêtres, que l'on

tualités, un déploiement d'activité qui s'investit dans la guerre civile et dans la guerre extérieure. A la surface de ce bouillonnement, surgissent des hommes jeunes à qui la réaction nobiliaire du règne de Louis XVI ne laissait aucune perspective. Ainsi renouvelée, la France roule sur l'Europe.

Le soupçon vient alors — hypothèse — que Robespierre et Saint Just exerçant la Terreur ne sont que les exécuteurs des basses œuvres que leur commandent la haine, les frustrations, l'angoisse, l'ennui qui travaillent une partie des Français. Lecteurs de Rousseau et préposés au meurtre, ils pleurent et ils tranchent, objectivement féroces et subjectivement sûrs de leur droit, instruments aveugles de l'inconscient collectif.

Soit dira-t-on, mais alors c'est bien l'aveu que la Révolution était inévitable. Il fallait bien que les humeurs accumulées fussent libérées. Sans doute mais il n'y avait pas qu'une seule manière de les libérer ; d'autres moins coûteuses en destructions et en vies humaines auraient pu être trouvées. Il faut du moins le parier, sauf à admettre cette forme moderne du fatum antique qu'est le déterminisme historique.

Pour terminer, évoquons trois images.

21 janvier 1793 : pendant une heure et demie les tambours battent sans interruption cependant que la charrette où Louis XVI a pris place parcourt les rues qui vont du Temple à la Concorde. Sur l'échafaud le roi veut parler : les tambours couvrent sa voix. « Peuple je meurs innocent ». Meurtre du père. Scène d'Histoire.

Octobre 1793. Saint Just avant de partir aux armées est invité à dîner en compagnie de Robespierre par Barrère. C'est le soir de la condamnation de Marie-Antoinette. « Les mœurs gagneront à cet acte de justice nationale » dit Saint Just. « La guillotine a coupé là un puissant nœud de la diplomatie des cours de l'Europe » dit Barrère. Sujet de la conversation : la mort. Barrère évoquant la Révolution : « le vaisseau ne peut arriver au port que sur une mer rougie de flots de sang ». Saint-Just (26 ans) : « une nation ne se régénère que sur des monceaux de cadavres » (1).

Autre image, celle de Bouquier, conventionnel régicide, ami de Marat et qui, retiré dans sa maison de Dordogne, peindra inlassablement, sa vie durant, des Christ à l'agonie comme si la tragédie du temps et la sienne propre trouvaient leur unique correspondance dans le sacrifice de Golgotha.

LA REVOLUTION : UN MALHEUR NON UNE VALEUR

Le mouvement de l'Histoire exprime, sans le livrer, le mystère des êtres et celui des peuples.

DE LA REGRESSION EN HISTOIRE

C'est ici le moment d'évoquer, respectueusement, l'ouvrage d'Henri Irénée Marrou « Décadence romaine ou antiquité tardive ». De l'évoquer et non de le réfuter.

On ne cherchera pas à le réfuter pour plusieurs raisons. La première est qu'il serait singulièrement présomptueux de prétendre apporter en quelques lignes la

contradiction à un ouvrage qui, si bref qu'il soit, est la somme testamentaire d'une vie consacrée à la recherche historique. L'entreprise ne sera pas tentée.

Elle n'a d'ailleurs pas à l'être car le présent essai ne va pas réellement à l'encontre de ce que dit Henri Marrou. Que dit Henri Marrou ? Que la notion de décadence appliquée au Bas Empire romain (III^e, IV^e siècle), par les hommes de la Renaissance et reprise par l'historien anglais Gibbon, masque la richesse créatrice d'une époque que, pour son compte, il préfère qualifier d'antiquité tardive. Il montre combien les derniers siècles de la romanité ont profondément marqué la civilisation occidentale jusqu'à nos jours — art sacré, théologie, liturgie — combien ces temps ont apporté de nouveautés dans des domaines aussi divers que le costume et la peinture, combien le mépris des humanistes et des historiens est mal fondé, leurs jugements étant souvent entachés de préjugés esthétiques (culte exclusif des arts et de la littérature de l'époque classique) ou religieux (hostilité au christianisme). Il souligne également que pour se défendre contre les menaces qui pesaient sur lui, l'Empire avait revêtu une forme oppressive, policière, quasiment totalitaire et qu'en conséquence ses vertus, en tant que structure politique, ne doivent pas être exagérées. Organisé en vue d'assurer l'aisance matérielle à une « classe de loisirs » urbaine, l'Empire faisait peser sur les campagnes une charge fiscale écrasante sans y apporter en contrepartie les bienfaits de la civilisation.

H. Marrou note enfin que les populations paysannes se sont souvent bien accommodées de l'arrivée des barbares, celle-ci signifiant pour eux la disparition de l'appareil administratif romain et de la charge de l'impôt.

Il n'y a rien à dire là contre. Le problème est ailleurs.

On imagine bien en effet que cette analyse pourrait aisément être transposée, qu'elle pourrait par exemple servir à justifier la Révolution en montrant que celle-ci, malgré la Terreur, la Guerre étrangère et la dictature bonapartiste qui en constitue le temporaire épilogue, a charrié des requêtes de liberté, de justice et d'égalité que la monarchie finissante avait été incapable de satisfaire.

On peut encore concevoir une transposition du propos d'Henri Marrou à l'époque actuelle : l'Occident d'aujourd'hui serait alors une vaste citadelle assiégée par le reste du monde, vouée certes à l'effondrement final mais promise aussi à cette ultime victoire des hautes civilisations qui consiste dans l'assimilation de leur substance par les barbares victorieux. Il resterait alors à un historien du III^e millénaire à expliquer à ses contemporains les tenants et aboutissants de ce happy end historique.

Merci bien.

Il y a un point fort dans l'argumentation d'Henri Marrou : c'est que les termes synthétiques par lesquels on qualifie une époque la déforment plus qu'ils ne la

découvrent. Parler de la décadence romaine c'est s'exposer à ne voir la réalité qu'avec des œillères, c'est négliger tout l'apport intellectuel ou scientifique d'un temps, c'est de surcroît suggérer implicitement qu'il y eut au cours des siècles antérieurs une sorte d'âge d'or pouvant servir de référence aux jugements de valeur. Qui peut croire que la République triomphante et l'Empire des premiers siècles de notre ère aient été un âge d'or ? Comment voir dans la Rome esclavagiste, guerrière, conquérante, rapace voire démente de César et de Néron une société modèle ? Nul n'y songe. Répétons-le : le bonheur n'est pas dans l'histoire mais le malheur y est.

Pour la Gaule les trois siècles de paix romaine ne sont pas le bonheur. Si imparfaits qu'ils aient pu être, ils ont laissé cependant des regrets dont les pierres tombales portent témoignage. Le malheur, ce sont les ruées barbares de la fin du III^e siècle, la transformation de l'Empire en un système oppressif et bureaucratique, grand consommateur d'impôts, l'asservissement progressif des hommes libres, puis à nouveau les invasions extérieures. Paraphrasons Pascal et disons : le bonheur est sujet à dispute, le malheur est très reconnaissable et sans dispute.

Qu'un historien vienne balayer les idées reçues et dire ce que nous devons sans le savoir à une antiquité tardive mésestimée parce que méconnue rien de plus heureux. Qu'on en tire la conséquence, que lui-même ne tire d'ailleurs aucunement, que les grandes civilisations sont vouées à se régénérer par la submersion barbare, c'est s'abandonner à une conclusion où il entre beaucoup de masochisme apocalyptique. C'est concevoir le rapport des cultures exclusivement en termes de domination et non en termes de dialogue.

Il y a une certaine forme de happy end historique qui donne froid dans le dos : considérer que la Révolution française parce qu'elle a proclamé des principes qui nous sont chers, que le communisme soviétique parce qu'il est censé déboucher un jour sur la société sans classes, sont des époques glorieuses parce que l'humanité y est dans les douleurs de l'enfantement, c'est faire bon marché des générations qui auront eu à vivre dans ce temps-là, c'est négliger la question capitale du prix payé par elles, c'est oublier de se demander si l'apport ne pouvait être obtenu à moindre frais. La perspective historique confère l'allure de l'inévitable à ce qui peut-être n'était que contingent et prend trop aisément son parti de la masse obscure des vies sacrifiées.

D'où la nécessité d'une réflexion sur les phénomènes de régression en Histoire, dès lors que l'on reconnaît à l'activité humaine une liberté qui la fait échapper, non certes aux pesanteurs mais aux déterminismes historiques.

LE CYCLE DES GUERRES ET DES RÉVOLUTIONS

La régression naît de questions laissées trop long-

temps sans réponses : inextricables questions dynastiques dont sort la guerre de Cent ans, enchevêtrement des querelles théologiques, des intérêts économiques et des passions politiques dont les guerres de religion sont la sanction, lâcheté des gouvernants devant la résistance des privilégiés, enlisement des velléités réformatrices dans l'inextricable réseau des droits et coutumes de l'Ancien Régime et c'est la Révolution, incapacité des Européens à percevoir leur solidarité objective et c'est cette guerre de 30 ans qui va d'août 14 à mai 45. Questions lancinantes qui travaillent les classes et les peuples jusqu'à devenir douloureuses, questions qui bientôt, faute de recevoir un commencement de solution, explosent en violences indéfinies, indéfiniment renouvelées



L'homme et la guerre

comme si, par elles, s'exprimaient d'inépuisables énergies jusque là sans emploi, violences qui ne cessent qu'au terme de plusieurs décennies, laissant les protagonistes hébétés, à bout de souffle, prostrés, mûrs pour une paix réparatrice qui, lentement, redressera les ruines, reconstruira l'édifice, réapprendra la vie sociale jusqu'à ce qu'à nouveau l'impatience grandisse, l'effervescence monte, bouillonne, s'habille de mots et de raisons ; la vague s'enfle, elle déferle au dehors dans le fracas des armes cependant qu'au dedans c'est le bruit, la fureur, la terreur. Les hommes par millions tombent dans les batailles jusqu'à ce que quelque clairon annonce la fin des combats.

A ne considérer que les trois derniers siècles de l'Histoire de France, le cycle s'est déroulé deux fois, complètement. Au lendemain de la mort de Louis XIV, en 1715, la France épuisée, s'engage dans une période de paix qui durera 3/4 de siècle et qui ne sera troublée que par des guerres extérieures. Jusqu'en 1792 aucun combat ne se déroulera sur le sol national. A partir de 1792 et pendant 23 ans ce ne seront que déchirements intérieurs, conquêtes extérieures, invasions étrangères jusqu'à l'effondrement final. Puis, un siècle de paix, avec certes le gros accident de 1870, de brèves révolutions domestiques et des expéditions coloniales mais rien qui ressemble à l'explosion révolutionnaire et impériale. Août 1914 — mai 1945 : sur 30 ans d'Histoire 10 ans de guerre totale, des batailles comme il n'y en avait jamais eues, plus de deux millions de morts pour la seule France, des troubles politiques profonds, puis la paix hexagonale.

La décolonisation, chaotique et sanglante, ne doit pas faire oublier que depuis un tiers de siècle aucun combat ne s'est déroulé en terre française. Pour décider qu'un tiers de siècle c'est peu, et que les précédents des XVIII^e et XIX^e siècle qui ont duré respectivement 8 et 10 décennies donnent à penser que nous avons le temps de voir venir, il faut négliger cette fameuse accélération de l'Histoire qui pour être une banalité n'en est pas moins une vérité. Il se peut qu'au XX^e siècle un tiers de siècle de tranquillité ce soit déjà beaucoup, il se peut que les énergies se soient reconstituées et brûlent secrètement de se dépenser, que l'environnement international soit porteur de bouleversements proches. Il se peut... hypothèse... Ce qui est sûr c'est que l'effervescence, le bouillonnement des idées et des passions, des passions habillées en idées, communiquent à la vie politico-intellectuelle française une intensité, une âpreté qui devraient donner à réfléchir. Frissons de surface, trépidations d'impatience, remuements dans les profondeurs : quelque chose va advenir, mais quoi ? Il est urgent, à défaut de leur apporter des réponses, de **POSER CLAIEMENT LES QUESTIONS DU TEMPS.**

QUELLES QUESTIONS ?

L'ARGENT, LE POUVOIR, LE SAVOIR, LE TRAVAIL, LE PROGRES, LE MAL, LE BONHEUR, LE SALUT.

*
* *

Commençons par l'ARGENT
En avoir ou pas ?
Qui paie ?
Qui touche ?

Le propos sera jugé simplificateur. Il l'est : délibérément. Il n'est pas de problème financier, si complexe soit-il, que n'éclaircit crûment les trois interpellations précédentes.

Les dépenses ne sont jamais faites à fonds perdus : dans le circuit il y a toujours quelqu'un — individu, entreprise, catégorie sociale ... — qui, se trouve placé au bon endroit pour en recueillir le bénéfice sous forme de salaires, marchés, commissions, dividendes ou plus-values. Pour pénétrer la complexité d'une procédure il faut d'abord identifier ses bénéficiaires, c'est-à-dire ceux qui en tireront salaires, commissions, dividendes, etc... et nommer ceux qui déboursent les fonds sous forme de prix, cotisations, impôts, honoraires, etc... Lorsque moyennant force subventions, la France exporte du beurre, l'opération bénéficie principalement au consommateur étranger qui paie le produit moins cher qu'il ne coûte et, accessoirement, à l'organisme par l'intermédiaire duquel s'effectue la transaction, lequel, le cas échéant, ristourne une fraction de la commission à tel parti politique de son choix. Les fonds ne sont pas perdus.

On peut avec ces trois questions analyser le sens des transferts sociaux. Ainsi à la question : qui bénéficie de la gratuité des études de médecine, la réponse est : un groupe socio-professionnel assez restreint où les enfants de médecins sont nombreux. A cette autre question qui paie les études de médecin ? il n'est qu'une bonne réponse : tous ceux qui paient l'impôt (impôt sur le revenu, T.V.A...) c'est-à-dire tout le monde.

En avoir ou pas ? Beaucoup en ont peu ou pas du tout. Deux milliards d'hommes qui vivent avec moins de 2.000 F par an, des centaines de millions qui gagnent moins de 2.000 F par mois, quelques millions qui ont plus de 20.000 F par mois, c'est à peu près le tableau de l'espèce humaine en 1977. D'un côté les ventres creux, les têtes vides, les yeux vagues de la malnutrition, de l'autre les visages rubiconds, les tempes bourdonnantes, les estomacs détraqués, les yeux vagues des pratiquants du déjeuner d'affaires.

D'où le cri contemporain et deux fois millénaire : malheur aux riches !

La question de l'ARGENT est posée au sein des nations et entre les nations.

Aide aux pays en voie de développement : le transfert à ce titre est certes important mais la dette de ces mêmes pays se monte à 180 milliards de dollars et l'annuité de remboursement à 13 ou 15 milliards pour 1976.

La conférence Nord-Sud piétine et, dans les pays industrialisés, des clameurs s'élèvent de toute part pour revendiquer, face aux produits manufacturés en provenance de Corée, de Hong-Kong, de Singapour ou d'ailleurs, quelque bienheureux tarif protecteur qui permette de rester entre soi.

Les producteurs de pétrole ont fait la preuve qu'on pouvait faire plier le monde industrialisé à condition d'être unis et de détenir le quasi-monopole d'approvi-

sionnement de l'Europe et du Japon en une matière essentielle. La menace d'embargo physique crée une telle panique que fin 73, la multiplication du prix du pétrole par quatre est accueillie avec résignation parce que, du moins, les robinets se rouvrent. Le scénario vaut potentiellement pour n'importe quelle matière première dès lors que les producteurs s'entendent et que les utilisateurs ne peuvent s'en passer. Double condition, il est vrai, malaisée à remplir.

Ce qui est sûr c'est que le quadruplement du prix du pétrole a entraîné une GIGANTESQUE REDISTRIBUTION DE L'ARGENT à l'échelle du globe. Redistribution au profit des producteurs et au détriment des consommateurs qu'ils soient pauvres ou riches. PRELEVEMENT DE 40 MILLIARDS sur l'économie française, mais aussi PRELEVEMENT MASSIF sur la pauvreté indienne, pakistanaise, etc...

Le malheur veut que le pétrole jaillisse le plus souvent dans les déserts.

Leçon simple et amère : pour faire payer les riches il faut avoir quelque chose à négocier, matières premières, force de travail, voire peut-être un jour, menace militaire. Et cependant la prudence politique, à défaut de la générosité (puisque, décidément invoquer celle-ci c'est se ranger parmi les naïfs et les ignorants), suggère que ce serait pour l'Occident une démarche singulièrement heureuse, un calcul singulièrement profond, que de démentir cette loi des rapports humains selon laquelle rien ne s'obtient qui ne soit arraché, en offrant dès maintenant et de propos délibéré, un pacte économique qui organiserait à l'échelle planétaire cette redistribution de l'argent que l'équité exige et que de toute manière le nombre finira un jour par imposer.

Effectué brutalement et à chaud, le prélèvement pétrolier fait ranguer le navire occidental. INFLATION. CHOMAGE.

Depuis longtemps l'ARGENT N'EST PLUS CE QU'IL ETAIT. Ce qu'il était avant 1914 : ce fameux franc germinal a été encore plus stable qu'on ne le croit généralement. A une très petite fraction près, le franc germinal était défini par le même poids d'or que la livre d'avant 1789 dont la teneur n'avait pas varié depuis 1726.

Depuis août 1914, l'inflation avec accès de fièvre, stabilisations, accélérations, etc... est l'environnement monétaire dans lequel baigne l'économie. 1973 : quadruplement du prix du pétrole. Le dérapage vire à la franche embardée : + 13,6 % de hausse en France en 1974, + 19,4 % en Italie, + 16 % en Grande Bretagne, + 23,2 % au Japon et même + 11 % aux Etats-Unis, + 6,9 % en Allemagne. Sur la base 100 en 1970, les prix sont en 1976 à 167 en France, 213 en Grande Bretagne, 187 au Japon et en Italie, 141 en Allemagne, 147 aux Etats-Unis. Erosion permanente qui corrompt la mon-

naie, rend les échanges incertains, avantage les détenteurs de biens réels, érosion qui bénéficie de la complicité passive des débiteurs, notamment de ceux, très nombreux, qui ont contracté un emprunt pour acheter leur maison ou leur appartement et dont la dette s'allège au fil des années, érosion qui introduit dans les calculs et les comportements économiques un élément d'anarchie, qui frappe de précarité les projets d'épargne individuels, qui donne aux paysages sociaux une mobilité, source d'incertitude, de nausées, de vertiges. Système de transfert des revenus et des fortunes, l'inflation joue au détriment de ceux qui ne disposent que d'un faible pouvoir de négociation. Certaines catégories sociales ne peuvent ni barrer les routes, ni couper l'électricité, ni arrêter les transports, ni attaquer les perceptions. Pour arracher les promesses il ne leur reste que les campagnes électorales.

L'inflation n'a pas rencontré de véritable résistance parce que pendant longtemps elle a permis aux partenaires sociaux de régler leurs affaires en reportant la note sur le tiers payant c'est-à-dire sur le consommateur, absent des négociations salariales et qui, n'étant pas là, avait toujours tort. Le flou statistique ne permettant pas de dire avec certitude qui touchait et qui payait (augmentation des prix alimentaires mais baisse profonde en longue période des biens durables, plus-values en capital sur les maisons, les appartements, etc...) la société s'est accommodée d'une instabilité de sa base monétaire, troublante mais supportable.

La difficulté a surgi lorsqu'un prélèvement extérieur est venu réduire le revenu national disponible et imposer une stabilisation du pouvoir d'achat. L'argent est alors redevenu une question lancinante, chargée d'amertume et de ressentiment. Comment vivre, fin 1977 avec 1800 F par mois ?

Inégalité des fortunes : que survienne un fait divers sordide, que soient révélés les trafics et les spéculations par lesquels s'accumulent les richesses, et l'indignation à l'égard de l'argent éclate et se mue bientôt en discours de vertu. Indignation à l'égard de l'argent des autres : car la diffusion de la propriété fait que nombreux sont ceux qui possèdent un lopin de terre dont ils entendent tirer, le cas échéant, un bon prix.

Inégalité des revenus : quel service justifie un salaire — on parle de salaire et non de profit — égal à 30, 40 ou 50 fois le S.M.I.C. ? La question est là, cuisante, et il n'est au pouvoir de personne de l'évacuer.

Inégalité des revenus, inégalité des capacités d'emprunt et donc inégalité devant l'habitat ; inégalité devant le fisc, inégalité devant une législation ésotérique qui organise à l'égard de l'impôt sinon la fraude du moins l'évasion, qui pullule de semi-privileges catégoriels dont la justification échappe à ceux qui n'en bénéficient pas, qui vire progressivement à l'incompréhensible et à l'inapplicable (cf. taxation des plus-values).

DISCOURS SUR L'INEGALITE.

L'argent-roi.

L'argent suspect.

Inépuisable discours : le soupçon vient que ce discours-là a déjà été tenu et que sa logique mène au GOU-LAG.

Peut-être le moment est-il venu de tenter un PRU-DENT ELOGE DE L'ARGENT.

Régulateur silencieux de l'activité économique, régulateur anonyme et neutre, l'argent laisse aux individus leur autonomie intellectuelle. Il n'exige ni assentiment moral, ni révérence philosophique. L'argent se passe d'adhésion intérieure. Il laisse les hommes qu'il met en rapport les uns avec les autres, libres de leurs convictions, de leurs projets, de leurs mouvements, de leurs émotions. Il permet aux choix individuels de s'exprimer sur le marché. Lors même que par une perversion de sa fonction, il devient une idole, il n'impose pas, à la différence d'autres idoles du XX^e siècle — Hitler à Nuremberg, Staline à Moscou, Mao à Pékin — ces défilés ignobles, cette abjection collective par lesquels s'exprime en de multiples pays l'agenouillement des peuples devant les faux-dieux auxquels ils se sont laissés asservir.

Il y a dans l'argent un je ne sais quoi d'honnête, de modéré, de libéral, qui protège contre les esclavages de l'esprit, qui autorise chacun à aménager son territoire comme il l'entend, il y a en lui une vertu de franchise qui fait heureusement contraste avec les tartufferies du XX^e siècle. Et de toutes les tartufferies, la plus tartuffe est certes cet ostentatoire détachement à l'égard de l'argent tel qu'il s'affiche si volontiers dans certains milieux et qui ne va cependant jamais jusqu'aux gestes qui le rendraient crédible. Personne ne renonce à son traitement, à ses droits d'auteur, à ses rémunérations annexes. Chacun empoche puis reprend son discours.

L'argent, moyen de la possession, réponse à l'anxiété du temps qui passe, à l'angoisse du malheur et de la mort ; sorte d'ancrage terrestre grâce auquel l'homme tente de se protéger contre l'accident et la maladie et, par la transmission héréditaire, essaie, pathétiquement, de se prolonger au delà de la vie même ; l'argent, remède à la profonde insécurité des êtres dans un monde instable plein de pièges et de dangers ; l'épargne et l'investissement, effort pour organiser l'avenir, pour se l'approprier, pour affronter l'inconnu, pour maîtriser le temps, pour construire l'Histoire, la sienne propre et celle du monde. Respect de l'argent, respect du travail, de l'intelligence, respect de l'action volontaire, du calcul humain, du projet social.

DISCOURS SUR L'INEGALITE

ELOGE DE L'ARGENT

LA QUESTION DU POUVOIR

La passion de l'avare c'est la recherche idolâtrique d'une sécurité et d'une éternité qui ne sont pas données à

l'homme, c'est la volonté de commander aux choses et aux êtres, d'exercer sur le temps un pouvoir absolu qui n'appartient qu'à Dieu et que l'Histoire par quelque ruse imprévisible aura tôt fait de déjouer avec cette ironie par laquelle elle signifie aux hommes qu'elle leur échappera toujours. Au XX^e siècle GRAND ET N'EST PLUS UN HOMME MAIS UNE INSTITUTION. Taux d'actualisation, calculs de rentabilité, planification : plus s'affirme la prétention d'intégrer l'avenir dans les décisions économiques moins la réalité se soumet. Le quadruplement du prix du pétrole a pulvérisé le VI^e plan. Tout se passe comme si l'erreur, à condition d'être énorme, échappait à la perception.

Comme les individus, les sociétés peuvent s'aliéner dans l'avenir, vivre leur présent au travers d'une projection illusoire dans un futur imaginaire, perdre la saveur du jour à cause de l'inquiétude du lendemain. Priorité à l'industrie lourde, à l'infrastructure, aux investissements de puissance : que traduit ce gigantesque gaspillage des régimes communistes sinon l'obsession des temps à venir, l'orgueilleuse présomption de construire un monde où tout aura été décidé à l'avance, l'entêtement indéfiniment renouvelé à poursuivre un mirage qui s'évanouit à mesure qu'on s'en approche. Mais rien n'y fait : il y a dans les entrailles d'un parti, d'une entreprise, d'une administration, un instinct de conservation auprès duquel celui qui anime une personne n'est que pauvre velléité. L'un des instruments de cet instinct, c'est le calcul économique, c'est-à-dire le décompte de l'argent gagné et de l'argent perdu.

L'argent serviteur peut se muer en démiurge social, l'argent, moyen d'un pouvoir sur les hommes. La propriété de l'usine entraîne l'autorité sur les ouvriers. La multiplicité des intermédiaires entre le propriétaire et les salariés masque la réalité du rapport juridique qui structure les relations sociales. Cependant, qu'une crise éclate, que la cessation de paiements menace et c'est aux détenteurs du capital qu'il sera fait appel pour renflouer l'affaire, c'est le conseil d'administration qui arrêtera les décisions, c'est lui qui désignera le président directeur général chargé d'appliquer une nouvelle politique. Le pouvoir dans l'entreprise vient de la propriété, que celle-ci soit concentrée dans les mains d'une famille ou dispersée entre de multiples actionnaires. Vérité élémentaire, constat qui, en soi, ne saurait être considéré comme un réquisitoire.

Constat nécessaire, vérité utile à rappeler car le pouvoir quotidien se légitime aujourd'hui par la compétence et non par la propriété. La tribu technocratique est celle qui gouverne le monde au jour le jour, c'est elle qui lui donne forme, qui le renouvelle, qui lui communique son élan, sa force, qui lui impose sa discipline. XX^e siècle, siècle d'épopée, siècle de bureaucratie, siècle de bureaucrates épiques. Temps du calcul : trajectoire des projectiles, composition des forces, résistance des matériaux, puissance explosive, vitesse des fusées : la lune a été conquise dans les services d'études de la NASA par des

employés exacts et méticuleux, aux appointements réguliers et hiérarchisés, par des hommes dont les comportements étaient en apparence aux antipodes de ceux des pionniers du Far West. Mais sous ses allures rangées et ses airs las, la tribu technocratique est animée d'un mouvement auquel nombre de ses membres peuvent rester étrangers mais qui n'en structure pas moins l'action du groupe dans son ensemble. Elle vit son pouvoir comme fondé sur un savoir, comme service rendu à la collectivité et le progrès demeure pour elle la valeur de référence. Et il est vrai, qu'à bien regarder les choses, aucune élite, jamais, n'a manifesté pareille activité, n'a dépensé son énergie au profit de la collectivité avec pareille ferveur. Patriciens romains, féodaux, médiévaux, hommes de cour de l'Ancien régime, rentiers balzacien : tous tenaient le travail utile pour servile. Les technocrates eux, n'auraient que trop tendance à se perdre dans le travail en oubliant que sa signification vient précisément de son utilité. Saints Simonniens, ils croient que l'exercice d'un pouvoir consiste dans la mise en œuvre d'un savoir et en cela seulement.

Or le pouvoir est tout autre chose : il est prise en charge de l'inquiétude collective, remède au sentiment d'insécurité, assumption du rôle du père. Les groupes comme les êtres singuliers sont fragiles et faibles, et plus ils affichent leur assurance, plus ils sont fragiles et faibles. Assumer le commandement c'est prendre pour soi, l'angoisse des tâtonnements obscurs, la détermination personnelle sans garantie extérieure, l'insatisfaction des aboutissements incertains. L'ordre, la règle sont la condition de la paix intérieure et plus l'ordre et la règle sont contestés, plus l'anxiété s'étend. Nappes d'anxiété au-dessus des cités modernes. Les tâtonnements, les incertitudes exigent pour être supportés des assises morales, psychologiques et culturelles qui ne sont pas le lot commun. Capables de conduire leur vie dans des cadres clairement établis, mais non de naviguer à vue au sein de l'épais brouillard spirituel qui s'étend progressivement sur les consciences, nombreux sont ceux qui éprouvent la démission de l'autorité comme un abandon de poste. Infantilisme ? Pour le dire il faut être bien sûr de soi, bien inconscient de ses propres limites, bien assuré de pouvoir se passer de l'expérience des autres. Il faut être un esprit fort.

Le pouvoir comme mise en œuvre d'un savoir, le pouvoir comme service rendu mais aussi, bien sûr, le pouvoir comme passion.

JEU DIVIN DU HEROS SUR LA SCÈNE DE L'HISTOIRE

Jeu divin du héros sur la scène de l'Histoire : c'est Alexandre le Grand en marche vers le cœur de l'Asie, portant la Grèce aux limites du monde, César conquérant l'Europe et l'Afrique pour la gloire de Rome, c'est Charlemagne, analphabète génial, qui, rétablissant l'Empire d'Occident, donne le temps de quelques décennies, l'illusion de renouer la chaîne des siècles brisée par

Odoacre, c'est Napoléon debout à l'horizon de la Révolution, brandissant d'une main le sceptre, de l'autre la foudre, livrant des batailles dont les noms s'assembleront pour former une légende, léguant à la France une image de lui-même et de sa destinée qui s'incorporera à l'inconscient collectif de la nation. Le demi-dieu, fascinant l'Histoire et fasciné par elle, surgit du cratère où bouillonnent les passions et les événements. Porté par le sentiment de sa mission et de son personnage, porté par son génie, il assume les rêves, les fureurs et les terreurs du peuple. Prophète solitairement lucide au milieu de la foule ou somnambule que seul le cataclysme historique tirera de son sommeil, il va son chemin. Il advient alors que le pouvoir — pouvoir sur l'Histoire, pouvoir sur les hommes — devienne passion folle, telle que Corneille l'a dépeinte dans *Rodogune*. Cléopâtre, reine de Syrie, sentant son trône menacé, passe aux aveux :

« Et vous, qu'avec tant d'art cette feinte a voilée,
Recours des impuissants, haine dissimulée,
Digne vertu des Rois, noble secret de cour,
Eclatez, il est temps et voici notre jour.

...
Je hais, je règne encore... »

Plus qu'aucun autre siècle le XX^e siècle aura été celui de l'idolâtrie politique : Lénine, momie dérisoire recueillant indéfiniment dans son mausolée l'hommage d'une foule asservie, Hitler à Nuremberg déversant son discours rauque sur un peuple nocturne, Staline juché sur la plus haute tribune contemplant les masses militarisées qui défilent devant lui et Mao, le très pharaonique et très ubuesque fondateur du nouvel Empire, méditant le texte par lequel, souverainement, il décidera ce que, demain, penseront et répéteront 800 millions de Chinois, quel siècle aura légué à la postérité pareilles images de puissance et d'abjection ! Et partout dans le monde, imitant ces grands fauves, de misérables petits roquets sanglants, aboyant leur doctrine, clouant sur les places des peuples hébétés, nommant ceux que la vindicte du prince voue aux jeux du cirque, aux procès préfabriqués, aux pendants publics. Cependant que l'on répète à l'envi que le pouvoir est dans les masses, l'Histoire — ruse de l'Histoire ! ironie de l'Histoire ! — nous livre la plus sombre collection de tyrans qui aient jamais paru en même temps. Quand a-t-on pu voir, régner à peu près à la même époque, usant des mêmes méthodes, frères dans la domination, des personnages tels que Hitler, Staline, Mao ? Seul le XX^e siècle, parce que seul il en a eu les moyens techniques, aura connu pareille incarnation et pareille divinisation du pouvoir.

Le pouvoir : puissance sans frein exercé sur les nations, par laquelle le héros s'assimile aux dieux, obsession du chef d'inscrire son nom dans la mémoire des hommes, dans l'illusoire espoir d'échapper ainsi à la mort, quête haletante où s'épuisent tant de politiques qui, cependant, ne connaîtront jamais le frisson sublime du triomphe, vers qui jamais n'iront « la foi et les rêves ». Le pouvoir : vertige, passion, terreur.

D'où la question du pouvoir aujourd'hui posée en termes d'une radicalité nouvelle : si le pouvoir est vertige, passion, terreur, si de surcroît toute idéologie, toute institution, toute action a pour objet secret, ainsi que d'aucuns l'assurent, de servir le pouvoir, de le consolider, de le renforcer en étendue et en profondeur, d'augmenter sa durée par le renouvellement de ses formes et de ses formulations, si tout, et notamment la contestation, conspire à rendre le pouvoir plus fort, à lui donner plus d'emprise et d'efficacité, alors l'activité politique ne peut avoir de signification libératrice car elle est toujours l'activité du maître.

Anarchisme décapant mais sommaire et qui ne saurait constituer une philosophie politique.

De plus en plus cependant, c'est le pouvoir en tant que tel qui est visé, le pouvoir non seulement sous sa forme étatique mais encore sous ses déguisements quotidiens. Administrations, entreprises, universités : partout les chefs, petits et grands, sont récusés. Les syndicats et les partis sont volontiers identifiés, eux aussi, comme lieux de contrainte, de hiérarchie, de pouvoir. Et il est vrai que pour beaucoup de cadres l'autorité qu'ils exercent est partie intégrante de leur personnalité, contribue fondamentalement à constituer l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils se voient tels qu'ils imaginent qu'on les voit, et cette image de soi est ce à quoi ils tiennent par dessus tout. Ils tirent du fauteuil où ils sont assis le sentiment de leur utilité, celui de leur nécessité, celui de leur supériorité. La fonction qu'ils exercent leur donne l'être, d'où l'extrême âpreté des controverses dès lors qu'elles touchent à la répartition des pouvoirs.

Qui doit dommander ?
Qui doit obéir ?
Pourquoi et comment ?

Autogestion, participation, décentralisation : sous le flou des termes et malgré les oppositions que la politique introduit entre eux, les aspirations convergent. Ce qui est en cause, c'est une certaine forme de hiérarchie à caractère militaire. Ce qui s'exprime c'est la volonté de comprendre le sens global de l'œuvre même si l'on n'en exécute qu'une minime partie, c'est la volonté de reconquérir autonomie de mouvement, droit d'initiative, c'est le souci de n'être pas l'auxiliaire d'une machine.

Ainsi, sous toutes ses formes, c'est le pouvoir qui est en cause, même lorsqu'il s'exerce au nom d'un savoir. D'un savoir qui lui-même n'échappe pas à l'interrogation universelle.

LA QUESTION DU SAVOIR

L'appétit de savoir, la libido sciendi, pulsion longtemps suspecte aux yeux des théologiens parce que source d'égarément et de suffisance pour les humains, a été proclamé comme valeur par les humanistes puis magnifié comme source du progrès par la philosophie

des lumières et le scientisme triomphant. L'acquisition du savoir par l'expérimentation scientifique, sa diffusion par l'école, sa mise en œuvre par l'industrie, sont devenues le projet constitutif de la société moderne.

En liaison directe avec ce mouvement d'idées, la déclaration des droits de l'homme affirmait le principe de l'égal accès de tous aux fonctions publiques, l'attribution des emplois devant se faire sur la seule considération du mérite et des talents. C'était introduire dans notre droit la règle fondamentale du recrutement au concours, c'était organiser un nouveau mode de dévolution et de légitimation du pouvoir.

La pensée démocratique a d'abord mis l'argent en concurrence avec la naissance : le Tiers-état, fort de ses succès économiques, a imposé l'abolition des ordres, considérés comme survivances féodales. Puis le savoir est entré en concurrence avec l'argent. Peu à peu les grands concours d'accès à la fonction publique, réputés pour leur difficulté (grandes écoles, agrégations) ont conféré à leurs lauréats prestige, carrière, pouvoir. Et accessoirement argent : les hiérarchies administratives et sociales ont sanctionné les réussites scolaires, admises comme brevets de compétence.

Dès lors la diffusion de l'enseignement est apparue comme le remède aux inégalités : le boursier s'est institué comme le rival heureux et vertueux de l'héritier. A la question sociale, la III^e République a proposé une réponse : ouverture des enseignements secondaire et supérieur aux enfants du peuple qui en seraient dignes. L'école normale supérieure, Polytechnique, plus tard l'É.N.A, mais aussi et beaucoup plus largement le système des concours et promotions internes dans l'armée et les services publics (à l'exception de celui de l'éducation nationale, fermé à ce type de mobilité) ont permis à de nombreux jeunes gens d'accéder à des postes supérieurs avec le sentiment de ne devoir leur position qu'à leur mérite. Le savoir a fonctionné comme mode de légitimation du pouvoir.

De ce fait il n'échappe plus à la contestation. La gratuité de l'enseignement, outre qu'elle ne vaut que pour l'enseignement public, ne supprime pas les dépenses indirectes liées à la scolarité d'un lycéen ou d'un étudiant, d'où l'inégalité des familles devant l'école. Mais surtout, inégalité plus profonde encore, celle des enfants devant la culture : alors que le milieu familial prédispose les uns à l'assimilation du langage scolaire, il contrarie son acquisition chez les autres. D'un côté, connivence et continuité, de l'autre rupture et incompréhension. Plus on s'élèverait dans l'ordre du savoir, plus les conséquences de cette continuité ou de cette rupture se feraient pesantes.

De multiples exemples montrent les limites de l'analyse. Nombreuses sont les ascensions scolaires, sur une génération — des fils de paysans, d'employés et plus rarement d'ouvriers, obtiennent les grades universitaires les plus élevés — et surtout sur deux générations — père

paysan, fils instituteur, petit-fils normalien. Il reste que la consultation du *Who's Who* confirme bien que les notabilités bourgeoises sont le plus souvent d'extraction bourgeoise et que la démocratisation par le jeu des concours s'opère lentement et sur plusieurs générations. La réciproque n'est pas vraie : l'origine bourgeoise ne garantit pas la notoriété.

Statistiquement, l'école sanctionne le privilège de la naissance. D'où la critique du savoir dont la fonction serait de légitimer le pouvoir et, plus profondément, d'assurer la reproduction sociale.

Il y a plus grave encore. Le savoir est contesté en tant que mode d'exercice d'un pouvoir sur la nature. A l'équation : science = progrès = bonheur, se substituent ces autres équations : science = armes = guerres = massacres ; science = terreur = goulag. Retrospectivement la philosophie des lumières devient un optimisme obscurantiste et le culte de la raison, le culte du maître car la voix de la raison c'est toujours la voix du maître. Total renversement des valeurs qui tire sa virulence du rapprochement entre la réalité vécue du XX^e siècle et ses principes de référence. C'est au nom de la science — biologique ici, sociale là, sélection des espèces, lutte des classes — qu'ont été perpétrés les deux grands holocaustes du XX^e siècle. L'horreur a si brutalement démenti les principes que la question aujourd'hui porte sur les principes.

La science n'a pas affranchi l'homme, voilà le constat. La machine, fille de la science, n'a pas libéré le travail humain, ce qui introduit cette autre question, la question du travail.

LA QUESTION DU TRAVAIL

Travail : images d'usines dans l'Angleterre victorienne, exploitation des femmes et des enfants, telle que la décrit Villermé ; les fondations de la société industrielle ont coûté cher en vies et en labeur humains.

Plus de la moitié de sa vie consciente l'homme l'occupe à travailler. Or le travail à l'âge industriel, malgré la machine, malgré cet esclavage mécanique grâce auquel l'humanité devait cesser d'être asservie à l'antique malédiction, le travail demeure pour la plupart une obligation pénible ou simplement ennuyeuse.

Il n'est pas de terme plus ambigu que celui de travail. D'un ministre, d'un haut fonctionnaire ou d'un chef d'entreprise qui consacre 10 ou 12 heures par jour à ses dossiers ou à ses affaires, on dira qu'il travaille beaucoup ; de même d'un artiste ou d'un écrivain qui produit oeuvre sur oeuvre. Travail : il s'agit ici plutôt de création personnelle tout au moins d'une activité qui permet l'expression de soi et à laquelle celui qui l'exerce s'identifie volontiers. Entretiens, lecture de notes, décisions, déplacements, représentations, déjeuners, conseils : en permanence l'attention et l'intelligence sont sollicitées, l'esprit compare, juge, choisit. Le commandement

s'exerce. Quant à l'artiste ou à l'écrivain, même si l'acte créateur est source de fatigue, d'anxiété, voire d'angoisse, il est ce par quoi son auteur vit, vibre, communique, ce par quoi il livre ce qu'il porte en lui. Travail certes et parfois harassant, travail au sens latin c'est-à-dire instrument de torture, mais aussi conquête, victoire, action. Pour le politique comme pour l'artiste ou pour l'écrivain le travail est une activité difficile à identifier parce que, sans être nécessairement le tout de la vie, ni même peut-être le principal — une préoccupation secrète, étrangère aux apparences et aux propos peut être la véritable, l'ultime interrogation d'une vie publique — cette activité envahit tout le champ de conscience sans qu'aucun horaire vienne en limiter la durée. Travail, mais travail que structure la passion, où l'être s'accomplir, se délivre.

Ce travail-là n'est pas en cause sauf lorsqu'il vient à constituer un divertissement pascalien, une drogue à quoi certains cadres ne parviennent plus à renoncer. Et l'on connaît des ingénieurs, des chefs de service, qui, hors de leur bureau, ont cet air égaré par quoi se manifeste l'intoxication, qui, en vacances, ne savent que faire, errant sur les jetées le regard perdu dans des dossiers lointains qu'ils se désespèrent de ne pouvoir traiter, pathétiques héros du travail qui ne savent que faire du repos du 7^e jour.

Si nombreux qu'ils soient ceux-là n'en constituent pas moins une minorité. Pour la majorité le travail demeure ce qu'il était : un souci ou un ennui.

Souci : du travail, il faut d'abord en avoir. Où l'on retrouve, le million cent mille demandeurs d'emplois de nos statistiques, dont plusieurs centaines de milliers de jeunes pour qui l'initiation sociale prend alors la forme d'une quête anxieuse, d'une expérience mortifiante, celle de leur propre vanité. Evacuons tout d'abord quelques caricatures qui expriment une part de la réalité mais non l'essentiel. Caricatures : celle du salarié satisfait de toucher ses 90 % sans se fatiguer, ou qui ayant empoché ces mêmes 90 % se livre au travail au noir, celle du cadre supérieur qui entre deux postes successifs s'accorde le bénéfice d'une année sabbatique, celle du chômeur perpétuel qui refuse tout ce qu'on lui offre. Il est vrai aussi que le nombre des demandeurs d'emplois n'est pas celui des chômeurs. Il est vrai enfin qu'un certain mystère plane sur l'économie française : tandis que plus d'un million de nos compatriotes sont censés chercher anxieusement du travail, il devient de plus en plus difficile de faire réparer une voiture dans un garage ou la plomberie chez soi. Refus d'embauche de la part d'un patronat inquiet de la conjoncture politique et économique ? Refus du travail manuel de la part du corps social français ? Inadaptation de l'appareil de formation technique ? Sans doute ces trois causes cumulent-elles leurs effets.

Le chômeur existe : beaucoup l'ont rencontré. Le vrai chômeur : celui qui avait un emploi et qui l'a perdu ; le cadre qui à 40 ou 45 ans voit soudain se dérober la table

à laquelle pendant des années il a travaillé, le fauteuil sur lequel il était assis ; l'ouvrier dont l'usine ferme et qui sait que, sur place, il ne retrouvera rien ; chômeur aussi, le jeune homme ou la jeune fille que l'école n'occupe plus et qui, ayant parcouru tôt le matin les petites annonces des journaux se heurte tout le jour aux portes closes, aux places déjà prises, aux sélections discrètes. Chômeurs : groupe marginal voué à l'anxiété quotidienne, immergé dans une masse indifférente, qui ressent son oisiveté comme une tare inavouable ; crise d'identité : secrètement, sous le regard de ses proches et de ses amis, le chômeur sent l'image qu'il a de soi-même se dissoudre, sa consistance propre s'évanouir, son personnage se réduire au rôle unique du chercheur d'emploi. Le chômeur se vit comme temporairement mis à l'écart de la société, comme à part, et certains peuvent éprouver cette différence comme un anéantissement.

Chômage : millions d'hommes et de femmes qui à travers le monde cherchent cette reconnaissance sociale qu'est un emploi.

En avoir ou pas : première question. Seconde question : quel travail ? Qu'est-ce qui occupe la moitié de la vie consciente des Français ?

Aussitôt les images affluent : celle de la bachelière que l'on embauche comme comptable et qui doit en outre faire le nettoyage du magasin ; divorce entre la culture et le travail ; images de l'âge industriel, images des « Temps modernes » de Charlie Chaplin ; travail parcellisé, sans signification globale, sans autonomie, sans création ; salaires aux pièces ou travail à la chaîne, chaîne du travail ; dire que la chaîne ne concerne pas plus de 6 à 7 % des ouvriers c'est ne rien dire : il suffit d'avoir parcouru quelques usines ou quelques ateliers de traitement informatique pour savoir que la caricature chaplinesque garde sa vérité essentielle. Travail à la chaîne, salaires aux pièces, contrôles des rendements : c'est toujours le cadre qui enserme la vie de centaines de milliers d'hommes et de femmes.

Il y a comme une affliction à constater que les techniques de gestion les plus affinées — la comptabilité analytique qui dégage les coûts unitaires de chaque opération, les indicateurs de gestion qui mesurent objectivement l'activité d'un service en quantité et en qualité, l'informatique qui démultiplie à l'infini les capacités du cerveau humain — il y a comme une affliction à constater que ces techniques parce qu'elles donnent au temps une valeur palpable, immédiatement perceptible, instaurent en fait un contrôle des gestes qui s'étendra peut-être, un jour aux pensées, resserrent cet enfermement universel dont parle Michel Foucault, appesantisent une oppression qui à la fin deviendra intolérable et qui en effet ne sera pas tolérée. Il y avait dans le décompte du travail agricole et artisanal un à peu près, une approximation qui protégeaient les hommes contre les inquisitions des chronométrateurs. Il faudra reconquérir cette autonomie des mouvements sans renoncer aux vertus des nouvelles méthodes.

La taylorisation a peut-être été le moyen par lequel il a été possible d'intégrer dans le cycle de la production de masse une main-d'œuvre d'origine paysanne, sans formation technique, mal adaptée à toute activité un peu complexe mais qui, grâce à la parcellisation des tâches, a pu s'insérer dans le processus de la fabrication industrielle. Le problème à résoudre se pose aujourd'hui en termes exactement inverses : comment faire exécuter par des employés instruits, voire diplômés de l'université, des tâches n'exigeant que des connaissances limitées ? Réponse : la comptabilité analytique, les indicateurs de gestion et l'ordinateur, impliquent, pour être acceptés, une réappropriation par les salariés d'un pouvoir sur leur travail. Où l'on retrouve la question du pouvoir.

Rendre au travail sa signification créatrice : propos banal, politique difficile à préciser et à appliquer dans une économie internationale de concurrence, entreprise politique de première nécessité.

Pour l'instant la question du travail se pose avec acuité : alors que dans l'esprit public la hiérarchie des diplômes scolaires et universitaires est très rigoureusement liée à une hiérarchie des fonctions sociales — moderne transposition du modèle gréco-latin qui dévalorise le travail servile et valorise l'activité intellectuelle, celle du maître — la loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail conduit souvent à un décalage entre l'emploi et la culture, décalage qui est vécu comme un déclassement. La diffusion du diplôme lui enlève une part de sa valeur.

Faut-il incriminer les « assignats universitaires », l'organisation du travail ou le modèle social ? Peu importe : il faut d'abord constater la convergence de ces trois éléments et leur commune conséquence à savoir une accumulation, qui peut un jour devenir explosive, de frustrations individuelles, d'interrogations lancinantes poussées jusqu'à la crise d'identité, de grogne et de rogne qui peuvent aller jusqu'au refus du travail. Désenchantement, ricanement désabusé, violence, fuite éperdue hors de l'univers social : certains comportements expriment un désespoir qui fait mal.

Travail : d'un côté revendication angoissée, de l'autre rejet obscur, opiniâtre.

L'échec de la machine à libérer le travail introduit sournoisement, comme un soupçon inavouable, cette autre question, la question du progrès.

LA QUESTION DU PROGRES

Image grandiose, léguée par le XIX^e siècle, et qui continue d'imprégner la conscience occidentale : image du PROGRES FECONDANT L'HISTOIRE POUR ENGENDRER LE BONHEUR.

La croyance au progrès a fait de toute découverte scientifique, de toute innovation technologique, un bienfait. Le mouvement même de l'histoire a été identi-

fié avec la marche en avant de l'humanité vers un futur éclatant et pacifique. Le dénouement historique, voulu par quelque puissance innommée et protectrice mais qui ne saurait être Dieu car « Dieu est mort » répète-t-on obsessionnellement, en est venu à se confondre avec le Jugement dernier. « C'est ça le progrès ! », « on n'arrête pas le progrès » : le langage populaire traduit en expressions admiratives, ironiques, résignées, cette sorte d'abandon collectif aux forces qui façonnent la modernité.

Et cependant...

Cependant dans l'ordre économique c'est la CRISE. Mais la crise c'est le capitalisme foudroyé, l'heure immobile qui précède l'effondrement annoncé par les marxistes, l'attente paralysée du jugement. CRISE : temps de l'enfantement. Après quoi, c'est évident, le capitalisme étant mort et le socialisme instauré, le mouvement en avant c'est-à-dire le PROGRES repartira sur des bases renouvelées, etc... etc...

Mais le doute à l'égard du progrès s'est levé. Il déborde l'économique : nous savons, nous, ce qu'aura été le XX^e siècle, nous savons que, commencé dans l'euphorie scientifique, il s'est accompli dans la fureur et la terreur. Auschwitz, Dachau, les îles Solovky, Vorkouta, le Goulag, les massacres d'Arménie et du Cambodge, les prisons d'Uruguay et du Paraguay, les enlèvements et les assassinats du Brésil et d'Argentine, la dictature de Pinochet... Litanie funèbre d'où naît cette nouvelle interrogation, autrement radicale, celle du MAL.

LA QUESTION DU MAL

A regarder le XX^e siècle en face, on se sent saisi d'une horreur sacrée : temps du calcul et de la rationalité asservis aux passions les plus démentes. Les doctrinaires, les dictateurs et les bourreaux promettent aux peuples la domination raciale, la victoire du prolétariat et les lendemains qui chantent. Les hommes qui manient la hache trouvent parmi ceux qui tiennent une plume les complicités et les justifications grâce auxquelles ils assurent leur pouvoir. Multitudes courbées sous le fouet des mots ! Armées, économies, idéologies, structurées en vue du combat. Explosions volcaniques qui semblent échappées à toute raison ! L'Allemagne de Bach et de Brahms engendre le nazisme, la Russie de Dostoïevsky et de Tolstoï, le léninisme, le stalinisme, etc... On tue, mais on a ses raisons, on a ses livres à portée de la main. Le soupçon vient alors que tous ces raisonnements, toutes ces logiques longuement élaborées à partir d'une conception darwinienne de l'existence — sélection des espèces, lutte des classes — ne sont que le vêtement verbal dont s'enveloppe l'appel au meurtre. Tout se passe comme si certaines terreurs ne s'apaisaient que dans le massacre : le sacrifice humain, comme réponse à l'angoisse collective. Soupçon...

Hitler parlant des Juifs : « ...était-il une saleté quelcon-

que, une infamie sous quelque forme que ce fût, surtout dans la vie sociale, à laquelle un Juif au moins n'avait pas participé ? Sitôt qu'on portait le scalpel dans un abcès de cette sorte, on découvrait, comme un ver dans un corps en putréfaction, un petit youtre tout ébloui par cette lumière subite ».

Lénine définissant la dictature du prolétariat : « La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi ».

D'un côté la répulsion viscérale de l'homme pour l'homme, le racisme des tripes ; de l'autre une définition abstraite, un pédantesque exercice sémantique. Dans les deux cas le même hallali.

Et certes cette horreur n'est pas propre au XX^e siècle. C'est toute l'histoire humaine qui est comme un chemin de croix : esclaves révoltés que Crassus, victorieux de Spartacus, crucifie le long de la voie menant de Capoue à Rome, martyrs chrétiens de Lyon que les tortures transforment en masses informes dont se dégage une odeur de chair grillée tandis que s'élève l'ultime confession « Christianus sum », Jeanne d'Arc condamnée par un Tribunal ecclésiastique avant d'être réhabilitée par l'Église, Indiens d'Amérique dépossédés de leurs terres et de leur être et pour lesquels continue de plaider en vain Bartholomé de Las Casas, interminable mort de Damiens, demi-fou qui avait effleuré Louis XV de son canif, supplices chinois, si savants, si raffinés (l'impératrice Tseu-Hi disait s'être beaucoup amusée, étant enfant, au supplice du pal), Arméniens de 1914 — hommes, femmes, enfants — enterrés vivants par les Turcs et qui, tout au long de leur agonie, font onduler la terre au-dessus des fosses communes.

De siècle en siècle montent la même plainte, les mêmes gémissements. Le MAL ne revêt pas que la forme de la torture et du massacre : il est aussi dans la spéculation sur les grains qui accompagne la disette, dans l'exploitation d'une main-d'œuvre qu'aucune loi ne protège, il est dans la traite des noirs et dans les fortunes qui en résultent ; gigantesque exode, déportation, dispersion : l'Histoire broie les peuples dont elle se saisit.

Il y a dans le massacre et la torture, dans la mort longuement administrée et goulûment contemplée, une concentration sadique, une allégresse, une surabondance de passion et d'intelligence maléfique qui font qu'à de certains moments l'Histoire, la nôtre, se transforme en un déploiement féroce et mériculeux du Mal. L'Histoire est aussi l'épopée du Mal. Revient alors à la mémoire la voix brisée de François Mauriac disant à la radio vers 1950 « je crois que le Mal c'est quelqu'un ». L'Humanité avance, nocturne sous le ciel noir, déclamant ses prin-



Juifs contraints par les S.S. à nettoyer à la brosse les trottoirs, sous le regard moqueur des passants

cipes, pataugeant dans la boue, espèce misérable qui préférera toujours ses mots à sa vérité.

Dans un tel monde n'est-il pas tout simplement dérisoire de parler du bonheur et plus encore d'y prétendre ?

LA QUESTION DU BONHEUR

L'amour est la réponse existentielle au malheur historique. Mais tout conspire à rendre l'amour difficile : la pornographie avilit le plaisir, la famille est désignée par tout ce qui prétend penser comme le lieu de l'oppression originelle, la publicité et les media parce qu'ils valorisent exclusivement un certain type physique renvoient ceux qui n'y sont pas conformés à une anxiété que les marchands exploitent sans vergogne, la vulgate freudienne écrase sous des mots obscurs et menaçants une foule que l'on dit vouloir libérer et que l'on renvoie en réalité à sa solitude et à sa culpabilité. D'où, au milieu d'un grand concert cacophonique sur la libération des tabous, la plainte qui monte silencieusement des cités humaines, l'AVEU DU BONHEUR IMPOSSIBLE.

Les importants répondent que tout le mal vient de la société. L'inégalité des succès scolaires, la folie, la mala-

die elle-même sont faits de culture et non de nature nous répète-t-on.

Demi-vérité redoutable : que l'environnement socio-culturel pèse sur les destins individuels d'un poids beaucoup plus lourd qu'il n'a semblé pendant longtemps, c'est certain ; qu'on doive tirer de ce constat des projets politiques capables de faire contrepoids aux déterminismes sociaux, c'est ce que suggère un optimisme à la fois raisonnable et résolu ; qu'on puisse tout imputer aux hasards de la naissance et au travail de l'éducation, c'est ce à quoi le bon sens nourri par l'expérience quotidienne ne peut consentir. L'homme est immergé à la fois dans la nature et dans la culture. Faut-il réellement entreprendre de prouver cette évidence ?

Si banal qu'il soit le propos n'est pas sans conséquence. Car, tenir a contrario, ainsi qu'on l'entend faire, que tout est phénomène de culture et donc que tout peut être objet de projet politique, l'action politique pouvant façonner, à condition d'y mettre le temps et les moyens, l'univers culturel, c'est, inéluctablement, forger les instruments intellectuels de l'oppression totalitaire. Car si tout est possible, il surgira toujours des cohortes de fanatiques, militairement et idéologiquement organisés

en vue du combat, qui s'empareront de l'État et qui par la coercition tenteront d'imposer un bouleversement mental au nom du bonheur des générations futures. Ils échoueront car l'esprit humain n'est pas une cire molle à laquelle on puisse imposer n'importe quelle forme par l'oppression pédagogique. Echéec final, mais à quel prix !

Dès lors, le bonheur, cette fameuse idée neuve, cet épanouissement de tous et de chacun, socialement garanti et organisé, ce mythe à majuscules, objet d'une entreprise politique, peut devenir l'ennemi de ce que la vie apporte de bonheurs quotidiens, bonheurs modestes, éphémères et parfois délectables. Le Bonheur devient alors une idole et toute idole dévore ses adeptes. La philosophie du Bonheur, le Bonheur en tant que système, le Bonheur en tant que projet social, instaure dans les faits le totalitarisme politique, la répression policière, les camps, les asiles, la rééducation. Le Bonheur est alors une arme entre les mains des maîtres de l'Histoire dont ils se servent pour imposer leur pouvoir.

Autre visage du Bonheur, visage incomparablement moins sinistre, sourire prometteur mais qui ne tient pas non plus ses promesses, c'est le foisonnement des biens inutiles dans les vitrines de l'Occident. Sans vouloir jouer au profiteur dédaigneux, force est bien de constater que, expérience millénaire, la possession pour elle-même n'apporte pas la paix mais entretient l'anxiété. Abandonnée à sa propre logique, elle se transforme en une fièvre asservissante qui laisse l'esprit et le corps ensangues.

D'où la plainte silencieuse qui émane de la masse humaine : le bonheur n'est pas possible. Tout — le manque d'argent, la santé toujours fragile, le travail incertain ou trop pesant, l'incompatibilité des caractères, le souci des enfants... — conspire à troubler la quiétude des hommes et des femmes et le temps engloutit leurs espoirs. Le bonheur n'est pas un état mais une succession de moments furtifs qui doivent être goûtés dans leur plénitude et dans leur magnificence comme instants d'éternité arrachés à l'universel écoulement des choses. Le bonheur est ce qui vient par surcroît.

On peut tenter de prévenir le malheur. On ne peut prétendre instituer le Bonheur.

Et cependant chacun porte en soi, insatiable, inextinguible, la soif du bonheur, l'aspiration au bonheur. Quand bien même le voudrait-on, on ne saurait y renoncer. Ce que veut l'être humain, c'est, selon l'intuition gauchiste de mai 1968, « TOUT ». Hors de ce tout possédé sans crainte et sans fin, il n'y a que frustration. Et c'est cette frustration qui taraude l'humanité à présent qu'elle s'éveille du sommeil utopique où l'avait plongé la philosophie du Bonheur. D'où la question interdite, la question refoulée, celle du SALUT.

LA QUESTION DU SALUT

Pendant deux millénaires l'homme occidental a vécu dans la conviction que objet principal de ses espérances

et de son activité devait être le SALUT. La préoccupation du salut implique la foi en une correspondance éclatante entre la destinée de chacun et la réalité ultime du monde, la certitude d'un lieu et d'un temps où le corps et l'âme posséderont enfin la plénitude et l'éternité, c'est-à-dire ce « tout » pour lequel l'un et l'autre sont faits, dont certaines réalités terrestres leur donnent le pressentiment mais qui ne peut s'accomplir que dans la possession divine. Espérance inlassablement qualifiée d'illusoire par ceux-là mêmes dont les projets s'écroulent au XX^e siècle dans la tyrannie ou simplement dans l'ennui.

Quelque effort que l'on fasse pour la ranimer, l'utopie marxiste est morte dans le GOULAG et le supermarché capitaliste, aux vertus réelles mais limitées, a permis aux jeunes gens d'Occident d'expérimenter la parole deux fois millénaire selon laquelle l'homme ne vit pas seulement de pain.

Mais en vertu de la vitesse acquise le mouvement qui porte la critique de la religion continue sa carrière et étend ses effets de proche en proche.

Peuple catéchisé, sinon évangélisé, les Français jusqu'à ces dernières décennies recevaient dans leur grande majorité du catholicisme les visions qui, alors même que beaucoup abandonnaient progressivement la pratique régulière, continuaient de structurer leur vie : Dieu le Père à l'origine de la création, l'Humanité pécheresse et malheureuse rachetée par le Fils, Marie, mère de Dieu, l'Eglise guidée par l'Esprit Saint, gardienne de la foi, la mort, passage vers l'éternité, le Jugement dernier, chacun récompensé selon ses mérites. Certes cette histoire du salut n'était pas toujours perçue très clairement, mais la confusion théologique consciente pouvait coexister avec une imprégnation religieuse profondément assimilée par l'inconscient, entretenue par les grandes fêtes et les grands moments de la vie (baptêmes, confirmations, communions solennelles, mariages, enterrements) et capable de gouverner les comportements et de donner un sens à la vie. Ainsi malgré les querelles politico-religieuses, subsistait un fonds commun, chargé de signification et de valeurs qui conféraient à l'existence son encadrement psychologique et moral ainsi que ses sécurités fondamentales. La vie se déroulait dans un monde cohérent où la souffrance et la mort avaient leur place assignée et la destinée humaine une grandeur qui transcendait la médiocrité des actes, des personnes et des jours.

Le fait fondamental c'est que ces visions, moins universellement transmises et reçues qu'autrefois, sont en train de se brouiller dans la conscience de beaucoup.

Dès lors le reflux de la religion en tant que structure sociale laisse sans solution la question du sens de la vie. Ce vide lui-même créé peut être à terme les conditions d'une renaissance religieuse.

Cependant, dans l'immédiat, les sondages livrent l'image d'un peuple sans vie intérieure et peu préoccupé d'en avoir une. Paix illusoire : la mort, la souffrance, l'angoisse de la mort et de la souffrance labourent en

silence les foules du métro, travaillent solitairement les esprits qui vivent leur vie sans ancrage, sans structures mentales vertébrées, sans défense. Plus révélateurs que les sondages, sont les phénomènes marginaux tels que l'usage de la drogue ou le développement des sectes, qui manifestent la totale disponibilité de certains jeunes pour toutes les aventures y compris celles qui les détruisent. Mais les symptômes de l'angoisse ne concernant pas que les groupes marginaux : que signifient les exodes automobiles hebdomadaires, la nécessité ressentie par beaucoup de s'immerger en permanence dans la rumeur des media (radio, télévision), que signifient ces colloques, séminaires et symposium où les cadres se rassemblent périodiquement, que signifient ces déjeuners d'affaires où il s'agit de parler beaucoup, d'écouter un peu et surtout de n'être pas seul, que signifient, au-delà des nécessités fonctionnelles, ces fuites éperdues sinon la crainte panique de se retrouver face à soi-même dans la solitude ? Drogues dures pour quelques uns — haschich, héroïne, secte de Moon... — drogues douces pour la plupart — automobile, radio, télévision... Drogues pour tous. Plus que jamais la formule de Pascal demeure vraie : « la seule chose qui nous console de nos misères est le divertissement ». Peut-être la passion du divertissement va-t-elle au-delà et faudrait-il analyser dans cette perspective les procédures en usage dans les administrations privées et publiques : jurys, réunions, commissions, arbitrages... A vrai dire ainsi que l'a bien vu Pascal c'est toute l'activité humaine qui de quelque manière relève du divertissement.

L'angoisse ne tient pas qu'à l'ennui qui menace dès que s'instaure le silence, il tient aussi au sentiment de culpabilité qui taraude les consciences. La confession individuelle, c'est moyennant l'effort de la démarche, l'assurance de la paix intérieure, la liquidation du passé, le renouvellement de l'âme. Le divan du psychanalyste, le conseil du psychologue, la consultation radiophonique ne remplissent pas la même fonction car il y manque le geste du pardon. Même s'il se sait compris, le patient ne se sent pas pardonné. L'homme d'aujourd'hui engrange sa culpabilité, n'évacue pas ses ordures morales. Dès lors se créent les conditions de ces explosions, de ces déferlements de forces psychiques élémentaires dont parlait C.G. Jung dès avant 1920. Car il ne faut pas croire que l'on pourra engranger longtemps les remords et la mauvaise conscience sans qu'il en résulte un jour ou l'autre quelque soulèvement de fureur et de terreur par quoi s'expriment les malaises collectifs. Le moderne refuse passionnément son ombre, c'est-à-dire le mal qui est en lui, auquel il cède autant que ses pères mais qu'il n'a plus l'humilité d'avouer. Refoulé hors du champ de conscience, le sentiment de culpabilité n'en continue pas moins de tourmenter les profondeurs de l'inconscient et il finit par s'exprimer sous des formes anarchiques, incontrôlables, voire démentes. Le moderne, avec une naïveté gigantesque autant que retorse, pense volontiers que nier le fait revient à la supprimer. Il se trompe.

Pour l'heure la question du salut demeure la question

interdite, la question enfouie et parfois la question détestée, celle dont il ne faut pas parler. Il suffit de constater dans quelles conditions on meurt en ce dernier quart du XX^e siècle pour percevoir de manière palpable la crainte qui habite l'homme d'aujourd'hui devant la mort. A présent c'est dans l'anonymat solitaire d'une salle d'hôpital, au cœur d'une nuit sans témoins que l'on trépane. Il ne s'agit pas que la mort d'un parent vienne troubler la quiétude des bien portants ou les distraire de leurs occupations dont on sait l'importance éminente. Incapables de supporter la contemplation du destin commun, les contemporains éloignent les agonisants de leur vue et les parquent en des lieux où s'exerce, seule, la responsabilité de l'administration. Le recours à la médecine qui va parfois jusqu'à cet acharnement thérapeutique dont l'objet est moins de prolonger la vie que de réussir un tour de force technique, libère les familles.

A quoi bon l'art, la science et la philosophie, la cinquième symphonie et la passion selon St-Mathieu, les progrès de la connaissance et le discours sur un monde meilleur, si c'est pour venir mourir misérablement dans une salle commune au terme d'une vie vécue hors de toute signification ?

La mort est un spectre qui de tous temps a épouventé les vivants. A présent, ils fuient, sans vergogne. On ne saurait le leur reprocher étant donné leur dénuement. Et peu ou prou, nous sommes tous logés à la même enseigne.

Cependant si tout ce qui tient une plume, un micro, une tribune, affecte de considérer l'espérance du salut comme sans objet, cette espérance continue de vivre discrètement dans l'esprit de beaucoup, jeunes et vieux. Il suffit pour s'en convaincre d'observer l'assistance d'une messe matinale en semaine dans telle chapelle au cœur de Paris. Mais cela ne fait guère de bruit et tout le mode de vie urbain tend à évacuer la question. Activités professionnelles, obligations familiales, rythme du temps : tout conspire à faire refluer ce qui n'est pas de l'ordre de la quantité, de la rentabilité, de l'utile.

Mais la question demeure et peut-être aide-t-elle à comprendre la structure de certains rêves. De celui-ci par exemple, advenu à plusieurs reprises à la même personne.

Au milieu d'une vaste plaine se tient arrêté une sorte de carrosse sans attelage, dont descend une jeune fille en longue robe mauve. La jeune fille attend elle ne sait quoi mais au réveil elle se souvient d'une impression de paix profonde qui par contrecoup déclenche un sentiment d'anxiété car, dans l'instant, elle n'identifie pas ce qu'elle attend.

Est-ce forcer les choses que de voir dans ce carrosse arrêté et qui ne peut repartir faute d'attelage, l'image de la mort, et en même temps l'image de la vie non pas brisée mais transformée, dans cette robe mauve, le signe du sacré, dans cette paix profonde, comme la promesse

d'un futur possible d'une forme de vie supérieure dont on porte en soi à la fois les moyens, l'exigence et le presentiment, dans le renouvellement du rêve, comme une insistance angoissée de l'être à affirmer cette potentialité ?

Certains écrits parus récemment — « Délivrance » de Maurice Clavel et Philippe Sollers (2) — montrent que la question du Salut et celle du Sens de la vie, ressurgissent avec force. Le mouvement acquerra une puissance entraînant lorsque la vanité des messianismes idéologiques aura été expérimentée jusqu'à son terme. C'est en Union Soviétique, pays où l'athéisme est doctrine officielle, que la foi reprend vigueur, se répand et redevient une force spirituelle montante.

Espérance, mais aussi inquiétude du salut : le soupçon peut renaître dans les esprits que l'enjeu de la vie est absolu, dans le sens où l'entendait Pascal. La ruse de l'espérance consiste à passer par l'inquiétude.

Et peut-être aussi par le désir. Désir de posséder sans fin et sans crainte ce « tout » dont on perçoit bien qu'il est le seul objet digne de l'homme. « Tu vivras. Tu vivras... » est-il gravé sur les murs des catacombes. Geste du Père livrant le Fils à la vindicte humaine, attente anxieuse de qui se tient caché guettant la réponse : il peut un jour arriver que chacun au sein de l'univers se sente attendu, espéré, connu, reconnu.

La question demeure posée : un jour elle déferlera.

L'ARGENT
Le POUVOIR
Le SAVOIR
Le TRAVAIL
Le PROGRES
Le MAL
Le BONHEUR
Le SALUT

Les questions ne sont pas du même ordre, mais elles se mélangent dans les mêmes têtes. C'est pourquoi il est parfaitement légitime de les évoquer les unes à la suite des autres.

QU'A-T-ON VOULU DIRE ?

Simplement ceci : que l'*Histoire n'est pas un mouvement continu et assuré vers le Progrès*, qu'il est des régressions en Histoire, qu'à certains moments le socle sur lequel une civilisation s'est établie se met à osciller.

Ebranlement des assises.

- Assises économiques

Pour des raisons multiples et convergentes la machine économique s'essouffle, les échanges se ralentissent, la demande faiblit. C'est la crise. Si profondément que diffèrent à travers les âges les structures de production et de commercialisation, tout se passe comme si le cycle biblique des vaches grasses et des vaches maigres était constitutif de l'activité humaine.

- Assises démographiques

Dépopulation tout au long du Bas-Empire romain, ravages de la peste noire au milieu du XIV^e siècle, affaïssissement des taux de natalité dans la France bourgeoise de la fin du 19^e et du début du 20^e jusqu'à aboutir au milieu des années 30 à un excédent des décès sur les naissances : le recul démographique induit dans le corps social des soubresauts agoniques comme s'il était le signe le plus patent d'une sorte de lassitude à vivre. Propos qui seront qualifiés de natalistes et qui feront ricaner. Question aux ricaneurs : sur qui comptent-ils pour payer leurs retraites ? Qu'ils ne cherchent pas : on ne les leur paiera pas. Une population active de moins en moins nombreuse finira par rejeter le fardeau d'un régime vieillissement de plus en plus coûteux. N'est-ce pas exactement ce qui s'est passé à partir de 1914 lorsque l'inflation a pulvérisé les épargnes et anéanti les rentes qui s'étaient constituées les actifs d'avant la grande guerre ?

- Assises morales et culturelles

Thème connu (3) : cependant que les chevaliers de la table rase font le procès systématique de toutes les institutions et de toutes les valeurs, que toute occasion semble bonne pour contester radicalement les modes de représentation et de relations que l'humanité a reçus en héritage de sa très vieille histoire, cependant que l'on s'occupe à ravager autant que faire se peut, le champ culturel occidental afin que ne puissent plus y germer ni idées, ni sentiments, ni foi avant que les temps ne soient accomplis c'est-à-dire avant que la révolution ne soit advenue, il monte des profondeurs du corps social comme un désespoir qui ne parvient plus à s'apaiser dans la jouissance et qui peut aussi bien un jour instituer un ordre de la violence.

Cet ébranlement surgit à un moment où la société de croissance est contestée de toutes parts. Le sentiment se répand que cette société a donné ce qu'elle pouvait donner, qu'elle est à bout de souffle. Perçu comme destructeur, le processus de croissance est accusé par le mouvement écologique d'épuiser les ressources naturelles et de polluer irrémédiablement l'air, l'eau, la mer, la terre. Destruction de la nature, mais aussi destruction de la vie sociale : en un quart de siècle la croissance a brisé les cadres de vie de la société agraire et villageoise, détruit la vie de quartier dans les villes, jeté bas les traditions morales et religieuses, elle a fait de l'économique le tour de la vie et à présent elle laisse les citoyens en proie au désarroi, voire, ainsi que le montre la multiplication des dépressions nerveuses, à l'angoisse.

Pauvreté des sociétés riches : pauvreté matérielle mais aussi pauvreté psychologique, pauvreté spirituelle des foules du métro, sentiment de fatigue, sentiment que toute cette agitation est vaine, que cette course ne débouche sur rien, que ce mode de vie est absurde et fragile. Sentiment d'impuissance aussi face à des organisations impersonnelles — entreprises, administrations, syndicats — devant lesquelles les citoyens, pris en tutelle, se sentent désarmés.

L'HOMME DEPOSSEDE

L'homme d'Occident éprouve le sentiment d'une dépossession. Plongé dans un champ de forces où il lui semble que son action personnelle n'a aucune prise sur le réel, il se trouve en permanence soumis aux obligations que lui imposent les grandes organisations anonymes qui gèrent sa vie quotidienne. Il subit les règles sans en comprendre la nécessité et sans pouvoir les discuter.

L'Etat, grande machine administrative aux prises avec d'autres grandes machines concurrentes, réussit mal à exercer un pouvoir cependant considérable en théorie. Plus il réglemente, moins il semble avoir prise sur l'évolution sociale. Dilution et anonymat : le monde est vécu par beaucoup comme insaisissable, fuyant.

PESSIMISME ? Le propos sera jugé pessimiste. Or chacun le sait : **PESSIMISME = FASCISME**. Soyons donc optimiste, interdisons-nous l'évocation du malheur historique, ne parlons ni de la montée des totalitarismes dans le monde, ni du Goulag, ni de quoi que ce soit qui puisse troubler l'opinion. Et d'ailleurs en France tout ne peut être que différent.

Que dire de cet optimisme-là sinon que c'est un **OPTIMISME OBSCURANTISTE**.

ALORS. PESSIMISME ? NON, OPTIMISME AU CONTRAIRE.

Optimisme passionné, appel à l'action créatrice, refus de la fatalité ; libération de l'esprit ; sursaut devant l'enlèvement.

QUE FAIRE ?

D'abord **PARIER QU'IL Y A QUELQUE CHOSE A FAIRE**.

La même lucidité qui permet de déceler les menaces enseigne que **l'HISTOIRE EST REMPLIE DE MALHEURS QUI N'ONT PAS EU LIEU**.

Sous la Monarchie de juillet comme après Fachoda la France et l'Angleterre ont failli se faire la guerre. C'eût été une bien belle guerre. Elle n'a pas eu lieu, parce que quelques hommes d'Etat ont eu la sagesse de décider qu'elle n'aurait pas lieu. Il faudrait écrire, pour l'édification des peuples, l'histoire des évènements qui ne sont pas advenus. La perspective historique transforme le fait en fatalité. Erreur de perspective qui tient à ce que l'historien se place **APRES**.

Mais nous, nous sommes **AVANT**. L'enchaînement des causes et des effets ne s'est pas encore solidifié. Il reste une marge de jeu. Devant nous il y a pluralité d'avenirs possibles. Le pire n'est pas certain.

Le pari n'est d'ailleurs pas gagné d'avance tant l'abîme qui sépare le calcul humain et la réalité de l'Histoire est profond. « Ils ne savent pas ce qu'ils font » :

parole qui résume à elle seule le destin de l'espèce. Parole qu'il faut garder présente à l'esprit, qui relativise les projets mais qui ne conduit pas à en nier l'utilité. Reconnaître la part de l'imprévisible ne signifie pas s'y abandonner. Bien au contraire : c'est à vouloir enfermer le futur dans une épure trop soigneusement délimitée qu'on s'expose à le voir exploser hors de tout contrôle. C'est en inventant des institutions, des procédures et des statuts, peu nombreux mais d'importance stratégique et en pleine cohérence avec le type de société que l'on veut promouvoir et en laissant le reste surgir au fur et à mesure des nécessités que l'on se donnera les moyens d'informer profondément l'avenir.

ALORS QUE FAIRE ?

On ne s'attend pas à trouver ici un programme. Des-
sinons néanmoins le plan d'un projet. Il faudrait parler :

- DES STATUTS ET DES REVENUS.

Mères de famille, jeunes en quête d'emploi, personnes âgées sans ressources : des catégories entières se sentent marginalisées faute de revenus et surtout faute d'un statut qui leur assure une raison sociale, une identité. Pour mettre fin à cette errance, il faut inventer des filets afin que la sécurité du lendemain évacue l'angoisse de manquer. Le filet pour se rétablir, mais non le fauteuil pour s'endormir.

- DE L'ENTREPRISE.

Décentralisation, participation, direction par objectifs, équipes autonomes : il s'agit toujours de réinventer l'artisanat au cœur de la société industrielle sinon le dégoût du travail submergera tout.

- DE LA SECURITE.

Sécurité des rues, sécurité extérieure mais plus profondément sécurité intérieure par la reconquête des valeurs pacificatrices et des fidélités vitales faute de quoi Wotan, le dieu des errances vaines, se saisira à nouveau des peuples.

- DE L'ENRACINEMENT.

La famille, l'emploi au pays, la vie associative, la propriété du logement, la renaissance du village, ces requêtes portent en elles comme la nostalgie du foyer perdu, la nostalgie d'une chaleur absente au cœur de la grande cité. Il y a une nouvelle manière de vivre à inventer.

- DES GRANDS HORIZONS.

L'aventure personnelle doit demeurer possible : promouvoir la création dans l'ordre artistique, littéraire, scientifique, économique, offrir à ceux qui le désirent l'occasion de participer efficacement à l'œuvre du développement mondial, veiller à sauvegarder la liberté des choix et des mouvements, telles sont les voies à ouvrir si l'on veut éviter que les énergies ne s'investissent indéfiniment dans le stérile face à face politique. Pas de paix civile sans libre déploiement des puissances de l'action dans tous les domaines de l'activité.

- DE LA CULTURE

Dans les pays en développement et cette fois réellement en développement il va se lever une moisson d'hommes d'affaires, de technocrates, de savants, de poètes, d'écrivains : pour que s'instaure le dialogue des cultures, il faut que l'Occident ait autre chose à brandir que les débris calcinés d'une civilisation réduite en cendres. Colonisation, décolonisation : le flux et le reflux ont eu lieu. Il reste maintenant à inventer avec l'Inde, avec l'Islam, avec l'Afrique, une relation nouvelle, exempte de peur et de domination ; l'entreprise pourrait être passionnante, magnifiante.

Il faut ranimer et soutenir les élans de la vie et non s'abîmer dans la contemplation morose des choses mortes.

Et la vie en France en cette fin des années 70 vaut la peine d'être vécue : certes il y a tout ce qu'on dit mais il y a aussi le reste.

Regardons le passé. Considérons la France de 1938, cette France d'avant-guerre qui, durant les années 40, fera figure de paradis perdu : quelle différence avec la France d'aujourd'hui ! Durée de vie, taux de mortalité infantile, niveau des salaires et des retraites, éléments de confort, possibilités de voyage... il faut être aveugle pour ne pas voir le chemin parcouru. Et la vie c'est bien autre chose.

La vie c'est la liberté hors de laquelle la lumière du soleil elle-même perd l'éclat de ses feux. La liberté, nous l'avons et pour prétendre le contraire il faut n'en jamais avoir été privé.

La vie ce sont aussi les œuvres, c'est la découverte livre, d'un film, d'un tableau, c'est la rencontre solitaire avec une pensée ou avec un poème, c'est la connivence secrète avec un auteur, c'est l'instant inoubliable où le théâtre soudain s'évanouit parce que la musique, le verbe ou le jeu des acteurs ont fait émerger une minute de communion dont on portera en soi le souvenir.

La vie c'est un matin de février ensoleillé : l'intense scintillement de la rosée glacée dans l'herbe immobile fait briller la terre d'un éclat discret ; arbres, feuillages, prairies, ajoncs, tout est enrobé d'une humidité froide, tout brille délicatement dans le silence du matin ; la mer, nappe gris-vert sur laquelle ruisselle le soleil, est là toute proche ; l'air marin monte aux narines ; la vie c'est la magnificence terrestre telle qu'elle se révèle au promeneur solitaire.

La vie ce sont d'abord les êtres, personnages proches mais insaisissables qui se meuvent au cœur d'un monde qui est le leur et où nous n'atteignons pas, personnages par qui nous vient la souffrance et de qui dépend notre joie. Il arrive qu'un sourire, qu'une parole, qu'un geste venant d'au-delà les incompatibilités, les incompréhensions, les malentendus, nous enseigne que nous aurons eu raison de nous acharner à guetter inlassablement ces signes dans le ciel, nous enseigne que malgré tout notre



La vie, toujours recommencée

vie aura été vécue. Alors tout recommence, la sève monte, l'élan renaît ; le souffle de vie ranime le corps et l'âme ; moments d'exaltation surgis du milieu de la houle ; la vie, incertaine, brève, tourmentée, inépuisable, laisse alors percevoir au cœur de l'éphémère sa charge d'éternité.

Dominique KERGALL

Ouvrages cités :

- P. Gaxotte — « Histoire des Français », (Flammarion, 1951). La plupart des informations et citations figurant dans la partie historique de cet essai sont tirées de l'ouvrage de P. Gaxotte.
- G. Duby, Mandrou — « Histoire de la civilisation française » (Armand Colin, 1968).
- A. Ollivier — « Saint-Just et la force des choses » (Gallimard, 1954).

..

N.B. Cet essai trouve son origine dans des échanges organisés à l'initiative de Michel Drancourt au printemps 1977.

(1) La scène est rapportée au conditionnel par Albert Ollivier (*Saint-Just ou la force des choses*, page 298).

(2) Ed. du Seuil

(3) Cf *France-Forum* N° 153-154, Fév. Mars 1977 — « La société de contestation ou les chevaliers de la table rase » par D. Kergall.

LES ELECTIONS DU 15 JUIN 1977 ET LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ESPAGNOL

par Pierre LETAMENDIA

La mort du général Franco le 20 novembre 1975 et l'accession au trône du roi Juan Carlos ont mis en marche une profonde transformation du système politique espagnol. Ce passage d'une dictature conservatrice à une démocratie pluraliste quasi institutionnalisée (1) à la suite d'une évolution interne du régime, voulue et contrôlée par lui est un phénomène unique. Les dictatures d'Hitler et Mussolini étaient tombées à la suite d'une guerre mondiale perdue, celles du Portugal de « L'Etat Nouveau » et de la Grèce des colonels ont vu leur fin venir d'un retournement de l'armée qui a chassé les hommes au pouvoir. Rien de tel en Espagne où c'est le même personnel gouvernant qui a assuré la transition de la dictature à la démocratie. Le Premier Ministre Adolfo Suárez n'était-il pas sous le franquisme le directeur général d'une Télévision d'Etat fort peu libérale ?

La dictature personnelle du Général Franco s'était déjà largement transformée de l'intérieur entre 1936 et 1975. Après une première phase fascisante jusqu'en 1944 environ elle était devenue un système de pouvoir s'appuyant sur un nationalisme catholique fortement anticommuniste beaucoup plus acceptable pour l'environnement international que sa variante néo phalangiste des années de la guerre civile et de l'immédiat après-guerre. A partir de 1959 avec l'arrivée au pouvoir des ministres technocrates proches de l'Opus Dei, le franquisme a connu une troisième version à la fois autoritaire et modernisatrice sur le plan économique-social. Cette politique volontariste de développement s'est accompagnée de l'ouverture de l'Espagne au tourisme et à partir de 1962 de la recherche d'une association avec la C.E.E. A la fin du régime franquiste l'Espagne était devenue un pays développé et industrialisé avec un pro-

duit intérieur brut de 2430 dollars par habitant en 1974. Plus de 77 % de la population active était employée dans l'industrie ou les services, le pourcentage d'analphabètes était inférieur à 8 % et une classe moyenne nombreuse vivant en pleine société de consommation et avide de libéralisme politique était apparue.

Cette entrée enfin réussie de l'Espagne dans le monde industriel allait favoriser l'érosion des soutiens traditionnels du franquisme. La Phalange, trop encombrante s'était transformée dès 1945 en une vague « Movimiento » ou Mouvement de type bureaucratique sans prise réelle sur le pays. L'Eglise qui appuyait fermement le régime à l'exception de minorités de prêtres basques et catalans a fortement évolué à partir du Concile et a pris ses distances en demandant de plus en plus fermement une évolution démocratique du système, la liberté syndicale et la reconnaissance des droits des minorités régionales. La classe moyenne enrichie par le boom économique des années 1960-70 s'est éloignée à son tour du régime dont elle mettait en cause le caractère inutilement autoritaire. Seules l'armée et la police demeuraient sur des positions de fidélité absolue au pouvoir. Mais c'était une fidélité personnelle au Général Franco, bien plus qu'un attachement doctrinal à un système autoritaire, qui motivait cette attitude.

Aussi le roi avait-il de bons atouts en main pour assurer une transition démocratique qui seule pouvait permettre de donner à la monarchie une assise populaire dont elle était privée du fait de sa restauration par le Général Franco dans un contexte autocratique. En outre il fallait bien se souvenir que les monarchistes ne constituaient qu'une petite minorité dans l'Espagne des années

1931-1936 qui avaient connu trois élections législatives au suffrage universel sans que les candidats monarchistes n'obtiennent autre chose que des résultats très modestes (2).

C'est donc la volonté du roi, la double pression de la société espagnole et de l'environnement international, et la volonté de survie d'une partie de l'appareil gouvernemental qui expliquent l'étonnante mutation espagnole.

C'est avec l'accession au pouvoir d'Adolfo Suárez le 5 juillet 1976 que le processus de démocratisation entra dans sa phase de croisière. Le 15 décembre 1976 la loi de réforme politique était approuvée par référendum avec 97,4 % des suffrages. Elle prévoyait l'élection au suffrage universel des « Cortes » ou Parlement espagnol. Les « Cortes » seraient composées de deux Chambres, la Chambre des députés et le Sénat, élues pour quatre ans. Ces Chambres voteraient les lois ordinaires et seraient compétentes pour élaborer une constitution. Cependant, il n'était pas prévu de mise en jeu de la responsabilité du gouvernement devant le parlement.

Dans une deuxième phase les partis politiques furent légalisés et même le Parti Communiste fut autorisé malgré l'opposition publique de l'armée.

C'est donc dans un contexte politique nettement libéralisé (3) qu'eurent lieu le 15 juin 1977 les premières élections libres depuis 1936. Leur enjeu était considérable dans la mesure où de leur résultat dépendrait le nouveau visage de l'Espagne démocratique aussi bien sur le plan institutionnel qu'en ce qui concerne la répartition des forces politiques.

LES ELECTIONS ET LA STRUCTURATION DU SYSTEME DE PARTIS ESPAGNOLS.

Le panorama politique espagnol apparaissait extrêmement confus à la veille des élections. A partir de 1974, année où les informations au sujet des partis illégaux d'opposition avaient pu paraître assez librement dans la presse, une multitude de partis politiques nationaux ou régionaux s'étaient constitués. Quelques 200 formations étaient recensées par la presse à la fin 1976 et il était difficile d'en cerner avec quelque précision l'impact électoral. Toutes les grandes familles politiques apparaissaient divisées. A l'échelon de l'Etat espagnol plusieurs groupes se réclamaient du libéralisme, du socialisme, de la démocratie chrétienne et même de la Phalange se disputaient les faveurs des citoyens. Des partis purement régionaux se réclamaient des mêmes idéologies ou de nationalismes locaux firent aussi leur apparition. Il n'était pas sûr que l'électeur puisse se retrouver devant un spectacle qui laissait augurer une vie politique atomisée et de mauvais débuts pour la jeune démocratie espagnole.

Pour mieux asseoir leur image auprès des électeurs certaines formations cherchèrent à adhérer aux diverses « internationales » politiques et à utiliser cette homolo-

gation pour capter des voix. En effet, si les espagnols avaient été privés pendant quarante ans d'informations sur les partis d'opposition assimilés à des malfaiteurs ou à des organisations terroristes et illégales, ils n'ignoraient rien des grands courants politiques européens et internationaux ; d'où, la captation de l'image des partis européens ou latino-américains en vue de mieux se faire connaître. Une équipe démocrate chrétienne de l'Etat espagnol regroupa les six formations nationales ou régionales adhérant à l'Union Européenne des Démocrates Chrétiens (4) et Messieurs Tindemans, Lecanuet, Pflimlin, Aldo Moro et d'autres leaders démocrates chrétiens européens vinrent à Madrid en janvier 1977 tenir un meeting avec leurs amis espagnols. Une demi douzaine de partis furent reconnus par l'Internationale Libérale. Son président Gaston Thorn, Premier Ministre luxembourgeois vint aussi à Madrid apporter son soutien à ses amis espagnols en compagnie du Ministre allemand des Affaires étrangères Genscher.

L'Internationale Socialiste fut moins œcuménique et admit en son sein un seul des divers partis socialistes qui sollicitaient leur adhésion. Le secteur majoritaire du vieux Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (P.S.O.E.) dont le secrétaire général était Felipe Gonzalez fut le seul à être reconnu et pour son premier Congrès célébré à Madrid après 40 années d'exil Willy Brandt, Olof Palme, François Mitterrand et Pietro Nenni se rendirent à Madrid ce qui identifia aux yeux de la majorité des espagnols, le socialisme avec cette formation. Même le Parti Communiste espagnol (P.C.E.) qui se veut, comme tous les partis communistes, indépendant de toute internationale fit venir à Madrid Enrico Berlinguer et Georges Marchais entre les 2 et 4 mars 1977. Le P.C.E. qui était encore illégal manifestait ainsi son adhésion à l'euro-communisme et tentait de ce fait de se débarrasser de l'image stalinienne héritée de son comportement pendant la guerre civile et entretenue par la propagande franquiste. En même temps il essayait d'accélérer sa légalisation en manifestant de façon éclatante sa présence.

Cette course à l'homologation internationale étonna quelque peu les espagnols mais c'est à l'approche de la campagne électorale qui durera trois semaines, que le panorama politique commença à s'éclaircir.

LA FORMATION DES COALITIONS ELECTORALES

La loi électorale établissait que les 350 députés seraient élus à la proportionnelle avec le système d'Hondt qui favorise les grandes formations. La circonscription électorale était la province mais le découpage électoral favorisait les zones rurales et conservatrices. Il y avait un député pour 33 474 habitants dans la province de Soria et 1 pour 141 256 dans celle de Madrid. L'inégalité était encore plus choquante en ce qui concernait les 207 sièges de sénateurs à pourvoir par élection populaire (5). Chaque province élisait quatre

sénateurs quelque fût sa population. Le mode de scrutin pour le Sénat était majoritaire et plurinominal, chaque électeur pouvait voter pour trois noms. (6)

Le nombre important de petites circonscriptions et le scrutin majoritaire pour le Sénat amena une certaine clarification du panorama électoral. Six grandes familles politiques semblèrent émerger : à gauche le Parti Communiste, puis la coalition du Parti Socialiste Populaire et de la Fédération des Partis Socialistes, tous deux reconnus par l'Internationale Socialiste ; le P.S.O.E., la Fédération Démocrate Chrétienne regroupant les partis de Gil Robles et Ruiz Jimenez, l'Union du Centre Démocratique rassemblant libéraux, sociaux démocrates, certains démocrates chrétiens et les franquistes « libéraux » du premier Ministre Adolfo Suárez qui prit au dernier moment la tête de cette coalition. Enfin l'Alliance Populaire de M. Fraga Iribarne regroupait sept petits partis franquistes conservateurs et présentait plusieurs anciens ministres du Général comme têtes de liste.

Certaines formations politiques hésitèrent à la veille du scrutin sur la politique à suivre en matière d'alliances. Une tentative de rassemblement des divers partis socialistes échoua devant l'intransigeance du P.S.O.E. confiant dans l'appui de l'Internationale Socialiste, le charisme de son jeune leader Felipe Gonzalez et l'utilisation de son sigle traditionnel pour attirer à lui l'électorat socialiste. La démocratie chrétienne faillit s'intégrer dans l'Union du Centre Démocratique mais elle se refusa au dernier moment en pensant qu'elle pourrait faire face avec ses seules forces au Centre qui lui disputait sa clientèle naturelle. Pour le Sénat la démocratie chrétienne s'allia avec le P.S.O.E. pour établir les listes communes imposées par le scrutin majoritaire. Les socialistes de leur part repoussèrent, sauf en Catalogne et aux Asturies, toute alliance avec le P.C.E. pour le Sénat. Ils refusèrent d'envisager toute stratégie d'Union de la Gauche. En fait, la formation des coalitions et la phase antérieure à la campagne électorale furent dominées par l'incertitude au sujet des intentions du Premier Ministre dont tous les sondages montraient la grande popularité. Celui-ci se décida début mai à prendre la tête de l'Union du Centre dont il mena la liste à Madrid. De ce fait l'Union du Centre apparaissait nettement au début de la campagne électorale comme la formation qui avait le plus de chance de gagner les élections.

LE DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

C'est le 24 mai que s'ouvrit la campagne électorale officielle qui avait en fait commencé au début de ce mois avec l'engagement personnel du Premier Ministre dans la course. Son financement a donné lieu à de nombreuses polémiques. La loi électorale prévoyait que chaque parti ayant des élus à la Chambre recevrait 45 pesetas par suffrage et un million de pesetas par député. Pour le Sénat le chiffre de un million de pesetas par élu était maintenu mais il n'y avait que 10 pesetas par suffrage. Les ban-

ques et Caisses d'Epargne étaient invitées par le gouvernement à avancer aux différentes formations politiques des sommes qui varieraient en fonction des possibilités électorales de chaque formation. Cependant il est certain que les grandes entreprises ont financé les campagnes électorales du Centre et de la Droite et que les partis de l'Internationale Socialiste, en particulier le S.P.D. allemand, ont fortement aidé le P.S.O.E. Ce dernier recevait d'ailleurs depuis 1975 une aide mensuelle du S.P.D. pour payer ses locaux et ses permanents, ces sommes aidèrent le P.S.O.E. à s'imposer comme le premier parti de gauche. Les démocrates chrétiens, ceux de la C.D.U. en particulier, aidèrent aussi leurs homologues espagnols et il est à peu près certain que le P.C.E. bénéficia aussi d'une aide extérieure vraisemblablement de Roumanie, d'Italie et du Parti Communiste Français (7)

Quant aux partis socialistes « tiers mondistes » Fédération des Partis Socialistes (F.D.S.) et Parti Socialiste Populaire (P.S.P.) ils reçurent de l'argent lybien et dans un moindre degré des partis gouvernementaux du Mexique et du Venezuela. A l'exception du P.S.O.E. qui disposa de moyens financiers considérables il ne semble pas que l'aide étrangère aux partis ait eu un grand impact sur le résultat des élections. Le financement par le capitalisme national n'a pas été non plus déterminant comme le prouve l'échec de l'Alliance Populaire qui a fait une campagne longue et coûteuse.

La campagne électorale fût étonnamment pacifique. Les partis de gauche réunirent des foules très nombreuses dans leurs meetings alors que l'Union du Centre se limita à de petites réunions et basa sa propagande sur la figure et les interventions télévisées du Premier Ministre. Les réunions publiques attirèrent des publics nombreux et intéressés.

Les thèmes de la campagne ne furent pas très passionnants et il ne fut à aucun moment question d'un choix de société. Les programmes électoraux se ressemblaient étrangement et ne permettaient pas un choix véritable. Aucun parti ne mit ouvertement en question la monarchie ce qui peut être considéré comme un succès pour le roi qui reçut avant les élections les leaders socialistes. Le P.C.E. ne demanda pas de nationalisation et se présenta surtout comme un luttant pour la démocratie depuis quarante ans et ne revendiquant que de modestes réformes sociales. Le P.S.O.E. chercha à se présenter comme un parti de gouvernement, semblable aux partis socialistes au pouvoir en Europe et refusant toute alliance avec les communistes. Le P.S.P. préconisa un socialisme de type méditerranéen ou « tiers mondiste » qui ne fut manifestement pas compris. Les démocrates chrétiens rappelèrent qu'ils avaient pris le pouvoir en Europe après la II^e guerre mondiale dans des circonstances semblables à celles de l'Espagne de 1977, c'est à dire dans une situation de transition entre la dictature et la démocratie. Ceci ne suffit pas à les démarquer suffisamment du Centre Démocratique qui assurait effectivement cette transition et qui demandait aux électeurs de permettre à Adolfo Suárez de poursuivre cette tâche.

Seule l'Alliance Populaire se montrait réticente devant l'évolution démocratique du pays et rappelait le passé avec nostalgie, Franco étant acclamé dans tous ses meetings. Ce caractère passéiste était accentué par la personnalité de ses leaders et en particulier par la candidature du dernier premier Ministre de Franco, Carlos Arias Navarro pour obtenir un siège de Sénateur à Madrid.

Les sondages d'opinion, nouveaux venus en Espagne, montrèrent dès le début de la campagne électorale une nette polarisation de l'électorat autour de deux grandes options : l'Union de Centre et le P.S.O.E. alors que le P.C.E., la Démocratie chrétienne et, à la surprise de nombreux observateurs, l'Alliance Populaire devaient se contenter de pourcentages très modestes. L'électorat indécis qui représentait plus de 60 % des inscrits dans les premiers sondages allait en définitive se rallier aux deux grandes formations et le « vote utile » jouera beaucoup le jour du scrutin.

LE RESULTAT DES ELECTIONS : VERS UNE BIPOLARISATION « A LA SCANDINAVE »

Pour l'essentiel le résultat des élections montra une polarisation des suffrages sur l'Union du Centre, qui arriva en tête et le Parti Socialiste qui obtenait un très bon résultat. Beaucoup plus loin venaient le P.C.E. et l'Alliance Populaire alors que les démocrates chrétiens étaient écrasés à l'exception du Parti Nationaliste Basque et de l'Union Démocratique de Catalogne. Les formations d'extrême gauche et d'extrême droite n'obtenaient pas d'élus et les petits partis socialistes étaient nettement distancés par le P.S.O.E.

RESULTATS DES ELECTIONS A LA CHAMBRE DES DEPUTES

	<i>% des suffrages exprimés</i>
Union du Centre	33,8
P.S.O.E.	28,7
P.C.E.	9,2
Alliance Populaire	8,1
P.S.P. - F.S.P.	4,3
Pacte Démocratique de Catalogne	2,8
Parti Nationaliste Basque	1,7
Démocrates Chrétiens Catalans	0,7
Fédération Démocrate Chrétienne	1,3
Divers (8)	9,4
Total	100,00

RESULTATS DES ELECTIONS AU SENAT

	<i>Sièges</i>
Union du Centre	106
P.S.O.E.	48
Alliance Populaire	2
P.C.E.	1
Divers (9)	50
Total	207

Malgré son succès l'Union du Centre ne triomphe pas. Elle n'obtient pas la majorité absolue et si avec un tiers des voix elle occupe 47 % des sièges à la Chambre des députés elle le doit exclusivement au découpage électoral et au système de répartition des sièges. Elle parvient à ses meilleurs résultats dans les régions industrielles elle est dépassée par le P.S.O.E. et en Pays Basque et en Catalogne par les partis nationalistes. Madrid lui donne un très léger avantage sur le P.S.O.E. grâce à la personnalité du premier Ministre.

C'est le P.S.O.E. qui est le vrai vainqueur des élections en obtenant le meilleur résultat de sa longue histoire. Ce parti qui fut fort sous la République était tombé dans une certaine léthargie sous le franquisme et avait laissé aux communistes et aux nationalistes basques et catalans le poids de l'opposition au régime. Son redémarrage ne datait en fait que de 1974. Grâce au dynamisme de son jeune secrétaire général Felipe Gonzalez (35 ans) et aux moyens fournis par l'Internationale Socialiste il avait pu comptabiliser à son profit la vieille tradition socialiste espagnole. Le P.S.O.E. atteignait ses meilleurs résultats dans les régions industrielles et dans les zones rurales déchristianisées et de tradition républicaine.

Les Communistes obtenaient par contre un résultat très inférieur aux prévisions et au succès populaire de leur campagne électorale. Ils étaient cependant le parti d'opposition qui avait le plus lutté contre le franquisme et contrôlait l'organisation syndicale la plus importante, les Commissions Ouvrières. Malgré ces atouts, ses résultats en sièges n'étaient guère supérieurs à ceux de 1936. Sa nouvelle image eurocommuniste n'avait pas effacé le souvenir de son long passé stalinien. La présence à sa tête de ces vétérans qu'étaient Dolorès Ibarruri « La Pasionaria » présidente du parti et Santiago Carrillo, son secrétaire général, semblait un défi pour un électorat espagnol qui dans sa majorité n'avait pas connu la guerre civile et qui se reconnaissait bien mieux dans les visages jeunes d'Adolfo Suárez ou de Felipe Gonzalez. Le P.C.E. n'obtenant un succès qu'en Catalogne où la classe ouvrière était plus sensible à son influence du fait de la vieille tradition anarchiste qui s'était effritée en 1977 mais qui avait empêché une implantation socialiste plus importante, laissant donc le champ plus libre que dans le reste de l'Espagne à l'action du P.C.E.

L'insuccès de l'Alliance Populaire signifiait que toute tentative de néo-franquisme était très minoritaire. Les différentes branches de la Phalange obtenaient le même résultat qu'en 1936, moins de 1 % des suffrages. Plus surprenant était l'insuccès de la démocratie chrétienne en dehors de la Catalogne et surtout du Pays Basque où une tradition démocrate chrétienne existait avant 1936.

C'est justement la faiblesse de cette tradition démocrate chrétienne qui est la cause première de ce résultat. Le catholicisme politique espagnol s'est traditionnellement partagé entre l'intégrisme (10) et le traditionalisme

d'un côté et un conservatisme moins fixiste mais à forte teinture cléricale de l'autre. La division de la démocratie chrétienne en une demi-douzaine de formations dont trois ou quatre couvrant tout le territoire espagnol ; l'absence de moyens matériels, les querelles entre leaders pesèrent assez lourd. Mais surtout la démocratie chrétienne ne fut pas en mesure de concurrencer un centrisme qui avait un programme proche du sien, une clientèle assez voisine et qui de surcroît était au pouvoir. Rappelons en outre qu'au moment des élections l'Union du Centre Démocratique était une coalition qui regroupait en son sein d'authentiques démocrates chrétiens.

Les partis régionalistes échouèrent complètement en Galice et dans la région de Valence mais obtinrent un certain succès en Catalogne et au Pays Basque. Dans l'ensemble les partis régionalistes étaient moins puissants qu'en 1936. Une des raisons de ce recul se trouve dans le fait que les deux grands partis nationaux U.C.D. et P.S.O.E. se déclarèrent favorables à l'autonomie régionale. En 1936 deux partis régionaux la « Lliga » (droite) et surtout « l'Esquerra » (gauche) se partageaient la quasi totalité de sièges catalans. En 1977 ces deux formations étaient pratiquement éliminées. De nouveaux partis catalans obtenaient un certain succès mais les forces politiques nationales : socialistes, communistes et centristes avaient de bons résultats. Au Pays Basque les chiffres étaient voisins de ceux de 1936 : un tiers des voix pour la gauche espagnole : en l'occurrence le P.S.O.E., un tiers pour le Parti Nationaliste Basque et un tiers pour le centre et la droite « espagnoliste ». Aucun député nationaliste n'était élu en Navarre ancien bastion Carliste où l'Union du Centre arrivait en tête recueillant l'essentiel de ses voix dans les anciens fiefs carlistes (11). Il est intéressant de signaler que le Parti Nationaliste l'emportait dans les régions bascophones alors que les immigrants votaient dans leur immense majorité socialiste, les centristes recevant les suffrages de l'ancienne droite libérale ou carliste en Alava et en Navarre. L'extrême gauche basque, proche de l'ETA (12) élisait un député et un sénateur, qui étaient d'ailleurs les seuls élus d'extrême gauche de toute l'Espagne. Ils montraient ainsi le caractère très minoritaire de leur mouvement.

Le modèle partisan espagnol tel qu'il se dégage du résultat électoral ressemble donc davantage à celui qui est en vigueur en Scandinavie qu'à celui des autres pays latins. Il aboutit à un quasi bipartisme opposant en tant qu'alternative de pouvoir un fort parti socialiste, étroitement lié au mouvement syndical et qui refuse toute coalition gouvernementale avec le Parti Communiste, à une coalition de centre-droit formée de partis démocratiques d'idéologie non socialiste : libéraux, démocrates chrétiens, divers modérés et réformistes (13). Cette dernière coalition est obligée de se constituer car les partis qui la composent pris séparément n'ont pas suffisamment de force pour former une alternative au socialisme.

Certes par rapport au modèle scandinave le modèle espagnol présente quelques particularités avec l'existence d'assez fortes minorités régionalistes, communistes ou de droite, mais il s'y conforme dans ses grandes lignes.

Les élections ont permis au peuple espagnol de s'exprimer mais elles n'ont pas réglé les grands problèmes qu'affronte le pays.

LA CONSOLIDATION DE LA NOUVELLE DEMOCRATIE ESPAGNOLE

La victoire de l'Union du Centre a eu pour conséquence logique la reconduction de M. Adolfo Suárez et la formation d'un gouvernement comprenant d'anciens franquistes plus ou moins libéraux proches du premier Ministre mais aussi des membres issus de l'opposition modérée. Un démocrate chrétien de la première heure, ayant connu la prison sous l'ancien régime, Fernando Alvarez de Miranda, a été élu président de la Chambre des députés et c'est un militant du Parti libéral, Antonio Fontan, qui occupe le même poste au Sénat. Ce dernier est d'ailleurs un membre éminent de l'Opus Dei ce qui montre que cette dernière organisation est toujours présente dans les sphères du pouvoir en Espagne mais aussi qu'elle connaît en son sein un certain pluralisme politique. Le nouveau gouvernement s'est trouvé face à quatre grands problèmes : celui de la construction d'un régime de démocratie pluraliste, la question des nationalités, la crise économique et la candidature espagnole à la C.E.E.

LE REMODELAGE DU SYSTEME POLITIQUE

La mise en place d'institutions démocratiques stables est la première mission dévolue aux nouvelles assemblées. Une commission restreinte formée de sept députés (trois centristes, un communiste, un représentant de la minorité basque et catalane, un membre de l'Alliance Populaire) a été chargée de rédiger un avant projet qui devra être discuté puis approuvé par les deux chambres puis soumis au référendum. Il semble qu'un certain consensus se dégage pour rédiger une constitution assez brève mettant en place une monarchie démocratique et un système de gouvernement parlementaire. Bien que socialistes et communistes soient théoriquement partisans d'un régime républicain ils ne mettent pas sérieusement en question l'institution monarchique. La nature parlementaire du nouveau régime n'est pas davantage mise en cause. Les oppositions les plus fortes entre les diverses formations ont trait au degré d'autonomie à accorder aux régions.

Les soubassements politiques de la nouvelle démocratie espagnole semblent plus solides que ce qu'on aurait pu en penser il y a quelques années. Un climat politique de type anglo-saxon semble régner en ce qui concerne les rapports entre le gouvernement et l'opposition. Le pre-

mier Ministre et le Roi consultent régulièrement les grandes formations politiques : communistes et représentants des nationalistes compris. Ils recherchent le consensus et le compromis de préférence à l'affrontement. Les accords dits de « La Moncloa » (le Matignon espagnol) à la fin 1977 constituent la manifestation concrète de ce nouveau schéma de relations majorité — opposition. Tous les partis représentés au Parlement, de l'Alliance Populaire au P.C. ont accepté de cautionner la politique gouvernementale en matière économique et en vue d'achever le processus de démocratisation en cours.



Juan Carlos roi d'Espagne

Malgré ce climat apaisé la compétition politique reste vive. L'Union du Centre qui était au départ une coalition électorale s'est transformée au lendemain des élections en un parti unifié. Mais les diverses tendances qui la composent cohabitent difficilement et le parti a du mal à s'implanter localement et à recruter des militants. A gauche le P.S.O.E. refuse toute alliance avec les communistes et se veut à lui seul l'opposition du gouvernement. Ces derniers rejetés à nouveau dans l'isolement qui risque de leur coûter très cher demandent la formation d'un gouvernement d'union nationale qui leur permettrait de se réinsérer dans le jeu politique. Quant aux

représentants basques et catalans ils accordent ou refusent leur appui au gouvernement en fonction de la satisfaction de leurs revendications propres.

Directement dépendant de la lutte des partis, le champ syndical se restructure à son tour. La tendance globale est à l'affaiblissement du syndicat communiste, les « Commissions Ouvrières ». Celles-ci voient leur influence, considérable à la fin du franquisme, se réduire au profit de l'Union générale des Travailleurs (U.G.T.) proche du P.S.O.E. et même de la vieille Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) anarchiste. En outre des centrales syndicales régionales ou d'extrême gauche se réorganisent et un projet de création de syndicat modéré proche du gouvernement est en l'air.

Les Cortes ont été élues pour quatre ans, mais les élections municipales prévues pour le premier semestre 1978 et le référendum constitutionnel sont des échéances redoutables pour le gouvernement en place.

LES REVENDICATIONS DES NATIONALITES PERIPHERIQUES

Le problème politique le plus brûlant de l'Espagne d'aujourd'hui réside dans l'explosion des revendications autonomistes en Catalogne et en Pays Basque. Ce phénomène, beaucoup plus atténué se manifeste dans toutes les régions espagnoles et une certaine décentralisation est à l'ordre du jour.

Sous la République, basques et catalans avaient obtenu un statut d'autonomie qui fut aboli par les vainqueurs de la guerre civile qui préféraient « une Espagne rouge à une Espagne cassée ». Le résultat des élections de 1977 a montré la force du courant autonomiste dans ces deux régions, la quasi unanimité des forces politiques ayant réclamé le rétablissement d'un régime d'autonomie.

En Catalogne les négociations entre le gouvernement espagnol et le Président en exil de la « Généralité » au gouvernement catalan M. Tarradellas, ont été rapidement menées, la gauche l'ayant nettement emporté en Catalogne, le gouvernement espagnol a joué habilement en rétablissant une « Généralité » dont le Président est certes un opposant au franquisme mais aussi un anti-communiste convaincu.

Le problème basque est plus difficile à affronter dans la mesure où deux problèmes inexistantes pour le cas catalan interviennent. Il y a d'abord le particularisme de la Navarre une des quatre provinces basques qui en 1936, était un bastion du Carlisme et s'était soulevée avec Franco. Les élections de 1977 ont donné la majorité des sièges à l'Union du Centre.

Comme les Carlistes d'avant 1936 les centristes navarrais refusent toute intégration dans un Pays Basque autonome. Si cette position l'emportait le Pays Basque serait réduit à l'Alava, la Biscaye et le Guipuzcoa ce

qui exacerberait les tensions existantes en Pays Basque. Par ailleurs si en Navarre l'Union du Centre a obtenu la majorité des sièges elle n'a pas eu plus de 33 % des suffrages alors que les partisans de son intégration dans un Pays Basque autonome ont recueilli la majorité absolue des voix même si leur division leur a coûté des sièges.

Ensuite, contrairement à la Catalogne, il existe en Pays Basque un courant électoralement minoritaire (deux parlementaires sur 38) mais très militant et très combatif acquis à des thèses nationalistes radicales voire indépendantistes. Cette tendance plus ou moins inspirée par l'E.T.A. exerce une pression constante et souvent par l'organisation clandestine E.T.A. (Euzkadita Azkatasuna, Pays Basque et liberté), exerce une pression constante et souvent violente (manifestations, actes de sabotage) sur le reste des forces politiques et rend plus difficile une solution négociée. Cependant le gouvernement a promulgué début janvier 1978 un statut dit de « pré autonomie » qui a été négocié avec les parlementaires basques. Le très délicat problème de l'intégration de la Navarre dans ce Pays Basque autonome ne sera définitivement tranché qu'après les élections municipales qui permettront de mieux connaître le sentiment des navarrais à ce sujet. Un référendum prévu pour une date ultérieure en Navarre devrait permettre une solution définitive.

De toute façon il s'agit dans les deux cas de régimes de transition. La négociation des statuts définitifs, la répartition des ressources entre l'Etat et les régions risque d'être encore plus difficile. L'armée supporterait difficilement semble-t-il tout « démembrement » de l'Etat. Le problème des régions périphériques est encore bien loin d'être réglé.

LA CRISE ECONOMIQUE ET L'ESPERANCE EUROPEENNE

L'augmentation du prix des matières premières a gravement frappé l'Espagne, pays qui ne produit pas de pétrole. Le rythme d'inflation en 1977 est d'environ 30 % ce qui est un taux très supérieur au reste des pays européens. Le nombre des chômeurs : 820 000 est important pour un pays comme l'Espagne. Ni le chômage, ni l'inflation ne semblent avoir été efficacement combattus avant les élections par un gouvernement soucieux avant tout d'obtenir un bon résultat dans les urnes.

Un plan de stabilisation accompagné d'une réforme fiscale et d'une dévaluation de la peseta a été mis au point par l'Equipe économique du nouveau gouvernement. Il apparait certain que si l'équipe au pouvoir ne parvient pas à juguler l'inflation, l'exacerbation des tensions sociales est inévitable et risquerait d'affaiblir le nouveau régime.

C'est dans le cadre de la crise que connaît l'économie espagnole qu'il faut restituer la demande d'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. Celle-ci a comme première raison la recherche de l'intégration dans une communauté

démocratique dont l'Espagne « différente » était injustement exclue. Mais dans la situation actuelle de l'économie espagnole on attend un coup de fouet de cette adhésion. Elle permettrait un développement du commerce extérieur et une meilleure coordination entre l'économie espagnole et l'économie occidentale. Il existe cependant des espérances sans doute excessives dans l'effet bénéfique de l'adhésion espagnole. Quoiqu'il en soit le processus de rapprochement de l'Espagne à la C.E.E. sera long et ses conséquences ne se feront pas sentir à court et moyen terme.

Il est difficile de faire un pronostic sur l'évolution du système politique espagnol dans les années à venir. Il semble cependant que les bases sociales économiques, politiques et culturelles d'une stabilisation démocratique existent et il serait souhaitable que l'Europe y contribue en acceptant l'Espagne comme membre à part entière de la Communauté européenne.

Pierre LETAMENDIA

- (1) La constitution de la nouvelle monarchie espagnole est en voie d'élaboration.
- (2) Les monarchistes les plus combattifs, les Carlistes, s'opposaient à la branche régnante des Bourbons et avaient un autre prétendant au trône.
- (3) Malgré la non légalisation de certaines formations comme le Parti Carlisle et certains groupes d'extrême gauche qui purent cependant présenter des candidats sous des étiquettes de circonstance.
- (4) La Fédération Populaire démocratique de Gil Robles, la Gauche démocratique de Ruiz Jimenez, le Parti nationaliste basque, l'Union démocratique de Catalogne, le Parti populaire galicien et l'Union démocratique du Pays de Valence. Il y avait trois autres partis démocrates chrétiens à l'échelon de l'Etat espagnol non reconnus par l'Union Européenne des démocrates chrétiens !
- (5) 40 Sénateurs étaient désignés par le roi.
- (6) A l'exception des provinces insulaires et des enclaves nord africaines de Ceuta et Melilla.
- (7) Les responsables des divers partis politiques que nous avons pu rencontrer reconnaissent en privé avoir reçu de l'argent étranger. Seuls les communistes affirment ne pas avoir eu recours à ce moyen de financement ce qui n'apparaît pas crédible.
- (8) En particulier l'extrême droite dont les trois groupes phalangistes ; l'extrême gauche et des candidatures régionales et indépendantes.
- (9) Le nombre de sénateurs classés « divers » est anormalement élevé du fait de l'imprécision des étiquettes des élus sur les listes de coalition d'opposition dont beaucoup se proclamaient « indépendants ». Lors de la formation des groupes au Sénat la plupart de ces élus ont adhéré à des petits groupes qui ne sont pas liés à des partis politiques.
- (10) Il y en eut même entre 1888 et 1931 un « Parti intégriste » forme de dissidents du Carlisme qui reprochait à celui-ci d'être devenu trop libéral. Ce parti ultra réactionnaire envoya régulièrement quelques députés aux Cortes principalement en Andalousie et en Pays Basque. Il termina par se réunifier à nouveau avec le Carlisme.
- (11) Le Carlisme n'obtenait que 2 % des voix en Navarre. Il est vrai qu'il avait subi à partir de 1965 sous l'influence du prétendant Charles Hugues de Bourbon une forte évolution idéologique qui l'avait conduit à se transformer en parti socialiste et autogestionnaire. Ses cadres et ses troupes l'avaient abandonné au profit du Centre ou de l'Alliance Populaire.
- (12) E.T.A. sigle « d'Euzkadi ta Azkatasuna » c'est-à-dire « Pays Basque et liberté » mouvement issu d'une scission des jeunes du Parti Nationaliste Basque en 1959, préconisant un Etat basque socialiste et indépendant et pratiquant la lutte armée.
- (13) Les « sociaux démocrates » espagnols sont en fait des néo libéraux proches des radicaux « modernistes » français.

LE PROCHE-ORIENT ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX

par Dominique BAUDIS

Avant d'examiner la situation nouvelle créée au Proche-Orient par le voyage d'Anouar el Sadate, sa rencontre avec Menahem Begin et l'inauguration des contacts directs Egypto-Israéliens, il convient de rappeler les étapes principales du conflit Israélo-Arabe en distinguant les deux phases essentielles.

La première dure 25 ans. C'est la période de la domination croissante d'Israël sur la région, de 1948, date de la proclamation de l'Etat Hébreu, à 1973, alors que l'armée Israélienne campe sur le canal, sur le Golan, sur les rives du Jourdain et que l'Etat Hébreu semble définitivement hors de toute atteinte.

La seconde phase s'ouvre en 1973 lorsque, contre toute attente et dans l'incrédulité générale, les troupes égyptiennes franchissent le Canal de Suez, se lancent à l'assaut de la ligne Bar-Lev et imposent à Israël les premières défaites de son histoire, défaites vite compensées sur le plan militaire, mais très vivement ressenties sur le plan politique car le mythe de l'invincibilité d'Israël en était mort. Dès lors qu'était exorcisée la malédiction qui voulait que la destinée du peuple arabe fut la défaite et la destinée du peuple juif la victoire, le dialogue redevenait possible, puisque redevenait possible la communauté de destin. C'est dans cette perspective qu'il faut replacer le voyage du Président Sadate à Jérusalem.

VINGT-CINQ ANS DE SUPREMATIE

La première phase appartient déjà au domaine de l'histoire. Il faut néanmoins en rappeler les principales étapes, car ce passé récent trouve un écho dans les événements actuels.

La conjugaison d'une multitude de facteurs intervient dans le processus qui conduit, durant 25 ans, à la situation de domination radicale, politique, économique et militaire, d'Israël sur le Proche-Orient.

Ce processus est inauguré par l'éclosion du sionisme en Europe à la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire la mise en

forme doctrinale de l'aspiration séculaire du peuple juif à se rassembler sur sa terre d'origine et, par conséquent, la revendication politique de la Palestine au nom de droits religieux : une revendication exprimée pour l'avenir au nom de droits historiques.

Sans en discuter la légitimité, on doit bien considérer que cette doctrine était, dans son principe même, porteuse de conflits, puisqu'elle considérait comme accident de l'histoire tout ce qui avait pu survenir en Palestine entre la période de la « dispersion » et celle du « retour ».

Vingt siècles de l'histoire religieuse, politique, sociale, de cette terre étaient mis entre parenthèse pour rétablir une continuité historique entre la dispersion et le retour du peuple juif.

Inévitablement — et ses auteurs ne l'ont jamais caché — la mise en forme de la doctrine sioniste marquait le début d'une longue lutte dont les effets ne se sont fait sentir que bien plus tard sur son point d'application, c'est-à-dire en Palestine.

En effet, des années durant, la mise en œuvre du sionisme s'est opérée à un rythme qui n'introduisait pas de changement de nature en Palestine. Certes, au fil des années, des phénomènes de tension apparaissaient entre communautés israélites et arabes, mais le conflit ne semblait pas fatal.

C'est la montée du totalitarisme en Europe, le cauchemar du nazisme, le martyr des camps de la mort, l'horreur et le bouleversement dispersant des peuples entiers sur les routes de l'exode, ou les sentiers du maquis, qui précipitent la confrontation.

Déracinés pour les uns, rescapés des camps d'extermination pour les autres, des centaines de milliers de Juifs du monde entier prennent en l'espace de quelques années le chemin de la Palestine, avec au fond d'eux-mêmes la certitude qu'il serait suicidaire de différer plus longtemps l'échéance du retour à Jérusalem. Certitude tragique dont les porteurs pensent trouver une tragique confirmation dans le climat de violence qui préside à la

douloureuse naissance de l'Etat Hébreu.

Des films tels qu'*Exodus*, des ouvrages tels que *O Jérusalem* ont popularisé le récit de ces événements des années 45-48 qui résultent de différents facteurs : le sionisme puisant dans l'horreur de l'histoire immédiate la certitude de sa légitimité, l'irresponsabilité de la puissance mandataire britannique empêtrée dans ses contradictions et décidée à passer la main, le sentiment de culpabilité de la communauté internationale pressée de réparer son aveuglement face au génocide et cherchant à apporter à ce crime historique une réparation également historique.

Face à cela, le monde arabe miné par le féodalisme et la division, n'offre qu'une résistance dérisoire, plus lyrique qu'opérationnelle. Divisés, les Arabes accumulent les erreurs stratégiques et les bévues politiques, réussissant le tour de force d'être en situation d'infériorité tout en faisant figure d'agresseur, comme s'ils parvenaient à trouver dans l'agression verbale une compensation à l'impuissance matérielle. Non seulement les Arabes échoueront dans leur tentative désordonnée de tuer dès sa naissance le jeune Etat d'Israël, mais la rançon de leur échec sera la condamnation de l'Etat palestinien qui n'a jamais vu le jour. Le découpage inapplicable décidé par l'ONU prévoyait théoriquement la coexistence d'un Etat Juif et d'un Etat Palestinien, alors qu'aucun esprit lucide ne pouvait imaginer que cette formule entrerait en application. Le niveau de tension entre les communautés était tel que dès que le dernier soldat britannique aurait quitté le sol de la Palestine, Juifs et Arabes Palestiniens tenteraient mutuellement de s'anéantir politiquement en empêchant la communauté ennemie d'affirmer son existence par la création d'un Etat.

De l'Etat Juif et de l'Etat Palestinien on savait que l'un des deux ne verrait pas le jour et que l'un des deux peuples paierait sa défaite du prix de son errance.

L'erreur a sans doute été de croire que les vaincus prendraient directement le chemin des oubliettes de l'histoire.

Ces 25 années sont donc marquées par la suprématie israélienne qui se manifestera en 56, contre les Egyptiens dans le Sinaï lors de l'offensive de Suez, et qui culminera en 1967 lors de la guerre des six jours à l'occasion de laquelle les troupes de Moshe Dayan occupent en l'espace de quelques heures un territoire bien plus vaste qu'Israël lui-même. C'est la phase durant laquelle Israël s'identifie ouvertement à l'Occident dont l'Etat Hébreu se veut un bastion avancé. Les petites colonies juives de 1940 ont acquis en l'espace de trente ans la force d'un dispositif militaire essentiel dans la stratégie mondiale. Israël semble capable de tout faire n'importe où, à Beyrouth où des commandos israéliens débarquent en pleine nuit pour tuer dans leurs lits plusieurs dirigeants palestiniens. A Beyrouth, mais à Cherbourg aussi ! Et le monde témoin de ces coups d'éclat s'extasie devant la prouesse, plus qu'il ne s'indigne du procédé.

Israël semble tout à la fois invulnérable militairement et intouchable politiquement. Toutes les initiatives occidentales — plan Rogers ou mission Jarring se heurtent au refus du gouvernement de Jérusalem qui considère que les lignes de cessez-le-feu sont les limites de sécurité, donc les frontières idéales. Le Canal de Suez, les eaux du Jourdain et les hauteurs du Golan deviennent les chemins de ronde à l'abri desquels tout un mouvement de colonisation s'opère. Ayant élargi son territoire et ayant mis le désert entre ses adversaires et son peuple, Israël s'installe dans cette situation provisoire avec le désir mal dissimulé d'en faire une situation définitive.

Pensant que les Arabes sont incapables de remettre la situation en cause militairement, Israël parvient à les empêcher de la remettre en cause politiquement. A tout projet de règlement négocié les gouvernements israéliens poseront comme préalable le contact direct avec les Arabes, donc la reconnaissance par les Arabes. Or, il est parfaitement clair que vaincus, humiliés, occupés, les Arabes se refusent à engager ce dialogue qui sanctionne leur défaite. C'est alors que dans l'esprit des dirigeants arabes et notamment de Sadate s'échafaude l'analyse qui conduira à la guerre de 1973.

Puisque l'intransigeance israélienne bloque l'issue politique le seul moyen, pour les Arabes, de sortir du statu quo c'est de tenter de forcer l'issue militaire.

Durant des années Anouar El Sadate et le général Ismail, son ministre de la guerre, vont soigneusement considérer le rapport de force pour en tirer les deux observations suivantes :

Premièrement les Israéliens sont à ce point convaincus de leur invincibilité qu'ils ne soupçonnent même pas que les Arabes puissent commettre la folie d'une aventure militaire — conclusion : une opération soigneusement montée peut bénéficier de l'effet de surprise et tourner à l'avantage des Arabes, au moins durant quelques jours.

Deuxième observation : Les Israéliens ont une capacité de riposte rapide et bénéficient en cas d'urgence d'un tel concours militaire américain qu'au bout de quelques jours les opérations doivent inévitablement tourner à leur avantage — conclusion : La guerre doit s'achever rapidement par une intervention des grandes puissances et de l'ONU, tant que les Arabes conservent l'avantage. Au terme de cette stratégie, Sadate décide donc d'ouvrir les hostilités tout en proclamant très fort et très vite qu'il ne demande qu'à cesser le feu pour engager une négociation politique.

Les Syriens sans lesquels le projet serait voué à l'échec sont chargés d'ouvrir un second front militaire. L'Arabie Saoudite, quant à elle, a la charge d'ouvrir un troisième front, économique celui-ci, en provoquant dès les premiers jours de la guerre une augmentation du prix du pétrole accompagnée de mesures d'embargos frappant les Pays ouvertement favorables à Israël.

Toute l'opération se prépare durant des mois dans le secret le plus absolu puisque les services de renseignements israéliens et américains, dont la réputation n'est plus à faire, seront eux-mêmes pris de court. C'est le 6 octobre 1973 que l'inimaginable se produit : durant les premières heures du conflit on croit difficilement ce que nous disent les radios, tant il nous paraît inconcevable que les troupes arabes puissent imposer le moindre revers à l'armée israélienne. Or, sur le Golan et dans le Sinaï, Syriens et Egyptiens bousculent les premières lignes plus facilement qu'ils n'osaient l'imaginer. En Israël on refait l'atroce cauchemar du Ghetto et du Génocide, et chacun se répète ce qu'il sait depuis l'enfance : « Israël ne peut survivre à une seule guerre perdue ».

Le peuple d'Israël se rappelle son face-à-face avec la mort et retrouve une énergie combattive qui lui permettra au bout de quelques jours de contenir, puis de repousser en plusieurs points les troupes ennemies.

Mais le rapport de force militaire ne se traduira pas dans le rapport de force politique.

Militairement les armées sont figées par le « Cessez le feu » dans des conditions largement favorables à Israël.

Politiquement, pourtant, les Arabes font figure de vainqueurs d'autant plus que dès les premières offensives ils proclament leur désir de cesser le feu au plus vite pour engager la négociation. Aux yeux du monde incrédule, les Arabes semblent avoir appris tout à la fois l'usage des armes et le langage de la raison.

LE DIALOGUE POSSIBLE

C'est avec ce rééquilibrage, cette reconsidération de l'un des partenaires du conflit, que s'ouvre la seconde phase de la crise du Proche-Orient, la phase actuelle, celle du dialogue possible. Les jours qui suivent le « cessez le feu » le montrent bien : A 101 km du Caire, militaires Israéliens et Egyptiens se rencontrent et se serrent la main. Dans le désert du Sinaï les armées qui se font face fraternisent dans le même désir de paix. Tout semble possible.

L'Égypte, comme pour bien montrer qu'elle abandonne l'option militaire pour adopter l'option diplomatique, attaque vivement les soviétiques et invite solennellement Henry Kissinger à venir au Caire inaugurer la reprise des relations entre l'Égypte et les États Unis. Peu à peu les portraits de Nasser disparaissent des rues du Caire. L'Égypte change de visage et prend celui de Sadate.

Au Proche Orient tous les acteurs du drame sentent que la crise sort de la phase de confrontation pour entrer dans la phase de négociation et toutes les stratégies vont se situer dans cette nouvelle perspective, à commencer par la politique égyptienne car, de tous les pays du

champ de bataille, c'est l'Égypte que ces trentes années de guerre ont le plus épuisée.

Il faut ici s'arrêter un instant sur ce pays pour comprendre le ressort qui depuis quelques années pousse la politique égyptienne vers le règlement négocié. La situation est d'une tragique simplicité : un territoire cultivable extrêmement limité (le delta et la vallée du Nil) qui représente la superficie de 5 départements français (La Bretagne), une sur-population croissante (40 millions d'habitants, 1 million de plus chaque année), un pays dont les paysans quittent les villages surpeuplés pour venir grossir les foules du Caire où s'entassent déjà 10 millions d'habitants alors que la ville ne devrait en compter que 4 millions.

Ceux qui auront le bonheur d'échapper au chômage et à la mendicité toucheront un salaire minimum d'un peu plus de 100 francs par mois, de quoi survivre. La situation est aussi désespérée pour l'État que désespérante pour la population ; puisque la terre d'Égypte n'est plus en mesure de nourrir ceux qui l'habitent, il faut bien importer des produits alimentaires. Or, le pays ne peut rien offrir en échange ni matières premières, ni produits industriels. Gouverner l'Égypte, c'est gérer la faillite et subir l'effort de guerre. Pour Sadate c'est un fardeau de trop. Quant à l'homme de la rue, on lui a tellement répété que la guerre était responsable de sa misère qu'il n'attend de la paix que la prospérité.

Les experts économiques égyptiens batissent d'ailleurs une nouvelle stratégie du développement : puisque l'Égypte ne peut plus se nourrir elle doit bien se trouver une vocation industrielle et sa position privilégiée le lui permet, grâce au canal de Suez qui fait de l'Égypte le point de transit des marchandises venant de l'Océan Indien pour rejoindre la Méditerranée.

Les experts imaginent alors ce qu'ils appellent la Coopération Triangulaire. Il s'agit d'attirer sur les rives du canal les capitaux des Arabes pétroliers et la technologie de l'industrie occidentale pour pouvoir y établir la main d'œuvre égyptienne. La voie d'eau deviendrait ainsi le support de l'Égypte industrielle comme le Nil fut celui de l'Égypte agricole.

Dès 73 l'Égypte avait donc choisi la paix et le monde arabe l'a vite compris reconsidérant toute sa stratégie. Les Lybiens et les Irakiens constituent le front du refus, un refus qui ne leur coûte pas bien cher puisqu'ils ne sont pas sur le champ de bataille. La Syrie adopte une attitude qui consiste à suivre de loin avec prudence la démarche égyptienne. Car, malgré la rivalité qui oppose Damas et le Caire, les Syriens savent que l'Égypte dispose d'une force qui entraîne irrésistiblement dans son sillage le reste du monde arabe. Cela tient d'une part au poids démographique de l'Égypte (sur les 100 millions d'Arabes il y a plus de 40 millions d'Égyptiens) et d'autre part à la position géographique de l'Égypte au carrefour de l'Afrique du Nord et du Proche Orient, de

l'Océan Indien et de la mer Méditerranée.

Cette force d'attraction de la politique égyptienne est ressentie du Maroc au Koweït, depuis les rivages de l'Atlantique jusqu'à ceux du Golfe du Persique. C'est une constante de la politique arabe dont les effets ne vont pas tarder à se faire sentir là où se nouent et se dénouent toutes les intrigues du Proche-Orient : au Liban, le pays des règlements de compte financiers et politiques.

Comment et pourquoi, alors qu'il n'est question que de Genève, de négociations et de compromis, une guerre peut-elle éclater au Liban qui jusque-là avait réussi à se tenir à l'écart de la tourmente ? Combien de fois la question n'a-t-elle pas été posée ?

La guerre dans cette Suisse du Moyen Orient..., le paradis des banquiers livré au pillage..., ce peuple tolérant qui sombre dans une interminable nuit de la Saint-Barthélemy... ; cela bouleverse toutes les idées reçues. Lorsque la façade s'est effondrée, nous avons découvert qu'elle masquait une réalité infiniment moins rassurante.

Avec la Suisse, le Liban n'a jamais rien eu de commun que la sophistication de son système bancaire et les tourments de son relief montagneux. C'est d'ailleurs sa configuration géographique qui scelle le destin de ce pays. Ouvert sur la Mer et traversé par de larges plaines, il est essentiellement constitué par un massif montagneux très impénétrable qui fait de cette terre tout à la fois un couloir de passage et un asile politique. Ouvert sur le reste du monde et situé au carrefour des routes qui parcourent le Proche-Orient, il est terre d'accueil, mais ses hauteurs protégées en font aussi un refuge.

Au fil des siècles, alors que les plaines et les déserts s'offrent à toutes les invasions, seuls les replis du Mont Liban permettront aux vaincus de s'accrocher envers et contre tout. Des chrétiens pourchassés par l'Islam aux Arméniens massacrés par les Turcs en passant par les différents rites musulmans, victimes tour à tour de leurs intransigeances successives, tous les malmenés de l'histoire prendront le chemin de la montagne libanaise à l'abri de laquelle ils reconstituent leur univers, conservent leurs coutumes et pratiquent leur religion. Cette vocation du Liban crée parmi ses habitants une double tradition : celle de l'hospitalité — l'hospitalité que le réfugié doit à tout réfugié — et celle de l'autodéfense à laquelle se préparent toujours ceux qui ont appris à ne compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité. Un pays dont les citoyens veulent bien fonder la coexistence des minorités mais dont les habitants se sentent avant tout liés à leur communauté d'origine.

Le dernier de ces mouvements de peuplement fait échouer au Liban les réfugiés chassés de Palestine, massacrés en Jordanie, étroitement contrôlés en Syrie.

Durant les premières années, la présence palestinienne au Liban ne posera qu'un problème de réfugiés, qui se

traduit en termes d'emploi, de logement et d'assistance. Le problème ne devient politique que lorsque certains, parmi les Palestiniens, décident de ne plus subir la condition de réfugiés, mais de choisir l'engagement du résistant. C'est essentiellement pour deux raisons que la Résistance Palestinienne décide d'établir ses quartiers généraux au Liban. Une raison politique, tout d'abord. Le laxisme de l'État Libanais fait de Beyrouth un véritable bouillon de culture idéologique qui permet aux mouvements Palestiniens de développer comme ils l'entendent leur activité, alors que partout ailleurs dans le monde Arabe ils subissent la tutelle des Régimes en place.

La seconde raison de l'établissement des Palestiniens au Liban est de caractère militaire. Comme tous les mouvements de Résistance, les Palestiniens sont à la recherche d'un Front pour participer (ne serait-ce que symboliquement) à la lutte armée contre Israël, afin de pouvoir être reconnu à l'heure de la négociation comme une force combattante. Mais en installant leurs canons et en basant leurs commandos en vue de la frontière Israélienne les Palestiniens se mettent du même coup à la portée des représailles de leur adversaire. Ils y voient une raison pour s'équiper militairement. Un équipement insuffisant, bien sûr, pour menacer la sécurité d'Israël, mais plus que suffisant pour alerter la vigilance des chrétiens du Liban, généralement conservateurs et très jaloux de leurs prérogatives politiques et économiques. Les vieux réflexes d'auto défense prennent le dessus et les phalangistes s'équipent à leur tour en vue d'une éventuelle épreuve de force. Celle-ci devient inévitable lorsque, après la guerre de 1973, s'effondre l'espoir du retour massif en Palestine.

En effet, dès lors que les pays Arabes, et notamment l'Égypte et la Syrie, se préparent à négocier avec Israël, il est clair que la réalité Israélienne n'est plus contestée. Dans la meilleure hypothèse on ne peut envisager qu'une restitution de la Cisjordanie pour en faire un état Palestinien. Or en Cisjordanie il y a 700 000 Palestiniens. Instruits par l'expérience de 1948, les habitants n'ont pas fui lorsque les troupes Israéliennes ont occupé le terrain. Si les Israéliens venaient à rendre ce territoire on pourrait y planter un drapeau et y proclamer un gouvernement Palestinien, mais il ne saurait être question de résoudre ainsi le problème des réfugiés qui doivent donc se préparer à vivre définitivement dans les pays où ils se trouvent, et notamment au Liban. Cette guerre du Liban, c'est dans une large mesure l'affrontement des communautés qui entendent affirmer leur force pour un partage ultérieur du pouvoir dans un pays où les réfugiés aspirent à la citoyenneté. Sur ce conflit se grefferont les contradictions sociales et les références religieuses, qui en font tout à la fois un mouvement révolutionnaire et une guerre de religion : un conflit qui ne cesse de renaitre et de se nourrir de ses propres horreurs, d'autant plus que les régimes Arabes se servent de cette guerre pour régler leurs comptes par Libanais et Palestiniens interposés.

Le Liban apparaît ainsi comme un monde Arabe en négatif : dans un monde Arabe mobilisé, galvanisé par le discours Nassérien, sans cesse sur le pied de guerre, le Liban jouait le rôle de plaque tournante paisible et cosmopolite. Mais, lorsque le monde Arabe cherche confusément le chemin de la négociation, le Liban devient la soupe de sureté.

Aux Libanais, dont certains s'étaient insolemment enrichis de la guerre, les Arabes feront payer très cher leurs rivalités autour des conditions de la Paix.

Brisés, épuisés par ces deux années d'affrontements qui firent près de 30 000 morts, les Libanais comme les Palestiniens finiront par tomber dans l'orbite de la Syrie qui offre, puis qui impose, la présence de son armée pour séparer les antagonistes.

Jusque là, la Syrie avait toujours refusé de s'engager trop avant dans le processus de négociation, car elle craignait que la puissance politique et militaire de l'Égypte fasse tourner le règlement à l'avantage exclusif des Égyptiens. Mais après le conflit Libanais, le régime de Damas se sent assez fort pour négocier puisqu'il étend son influence sur le Liban qu'il quadrille militairement, sur la Jordanie dont le souverain s'aligne sur la politique de son voisin, sur les Palestiniens qui finissent par accepter un patronnage étouffant mais rassurant.

Tout semble prêt pour que la négociation démarre et que l'on convoque la conférence de Genève. Pourtant il faut attendre. Attendre, tout d'abord, l'élection présidentielle Américaine, puisque rien ne peut se faire sans les États Unis. L'échec de Ford et l'élection de Carter imposent de nouveaux délais puisque le nouveau chef de l'exécutif doit se familiariser avec le dossier. Lorsque Carter décide de s'engager sur le terrain de la crise du Proche Orient, au printemps 1977, on s'aperçoit qu'il est impossible d'avancer car tout est suspendu aux élections... Israéliennes, cette fois.

La Consultation survient dans un très mauvais climat intérieur. Une vague de scandales éclabousse les principaux dirigeants travaillistes au pouvoir depuis 25 ans.

L'opinion réalise que les pionniers ont pris de l'embonpoint, et que les Travaillistes se sont à ce point identifiés à l'État que certains avaient fini par confondre les finances publiques et leurs finances privées. En tête de routes les préoccupations qui s'expriment dans les sondages les Israéliens placent la lutte contre la corruption. Un autre facteur défavorisera gravement la coalition Travailliste : le désir des Israéliens de se doter d'un gouvernement intransigeant pour faire face aux pressions Américaines. Durant la campagne électorale le président Carter avait en effet rencontré le président Sadate puis le président Syrien Hafez El Assad. Il avait publiquement annoncé que les Israéliens devraient faire de lourds sacrifices et que les États Unis s'emploieraient à les y amener. En votant pour les Nationalistes de Menahem

Begin, les Israéliens manifestent déjà leur désir de résister autant que faire se peut aux pressions de la diplomatie américaine.

Au delà même des positions intransigeantes du Likoud, très annexionniste, la personnalité même de Menahem Begin symbolise les heures les plus impitoyables de la lutte en Palestine entre Juifs et Arabes. Le nom de l'actuel premier ministre était notamment associé à deux événements aussi tragiques l'un que l'autre. Le dynamitage de l'hôtel King David — celui-là même où Sadate a résidé lors de son voyage à Jérusalem — où plus d'une centaine de Britanniques trouvèrent la mort, c'était la lutte contre la puissance mandataire qui entraînait le développement du sionisme.

L'autre coup d'éclat de l'Irgoun que dirigeait Begin fut le massacre des 250 habitants Arabes du village de Deir Yassin, une localité dont la population ne s'était jamais heurtée aux colonies Juives.

Ce raid qui avait suscité l'indignation des dirigeants historiques du sionisme avait eu pour effet de précipiter la fuite de la population Arabe Palestinienne et de faciliter la tâche de l'armée Israélienne durant la guerre d'indépendance.

Dès la proclamation de l'État d'Israël, Ben Gourion mit Begin en demeure de dissoudre sa milice dont les exactions le révoltaient.

Begin tente de résister et l'armée Israélienne sous les ordres d'Ygal Allon, futur ministre des affaires étrangères, tire sur les groupes de l'Irgoun. On relèvera plusieurs morts dans les rues de Tel Aviv. Begin s'incline et transforme sa milice en parti politique : le Hérouth, le parti au pouvoir en Israël aujourd'hui. Ce bref rappel historique permet de mesurer à quel point la négociation pouvait être compromise par l'accession au pouvoir des nationalistes.

Effectivement, durant plusieurs mois, tout s'enlise, Arabes et Israéliens ne sont d'accord ni sur les modalités ni sur les finalités de la conférence de Genève. La crise du Proche Orient une fois de plus est dans l'impasse.

LE VOYAGE DE LA PAIX ?...

C'est dans ce contexte qu'Anouar El Sadate lance son initiative stupéfiante à laquelle personne ne croit et derrière laquelle le chef d'État Major israélien croit discerner une nouvelle ruse des Arabes qui se prépareraient à attaquer.

Cette incrédulité qui accueille le geste de Sadate prouve bien que d'une certaine façon le monde Arabe devait faire la preuve de son désir de paix. En Israël personne ne croyait vraiment que l'Égypte était sincèrement disposée à négocier. L'homme de la rue aussi bien que le responsable politique se méfiaient de ce qu'ils appellent « le double langage des Arabes ».



Menahem Begin et Anouar el-Sadate pendant leur conférence de presse, le 21 novembre 1977

Or, de son désir de paix Sadate ne pouvait apporter témoignage plus éclatant que ce voyage à l'occasion duquel il reconnaît « de facto » l'existence d'Israël dont il passe les troupes en revue et dont il salue le drapeau.

Geste aussi risqué qu'audacieux puisque Sadate a tout donné sans avoir la moindre garantie de réciprocité.

Aujourd'hui toutes les hypothèses sont ouvertes. Ebranlé par la démarche Égyptienne les Israéliens peuvent jouer la carte de la normalisation, et reconsidérer leurs positions antérieures. Ils peuvent en revanche constater que seule la fermeté rapporte et se persuader que les Arabes finiront bien par prendre tous le chemin de Jérusalem comme on va à Canossa.

Les pays arabes peuvent si l'avenir donne raison à Sadate s'engager eux aussi sur le chemin de la diplomatie directe, mais si rien ne venait payer de retour la démarche égyptienne, la condamnation des capitales arabes ne serait plus seulement verbale. Elle pourrait bien se traduire dans les rues du Caire...

Deux problèmes encombraient le paysage politique du Proche Orient avant le voyage de Sadate.

1) Les territoires arabes occupés par Israël depuis 67 : le Sinaï, le Golan, la Cisjordanie. Israël doit-il les restituer totalement ou partiellement ?

2) La question palestinienne. Les Palestiniens doivent-ils et comment doivent-ils être représentés à la Conférence de Genève ? Les Palestiniens doivent-ils et où doivent-ils avoir un Etat au Proche Orient ?

Sur ces deux problèmes aucun rapprochement significatif n'a été enregistré, jusqu'à présent, entre les adversaires. Certes, il faut du temps, mais il est certain qu'avec le temps les effets psychologiques et politiques du voyage de Sadate se dissipent.

C'est la raison pour laquelle, soucieux avant tout d'éviter l'enlèvement, Anouar El Sadate a convoqué au Caire, pour la seconde semaine de décembre 77, une réunion préparatoire à la conférence de Genève. Les Pays arabes n'y viendront pas pour ne pas absoudre Sadate de son voyage à Jérusalem. Seuls Israël et les Américains viendront donc discuter avec les Égyptiens. C'est peut-être à ce moment là que l'on pourra savoir si le voyage du leader égyptien à Jérusalem fut le tournant que l'on espérait ou bien une sorte de rêve éveillé.

Le texte ci-dessus est celui d'une conférence prononcée le 7 décembre 1977 par Dominique Baudis au club « France-Forum » de Paris.

Au lendemain de cette conférence, Dominique Baudis a regagné le Proche-Orient. Il nous a communiqué les principaux commentaires qu'il a présentés à T.F.1 au cours de Décembre afin de nous permettre de compléter son analyse de la situation.

● 9 décembre 1977 : Cyrus Vance inaugure sa tournée au Proche-Orient par une visite au Caire.

Au cours de la première phase de son offensive de paix, Sadate avait précisé sa stratégie sur l'effet de surprise « court-circuitant » les réseaux diplomatiques traditionnels.

Aujourd'hui, dans la seconde phase, la diplomatie reprend ses droits et l'on voit les Américains, remis de leur surprise, reprendre le chemin du Proche-Orient dont le Caire sera la première étape.

Pour le Président égyptien la tournée de Cyrus Vance est extrêmement utile. Ne serait-ce que parce que le Secrétaire d'Etat américain peut jouer le rôle de messager, sinon d'avocat, de l'Égypte auprès des autres capitales de la région.

Les Américains peuvent en effet recommander aux Israéliens des concessions territoriales et aux Arabes la modération verbale.

● *Cyrus Vance ne réussit pas à convaincre la Syrie et la Jordanie qui ne se joindront pas à la Conférence du Caire.*

Le Président Sadate ne veut plus accepter le moindre délai pour la réunion de la Conférence du Caire. A la demande de Jimmy Carter, il avait bien voulu retarder la réunion de dix jours pour laisser le temps à la diplomatie américaine d'élargir le cercle des participants. L'invitation a donc été fixée au 14 et elle le restera.

A ceux qui lui font observer que la Conférence ne réunira qu'Égyptiens et Israéliens en présence des Américains, Sadate répond deux choses :

Premièrement : Washington a un rôle très utile à jouer

pour combler la brèche entre le Caire et Jérusalem.

Deuxièmement : la porte restera ouverte aux autres pays arabes et aux Palestiniens qui pourront toujours se joindre aux participants.

Le Secrétaire d'Etat américain a cependant tenu à dire qu'il regrette le refus soviétique d'assister à la conférence du Caire. Une façon comme une autre de convaincre Moscou que les Américains ne cherchent pas à évincer l'URSS d'un règlement négocié au Proche Orient.

● *Mardi 13 décembre 1977 : les délégations arrivent au Caire.*

C'est un lieu lourdement chargé d'histoire que les Egyptiens ont choisi pour réunir cette conférence du Caire. C'est en effet aux pieds des grandes pyramides de Guizeh aux portes de la capitale égyptienne, que se tiendra la conférence. Convoquée par le Président égyptien au lendemain de son voyage à Jérusalem, cette réunion a pour objet de préparer la conférence de Genève.

En l'état actuel des choses, ne se réuniront donc qu'Israéliens, Egyptiens et Américains sous les auspices de l'ONU et en présence d'un observateur dépêché par le Vatican. Limitée quant au nombre des participants, la conférence l'est également quant au niveau des négociations.

Dans un premier temps, chaque pays s'est fait représenter par des hommes qui certes jouissent de la confiance de leur gouvernement, mais n'occupent pas des fonctions ministérielles. C'est au niveau des experts que l'on va discuter et déminer le terrain.

● *Mercredi 14 décembre 1977 :*

Ouverture de la Conférence du Caire. L'Israélien, l'Egyptien, l'Américain, le représentant de l'ONU et l'observateur du Vatican ont pris place autour de la table de conférence de l'hôtel Mena House, aux pieds des Pyramides.

Les heures qui ont précédé l'ouverture des travaux ont été dominées par des querelles qui rappellent les discussions de l'Avenue Kléber lorsqu'il avait fallu déterminer la forme de la table de la Conférence sur le Vietnam. Cette fois c'est un problème de chaises et d'étiquettes qu'il a fallu résoudre. Les Egyptiens tenaient à ce que 5 sièges soient laissés vides pour bien marquer que Soviétiques, Libanais, Syriens, Jordaniens et Palestiniens pouvaient à tout instant se joindre aux travaux.

En revanche, les Israéliens ont catégoriquement refusé que des cartons figurent devant ces chaises. Le représentant du gouvernement de Jérusalem ne voulait pas s'asseoir à une table sur laquelle figurait un carton O.L.P. Cela signifie qu'aux yeux des Israéliens l'Organisation de la Libération de la Palestine n'est toujours pas un interlocuteur valable pour une conférence qui est

censée aborder les problèmes de la crise du Proche-Orient.

Après ce premier round d'observation, Egyptiens, Israéliens, Américains se sont exprimés tour à tour. Etrangement, leurs discours semblaient destinés à rassurer les absents, comme pour les convaincre que rien ne se fera contre eux.

Symboliquement, les Egyptiens avaient hissé devant l'Hôtel Mena-House 9 drapeaux faisant audacieusement voisiner les emblèmes israéliens et palestiniens ; utopie ou anticipation... Quoiqu'il en soit, en fin d'après-midi, les drapeaux avaient disparu...

● *14 décembre 1977 : Menahem Begin se rend aux Etats-Unis.*

Après l'exaltation qui a marqué l'ouverture des travaux de la Conférence du Caire, la réunion a pris ce matin son rythme de croisière. Séances informelles, sessions à huis clos, conversations dont rien ne filtre. La Conférence s'engage dans les méandres de la diplomatie. Ce matin tout paraît suspendu à ce qui va se passer à Washington : la prochaine rencontre Carter-Sadate. Les Etats-Unis font à nouveau figure d'arbitre entre Jérusalem et le Caire.

● *Samedi 17 décembre 1977 :*

Les Israéliens se rendent à la synagogue du Caire et sont acclamés par la foule des Egyptiens rassemblés dans la rue.

Cette première sortie de la délégation israélienne, son premier contact populaire avec l'Egypte ont donné à la foule du Caire l'occasion de manifester son désir de paix.

En cette fête de Sabbat alors que les prières des Juifs d'Egypte sont mêlées aux acclamations de la foule des Arabes massés devant les portes du Temple, l'angoisse séculaire de tout un peuple s'est un instant dissipée.

Dévotion des Juifs d'Egypte, émotion des Israéliens bouleversés par le contexte de la cérémonie, exaltation de la foule du Caire. Les plus sceptiques ont cédé à la tentation de l'espoir

● *Dimanche 18 décembre 1977 : Publication du plan de paix israélien.*

Aux yeux des Egyptiens qui depuis un mois attendaient une réponse israélienne au geste de paix du Président Sadate, le plan Begin a au moins le mérite d'exister. Mais comment ne pas être frappé par l'incommensurable distance qui sépare les principes énoncés par le Président Sadate des propositions formulées par le Premier Ministre Begin.

A cela les Israéliens répondent que leur plan est négociable et qu'il sera sans doute possible de se retrouver à mi-chemin des positions respectives.

C'est là que réside tout le malentendu. Pour les Egyptiens les territoires arabes occupés ne sont pas négociables. Sadate, disent-ils, n'est pas allé à Jérusalem seulement pour rappeler des principes et faire preuve de sa volonté de paix. En d'autres circonstances, la publication du plan israélien aurait refroidi l'atmosphère, mais la prochaine rencontre Begin-Sadate éclipse toutes les difficultés et entretient la dynamique de la paix.

● *Arrivée en Egypte du Ministre israélien de la Défense, Ezer Weizman.*

La présence en Egypte du Général Weizman est interprétée comme un signe encourageant. On est en droit de penser que les conversations ont porté sur les modalités pratiques du retrait israélien dans le Sinaï.

Les manchettes des journaux du Caire, parus ce matin sont cependant venues tempérer ce climat optimiste.

En effet, pour la première fois depuis le début de l'offensive de paix du Président Sadate, la presse égyptienne envisage ouvertement le risque d'un échec de la négociation. Anouar El Sadate a prononcé hier une phrase lourde de menace : « Si les propositions de M. Begin sont inacceptables, je le ferai savoir au monde entier ». Tous les éditoriaux des grands quotidiens emboîtent le pas et développent le même thème : « Ce que le gouvernement Israélien nous propose n'est pas acceptable ».

Dans l'atmosphère fébrile qui précède la prochaine rencontre Sadate-Begin, il est difficile de discerner quelle est la part de la pression et celle de la désillusion.

● *Samedi 24 décembre 1977 : L'Egypte attend fébrilement l'arrivée de Menahem Begin.*

Chaque sortie de la délégation israélienne hors des murs de la conférence donne lieu à de véritables réjouissances populaires. On rivalise de chaleur dans les réunions de bienvenue, on pavoise les rues, les villages, et les mêmes foules qui se pressaient pour ovationner les discours de Nasser se bousculent pour acclamer les négociateurs israéliens.

L'ardeur nationale a fait place à la ferveur pacifiste, mais les manifestations sont toujours aussi passionnées.

Pour les Israéliens, ces effusions sont toujours un sujet d'étonnement, tant ils ne soupçonnaient pas la profondeur du désir de paix qui depuis des années habitait le peuple égyptien fatigué de sa misère.

Quel utopiste aurait-il d'ailleurs pu rêver qu'un groupe d'Israéliens se promènerait dans les rues d'un village égyptien, entouré d'enfants qui apprennent la géographie dans des cartes sur lesquelles Israël ne figure pas ! De tels débordements d'enthousiasme finissent par inquiéter les responsables égyptiens. Ils craignent que les Israéliens puissent en conclure que l'Egypte est prête

à accepter n'importe quelle solution.

● *Dimanche 25 décembre 1977 :*

Anouar El Sadate et Menahem Begin se rencontrent à Ismaïlia.

Pour la première fois, un chef de Gouvernement israélien va poser le pied dans un pays arabe. L'ennemi d'hier est accueilli en voisin, presque en ami de demain.

35 jours exactement après le voyage de Sadate à Jérusalem, il faut encore dire aujourd'hui : « Pour la première fois ».

Tout ce dont nous sommes témoins depuis 5 semaines s'est accompli en fait pour la première fois et contre toute attente.

Cinq semaines au cours desquelles nous sentions, au fur et à mesure que le temps passait, que ces jours resteraient dans la mémoire des hommes. Cinq semaines lourdes d'histoire et riches de symbole. Comment ne pas relever que cette seconde rencontre a lieu un jour de Noël, qu'elle réunit deux hommes qui ont la charge du destin de deux peuples croyants qui depuis plus de trente ans s'affrontent sur une terre où se mêlent inextricablement les racismes du judaïsme, du christianisme et de l'islam.

Une terre d'une incomparable densité historique où chaque geste s'inscrit dans la perspective du temps : le voyage à Jérusalem, la conférence aux portes des Pyramides et aujourd'hui la rencontre d'Ismaïlia, sur les rives du Canal de Suez dont le nom seul évoquait depuis des années le conflit israélo-arabe.

C'est tout le contentieux de ces trente années de guerre que les hommes qui se réunissent aujourd'hui vont examiner.

De part et d'autre les positions ont été fixées. Anouar el Sadate a rappelé du haut de la tribune de la Knesset les exigences arabes ; quant à Menahem Begin, il a rendu public son plan de paix lors de son voyage aux Etats-Unis.

Malgré la bonne volonté des hommes qui se font face, malgré le lieu de la rencontre où l'écho des guerres récentes résonne aujourd'hui comme un pressant appel à la paix, malgré la date de la rencontre que les hommes de toute religion veulent considérer comme un heureux présage, malgré toutes ces raisons d'espérer, il ne faut pas se dissimuler que les obstacles sur le chemin de la paix sont immenses. Ils sont à la mesure des efforts considérables déployés depuis quelques semaines à Jérusalem, au Caire et aujourd'hui à Ismaïlia. La revendication arabe sur les territoires occupés, l'aspiration palestinienne à l'identité nationale, la détermination d'Israël à ne pas mettre en jeu sa sécurité... Tout cela est aujourd'hui au cœur de ces délicates négociations où se mêlent les inquiétudes et les espoirs de chacun.

DE LA PHOTOGRAPHIE A LA PHOTOLOGIE

par Yvan CHRIST

De vieilles photos jaunies. Naguère, moins que rien aux yeux des gens réputés sérieux, fusent-ils archéologues ou sociologues... Ces bagatelles étaient abandonnées aux petits enfants, qui n'en faisaient qu'une bouchée. Quelques rares collectionneurs, tenaces et avisés, dont on riait sous cape, n'avaient cure des esprits forts. Le long des quais de notre avant-guerre, voire de notre immédiate après-guerre, dans les boîtes des bouquinistes, dans les étals des brocanteurs, dans tous les marchés aux puces de France et de Navarre, au hasard d'un grenier ami, libéralement ouvert à leur convoitise, ils ramassaient, le cœur content, ce qu'ils savaient être d'insignes merveilles...

Leur victoire, aujourd'hui, est grande, leur honneur est sauf mais leur cœur est triste. Comme ce ne sont point de vilains richards mais de doux amateurs, il ne peuvent plus faire face à la brusque et formidable spéculation internationale, alimenter leurs collections — serrées en lieu sûr, dans des coffres lointains et bien gardés... Il ne reste à ces désolés Harpagnons que la satisfaction d'avoir été les pionniers d'une science nouvelle que j'ai doctement baptisée *photologie*. On ne rit plus d'eux : on les admire, on les envie, on les flatte, on les sollicite.

Voilà un fait d'importance dans l'ordre de la curiosité et, par conséquent, dans celui du négoce des œuvres d'art. On le pressentait depuis une quinzaine d'années. Une vente aux enchères de photographies anciennes ne s'était-elle pas tenue, dès 1961, à Genève, dont les prix, à l'étonnement général, avaient été extraordinairement élevés ? « *La « première » d'une archéologie nouvelle* » : écrivait alors un témoin, doublé d'un collectionneur (1). Établi par André et Marie-Thérèse Jammes, libraires parisiens, le savant catalogue de cette vente mémorable a tourné, lui aussi, à l'objet de collection (2). C'était une sorte de ballon d'essai. L'essai a réussi au delà de toutes les espérances (3).

*
* *

La civilisation de l'image qu'est la nôtre, est fille de la photographie. Au commencement était Niépce. Tout le reste à suivre. Sans cette fabuleuse invention qui coïncida avec le règne de Charles X, l'univers contemporain, de quelque façon qu'on le considère et qu'on l'interroge, dans tous les domaines de la connaissance, ne serait certainement pas ce qu'il est devenu en cette fin du vingtième siècle. L'heure est au bilan et à l'inventaire. Or qui dit inventaire et bilan sous-entend retour sur soi-même et réflexion portée sur un acquis.

Il y a près d'une quarantaine d'années que les *happy few* de la photographie réclament la création d'un musée national de la photographie. L'appel est, jusqu'à présent, resté vain. A la vérité, ce musée-là existe, mais d'une façon virtuelle — dispersé qu'il est, essentiellement à Paris, à travers les principales collections publiques au premier rang desquelles se place la Bibliothèque nationale. Son Cabinet des Estampes, n'a-t-il pas pris, en 1976, l'appellation légale et symbolique de département des Estampes et de la Photographie ? C'est là que sont conservés, inventoriés, analysés plus d'un million de documents photographiques, propriété de la première bibliothèque de France en vertu du dépôt légal, depuis 1851, ou à la suite d'acquisitions et de donations successives.



Le rêve du poète
(anonyme de la série « Rêves et visions »)

Trésor incomparable. Mais une bibliothèque n'est pas un musée. Son rôle est d'abord de *conserver*, non pas d'*exposer*, du moins en permanence, les pièces qu'elle détient et entretient. La Bibliothèque nationale, au cours d'excellentes, mais trop rares expositions temporaires, présente toutefois quelques-unes de ses séries historiques les plus révélatrices. En 1961, inaugurant une d'entre-elles consacrée à Daguerre, Julien Cain, alors administrateur général, le déclarait : c'est « *une étape importante dans la préparation d'un musée de la photographie, dont la nécessité n'est plus contestée* ». Après dix-sept

ans, il ne s'agit encore que d'un projet — pour ne pas dire une utopie...

Un espoir s'est pourtant fait jour en 1976. M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, créait la Fondation nationale de la photographie. C'est un établissement d'Etat. Il est chargé d'une « mission d'initiation à la photographie en liaison notamment avec les universités ». Il a pour tâche d'organiser « des rencontres et des colloques entre professionnels et des stages semi-professionnels ». Il est « habilité à recevoir les collections qui pourraient lui être léguées, à charge pour lui d'en assurer la conservation et la diffusion ». Il « préparera aussi des expositions de photographies anciennes et contemporaines, et des travaux qu'il aura commandés ou aidés. Il suscitera ou réalisera des publications » (4).

Le programme est séduisant, mais il offre seulement l'esquisse d'un musée national de la photographie. Aussi bien le siège de la fondation a-t-il été établi à Lyon, ses crédits — insuffisants — étant assurés à 30 % par la Ville et à 70 % par l'Etat. Voilà une volonté de décentralisation culturelle qui, en la circonstance, est contestable. C'est dans la capitale et non ailleurs, qu'un tel organisme national peut pleinement accomplir sa mission nationale. Née bourguignonne, n'est-ce pas à Paris et grâce à Paris que la photographie a pu prendre son essor ? Qu'on le veuille ou non, qu'on le déplore ou que l'on s'en félicite, la décentralisation est, en maints cas d'espèces, une vue de l'esprit...

Cela étant, la F.N.P. veut être, en quelque sorte, une centrale de la décentralisation. Et ses expositions, en principes élaborées à Lyon, sont destinées à circuler, à rayonner dans la France entière, sans oublier Paris. Quant aux acquisitions éventuelles, effectuées par la F.N.P. et aux collections qui pourraient lui être léguées, on prévoit de les grouper à Paris, au Centre Pompidou, où elles seront exposées au public. Qui plus est, une confiante collaboration est établie entre la Fondation et le département des Estampes et de la Photographie de la Bibliothèque nationale, la première étant tenue de transmettre au second un exemplaire de chacune des photographies qu'elle aura commandées. Ainsi seront respectées les prescriptions du dépôt légal.

Le fait est là et en dépit des réserves que l'on peut exprimer quant au choix du siècle de la F.N.P. et quant à la modicité des crédits qui lui ont été affectés, on doit se féliciter d'une telle création : pour la première fois, une ligne du budget général de la France concerne la photographie... C'est un événement.

*
* *

Si, en l'état actuel des esprits et des choses, un grand musée national de la photographie reste un mythe que, désormais sans conviction, s'efforcent de réchauffer les pauvres photologues dont je suis, il reste que c'est bien à Paris qu'un hommage officiel sera rendu à l'héritage spi-

rituel de Niépce. Hommage limité, eu égard à l'importance majeure — et légitime — qui sera, demain, accordée aux autres arts plastiques de la seconde moitié du XIX^e siècle dans le grand musée qui occupera la gare d'Orsay... Prendra fin toutefois, dans nos musées nationaux, un long déni de justice : la photographie n'est-elle pas une des composantes de l'évolution esthétique du siècle dernier, de Niépce à Atget en passant par Nadar, par tous ceux dont les noms ne sont connus que d'une poignée de photologues et qui devraient l'être de tous les historiens et de tous les amateurs d'art ? Car enfin, comment suivre et comprendre la marche de la peinture française et internationale du XIX^e siècle sans tenir compte de tous ceux des praticiens de l'objectif qui, généralement issus de la peinture, n'ont pas cessé d'influencer les peintres ou d'être influencés par eux — du réalisme à l'impressionnisme, à l'académisme ou au modern'style ? (5). A ce titre, le musée d'Orsay, où la photographie sera présentée comme une discipline artistique à part entière, jouera un rôle de révélateur. Puisse-t-il être réalisé avant longtemps !

Cependant que la capitale se refuse à fonder un établissement muséographique qui serait exclusivement consacré à la photographie, la province, pour sa part, accomplit une besogne valeureuse qu'il serait injuste de ne pas saluer. Ainsi, sur le plan privé, a été créé, à Bièvres, un Musée français de la photographie, dont les collections, qui comprennent surtout de nombreux appareils de toutes époques, mais aussi des épreuves de choix, s'enrichissent régulièrement grâce à des dons ou des legs. Des expositions périodiques s'y tiennent chaque année : depuis le 10 janvier, on peut y considérer



Un photographe professionnel vers 1855



*Louis-Philippe, daguerréotype
exécuté en Angleterre en 1850 (anonyme)*

l'œuvre d'Eugène Atget, présentée à partir des clichés que conservent les Archives photographiques des Monuments historiques. La Ville de Chalon-sur-Saône, patrie de l'inventeur, a, quant à elle, fondé une Maison de la photographie et un remarquable Musée Nicéphore-Niépce, installés au bord de la Saône, dans l'hôtel des Messageries royales. Son activité est grande : il organise régulièrement des manifestations et des conférences, ainsi que des expositions consacrées à des photographes anciens et contemporains, accompagnées de catalogues illustrés qui sont des modèles du genre. Aménagées avec beaucoup d'ingéniosité dans un vaste bâtiment de la fin du XVIII^e siècle, les collections chalonnaises, qui ont le privilège de posséder quelques-uns des plus rares témoignages des premiers travaux de Niépce, ne cessent également de s'enrichir : en 1974, la fabrique mâconnaise de cartes postales fondée par Jean Combiér en 1922, a donné ses imposantes archives photographiques au Musée Nicéphore-Niépce, qui procède actuellement à leur inventaire et à leur classement (6).

A Arles, à Toulouse, à Marseille, d'autres initiatives mériteraient d'être saluées mieux qu'en une phrase. Bref, la province française donne d'excellentes leçons à Paris — qui, trop riche dans le domaine de la photographie, ne parvient pas à dégager une solution qui lui permettrait de créer, sinon un musée unique (du moins dans

l'immédiat), mais un important organisme d'Etat qui deviendrait le centre de coordination de tous les fonds photographiques, tant publics que privés, dispersés dans la capitale, voire dans le reste de la France. Pour ne s'en tenir qu'à Paris, ces fonds ne sont-ils pas répartis entre la Bibliothèque nationale, les Archives photographiques des Monuments historiques, la Bibliothèque de l'Arsenal, le Conservatoire National des Arts et métiers, le musée Carnavalet, la Bibliothèque historique de la Ville, le musée des Arts décoratifs — sans oublier la doyenne des collections privées que constitue la Société française de photographie ?

A cet organisme central incomberait, en outre, le soin de procéder à un inventaire exhaustif, sur le plan régional, départemental et local, du plus méconnu, du plus négligé des patrimoines. Les pièces du trésor photographique de la France, un trésor à peu près inexploré, ne dorment-elles pas dans les bibliothèques municipales ou universitaires, dans les musées, dans les dépôts d'archives, dans les préfectures, dans les mairies les plus humbles ? L'enquête serait à étendre aux innombrables sociétés savantes, voire aux collections privées, constituées par les amateurs d'images. Les pièces exceptionnelles découvertes au cours de telles enquêtes, pourraient faire l'objet d'expositions temporaires — ainsi qu'il en va pour les travaux de l'Inventaire général des richesses d'art de la France.

Cet avant-programme — esquissé par l'auteur de ces lignes, il y a une vingtaine d'années (7) — sera-t-il, un jour, appliqué et développé ? En l'occurrence, la Fondation nationale de la photographie, si l'on consentait à lui en donner les puissants moyens matériels, serait toute désignée pour le reprendre, et largement, à son compte.

*
* *

La photographie — est-il besoin d'y insister ? — fait intrinsèquement partie de notre vie de chaque jour. Et rien ne semble devoir encore menacer son principat. Alors que le négoce international des œuvres d'art annexe les plus antiques productions de l'art photographique, et que se fait jour, une spéculation financière sans précédent, il appartient d'urgence aux pouvoirs publics de suivre ou de canaliser un mouvement d'une telle ampleur.

Dans un passé récent, le Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale n'a pas laissé d'acquérir, non seulement des pièces isolées ou des séries de grande qualité, appartenant à tous les styles et à toutes les époques, mais aussi des collections célèbres comme celle d'Albert Gilles — du moins en partie — et surtout, comme celle de Georges Sirot, qui vient de disparaître. Ce dernier collectionneur, à l'issue de sa première vente, avait formé une seconde récolte : avec soulagement, on a récemment appris qu'elle ne quittera pas la France, à l'exemple de tant d'autres... Entre les deux guerres, la riche collection Cromer n'a-t-elle pas émigré outre-Atlantique,

en même temps que les clichés de l'atelier d'Eugène Atget, le plus inspiré de tous les photographes du début du siècle ? Il va sans dire que ce sont les difficultés financières qui limitent les efforts de l'État en matière d'acquisitions d'une telle espèce — la photographie ancienne rivalisant avec les œuvres d'art les plus précieuses et les plus convoitées...

Cela dit, d'autres organismes publics s'appliquent à parfaire ou à développer leurs collections. Ainsi en va-t-il du service des Archives photographiques, qui dépend du ministère de la Culture et de l'Environnement. Créé en 1851, alors que la photographie sur papier prenait son premier essor, il forme une collection considérable qui concerne essentiellement les Monuments historiques (8). Depuis 1974, cette collection s'est enrichie de façon très notable, grâce à une politique nouvelle d'acquisitions, qui a porté sur des séries de haute époque. Voilà des documents qui sont en cours d'inventaire et dont la double portée archéologique et photologique est d'un très grand prix (9).

*
* *



Daumier vers 1855 par Nadar

Parallèlement à l'activité des pouvoirs publics, il est désormais une activité privée qui accorde une place de plus en plus grande à la photographie, singulièrement à la photographie primitive. Plusieurs galeries d'art parisiennes (la galerie Octant, la galerie Zabriskie, la galerie La Remise du Parc) se sont récemment adonnées à cette discipline — où la spéculation le dispute à la culture... A l'exemple de l'étranger — les États-Unis sont, depuis longtemps, passés maîtres en ce domaine — les éditeurs français lancent des collections encyclopédiques où la

photographie ancienne est considérée en tant que telle ou à titre de témoin de son temps. C'est le cas de la série « Spécial photo », créée par *Le Nouvel Observateur*, de la collection « Trésor de la photographie », due à l'éditeur André Barret, de la collection « L'Univers de la photographie », publiée aux éditions Berger-Levrault, etc. Des périodiques spécialisés comme *Photo-Revue* — le doyen de tous — donnent à l'histoire de la photographie une place comparable à celle qu'occupe la technique. Une luxueuse revue trimestrielle : *Prestige de la photographie*, qui paraît depuis le milieu de l'an dernier, se fixe pour mission de fonder une « archéologie » établie à partir de la découverte de Niépce — sur laquelle avec application, se penchent les esthètes et les sociologues de toutes tendances. Et, en vue d'allier la technique à la bibliophilie, des éditeurs n'hésitent pas à offrir aux chercheurs et aux curieux la réimpression, en fac-similé, d'ouvrages rares, plus que centenaires, qui traitent des premiers procédés photographiques (10).

Avec retard, la France, mère de la photographie, commence enfin à considérer avec sérieux une des inventions maîtresses du dix-neuvième siècle, celle qui est indissociable du cinématographe et de la télévision, celle dont les applications quotidiennes sont intimement mêlées à toutes les branches de l'activité du monde contemporain. Que serait le vingtième siècle sans la photographie, son ancêtre capital ? A la civilisation de l'image de ne pas se montrer ingrate envers ce géniteur.

Yvan CHRIST

(1) Michel-François Braive, *La photo ancienne et le premier cinéma*, in *Gazette de Lausanne*, 1-2 juillet 1961.

(2) *La photographie des origines au début du XX^e siècle*, Nicolas Rauch, Genève, 1961.

(3) « 460.000 F tel était le prix record atteint en 1974 chez Sotheby pour un album de photos de Julia Margaret Cameron. Le même jour deux tirages de Lewis Carrol étaient adjugés 8.000 et 10.000 F. Depuis les prix n'ont pas cessé de monter. (...) Un tirage d'époque, même réalisé par un photographe inconnu, peut atteindre la somme de 5.000 F ». Cf. Michel Nuridsany, *La photo sur le marché de l'art*, in *le Figaro*, 24-25 décembre 1977.

(4) Cf. *Un centre national pour la photographie*, entretien de M. Michel Guy avec Yves Bourde, in *le Monde*, 10 juillet 1975.

(5) Cf. Jean Adhémar, *Un siècle de vision nouvelle*, catalogue d'une exposition à la Bibliothèque nationale, Paris, 1955.

(6) Cf. Paul Jay, *la Collection Combier. Aperçu sur la fabrication de la carte postale. Ses rapports avec la photographie*.

(7) Cf. Yvan Christ, *Nécessité d'un Office Central de la photographie*, in *La Nature*, n° 3241, mai 1955.

(8) Cf. Jeanne Vinsot, *Archives photographiques des Monuments historiques* in *Les Monuments historiques de la France*, n° 3, 1973.

(9) Cf. Philippe Néagu, *Acquisitions récentes des Archives photographiques*, *ibidem*, n° 4, 1977.

(10) A citer le libraire-éditeur parisien Léonce Laget, qui vient de publier deux des *Manuels-Roret* : *Le Nouveau manuel complet de la photographie sur métal, sur papier et sur verre*, par E. de Valicourt (1862) et *le Nouveau manuel de galvanoplastie*, par Smée, suivi d'un *Traité de daguerréotypie*, par E. de Valicourt (1845).

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Il y a vingt ans mourait Jean Reverzy — Les prix littéraires : Camille Bourniquel, Didier Decoin, Régis Debray, Jean-Marie Ronart, Alphonse Boudard — Jean Dutourd, ou On ne badine pas avec la France.

Jean Reverzy, dont on vient de publier les *Œuvres* (1), est mort en 1959. Alors, le Nouveau Roman avait proclamé la fin de l'Homme et le *chosisme*, comme disait Francis Ponge, supplantait l'humanisme. Chez Nathalie Sarraute, l'Homme, ce moribond, était enkysté dans la matière et il se dissolvait lentement dans une petite poche de sérosité ; il n'était plus qu'un tressaillement protoplasmique. Chez Robbe-Grillet, il avait été *gommé* ; il n'y avait à sa place qu'une nature vierge et stérile qu'un technocrate cartésien essayait d'organiser selon un plan démiurgique. Chez Samuel Beckett, l'Homme renonçait de lui-même à *être* ; il rentrait dans son trou, la fosse commune ou le ventre maternel. Ainsi, que restait-il de lui dans le Nouveau Roman ? Un regard, un cri, un geste, mais le regard était vitreux, le cri étouffé, leur geste à la limite de la paralysie. On assistait à une agonie. Jean Reverzy, écrivain et médecin, a rendu compte dans son œuvre de cette agonie.

Il l'a lui-même assumée. On se rappelle ses premiers romans, *Le passage* et *Place des Angoisses*, cette fatigue de vivre, cette énorme lassitude d'un homme qui ne s'exprime plus que par des gestes épuisés et chez lequel la démarche tantôt ralentie, tantôt accélérée, toujours désarticulée, attestait de l'absence d'un organe régulateur. Le roman, tel celui de M. Cayrol, était en ce temps-là le roman d'un homme en marche. Après *Place des Angoisses*, *le Corridor* fut le roman d'un homme qui ne savait plus marcher. Coincé dans un couloir étroit et sombre, le héros du *Corridor* essayait d'avancer vers une fenêtre, il se heurtait aux murs, il lançait ses bras et ses jambes dans toutes les directions, il mesurait l'espace avec effroi. Tout était obstacle à son existence. On pouvait croire qu'il était ivre. Il était, il l'a dit, « assommé ». L'homme, dans l'œuvre de cet écrivain lyonnais, c'était Guignol mimant la Condition Humaine. Dans un monde où le mal était d'*être*, il mourait de vivre.

Ce personnage vacillant, désaccordé, exténué, c'était Jean Reverzy lui-même. Médecin des pauvres dans la banlieue de Lyon, il errait, à travers le brouillard, à la recherche d'ombres en perdition. Autour de lui, des mains tentaient de se joindre, des visages se désagrégeaient et se dissolvaient. Il allait sans cesse « levé de bonne heure, courant les hôpitaux, escaladant les escaliers ». On avait salué ses premiers romans avec enthousiasme. On croyait que Jean Reverzy était un écrivain en train de naître ; c'était un homme en train de mourir. Le jour où il avait su qu'il était malade, il s'était mis à écrire. La littérature ne fut pour lui que le moyen de s'anéantir plus rapidement.

« Toute pensée écrite est une pensée morte », a dit Jules Renard. Reverzy disait de son côté : « La réussite d'une phrase abolit la pensée. Il en est de même de l'œuvre entière dont le dernier mot marque le terme d'une dissolution ». Il rêvait d'écrire un roman dont le héros serait « un être immobile, seul dans une pièce noire, ne pensant pas, ne souffrant pas ». Enfin, le repos ! Pour écrire *Le Corridor*, Reverzy s'était enfermé dans ce qu'il appelait son *tombeau*. Séparé du monde, il tentait, par l'économie forcée de toute manifestation de vie, de se réduire à l'essentiel. Il s'allégeait du détail. Il se stylisait. Il s'imaginait et se décrivait en « gisant ». Jean Reverzy ordonnait sa mort.

Il avait ressenti la première atteinte de son mal sur le navire qui l'emportait vers l'Océanie : un coup brusque sur la nuque. Il a analysé ce symptôme en clinicien : « Un malaise singulier intermédiaire entre le vertige et l'angoisse. L'air commençait à me manquer, tandis que s'aggravait le sentiment de mon équilibre précaire, soif d'air, sensation d'inertie dans mes membres et d'embaras dans mes viscères, incertitude des distances, inconsistency des formes ». Le mal dont a souffert Reverzy, il l'a nommé *le mal universel* : c'est le mal même d'*être*, une maladie de la pensée.

Dans cette perspective où l'homme a peine né commence de se décomposer, où toute vie est une perte continue d'existence, la mort n'apparaît que comme l'achèvement d'un processus de dissolution. Reverzy ne fit, en utilisant l'écriture comme démultiplicateur de la vie, que hâter ce processus. Mais il pensait que la vie n'est qu'apparence, illusion, mise en scène dérisoire ; il pensait que la *vraie vie*, c'était la mort. La maladie n'était pour lui que le moyen d'une assomption. Jean Reverzy, comme l'ataxique du *Corridor*, se dirigeait vers la fenêtre au fond du couloir ; c'était la lumière, c'était le salut. Il pensait aussi que le salut, c'était le néant.

Aujourd'hui, lisant ou relisant ses *Œuvres*, nous pouvons méditer sur un destin qui ne s'est pas consumé inutilement, mais qui s'est donné en exemple. Jean Reverzy, dira-t-on, s'est tué à la tâche. Il s'est tué par la tâche. Il s'est exécuté par la littérature. Il a écrit qu'il ne travaillait qu'à mourir. C'est le modèle d'une mort volontaire et parfaite.

*
* *

Le Grand Prix du roman de l'Académie Française a été attribué à M. Camille Bourniquel, pour *Tempo* (2). On a dû se rappeler que M. Bourniquel était l'auteur du *Lac*. Dans ce roman, l'un des meilleurs de ces dix dernières années, M. Bourniquel avait entrepris de faire parler un lac et de lui arracher ses secrets. Le Lac de Lamartine, interpellé par le poète, était resté muet. La nature romantique est indifférente et oublieuse. Le Lac de Lamartine n'avait pas de mémoire. De celui de M. Bourniquel au contraire, étaient montés, en une quantité de bulles légères à la surface de l'eau, de profonds souvenirs. On s'est enchanté de voir danser à travers les reflets et les ondes d'un monde évanescant, dans la lumière même d'un Mortefontaine peint par Corot, tant d'ombres oubliées : Max Dearly, Julia Bartet, Georges Carpentier... Mais la mémoire du lac était celle de M. Bourniquel, et ce nouveau Lancelot n'avait fait que prêter aux eaux magiques ses propres réponses. Des profondeurs du lac, il avait ramené dans son propre filet sa propre figure. *Tempo* est une entreprise du même genre. Il s'est agi pour M. Bourniquel de dégager une fois de plus d'un certain univers, là un lac, ici un grand hôtel cosmopolite, un moi enfoui, un moi perdu.

Or, pourquoi dans *Tempo* ne s'intéresse-t-on pas au personnage dont M. Bourniquel essaie, avec des morceaux de temps recollés, de recomposer la figure ? Elle peut rester une énigme. On n'exige d'elle aucune révélation. Aram Mansour, enfant trouvé dans une corbeille d'osier comme Moïse, champion du monde d'échecs, héritier par adoption d'une chaîne de palaces internationaux, est un de ces fantoches milliardaires qui peuplent les romans de Paul Morand. On n'imagine pas qu'ils puissent avoir des problèmes et ces problèmes en tout cas ne sont pas les nôtres.

Il y a cependant dans *Tempo* des pages très attachantes et ce sont celles où M. Bourniquel décrit l'univers d'un grand hôtel. C'est, dit-il « une réalité en marge de toute réalité ». C'est un empire ; il a ses lois, sa monnaie, ses salles de jeux, ses itinéraires de circulation, tous les organes indispensables à une vie autonome. Mais cet univers n'est qu'un décor et dans ce décor, M. Bourniquel est bien obligé de constater que « plus rien ne se joue ». Il en décrit merveilleusement le luxe baroque et vain. Il n'a pu y faire vivre ou revivre le mannequin qui a nom Aram Mansour et qui n'est même pas un prince des mille et une nuits.

Le *Lac* était un prodigieux réservoir de vie. Le grand hôtel de *Tempo* n'est, au regard de ce lac, qu'un aquarium vide.

*
* *

John l'Enfer (3) est un roman d'amour et de haine. C'est le roman d'amour d'un laveur de vitres et de gratte-ciels indien avec New-York ; « Vue de là-haut, dit John l'Enfer, cette ville a pas mal de gueule. Enfin, je l'aime moi, quand le soir tombe et qu'on voit des choses et des gens et même des bateaux qui se reflètent sur les vitres. Naturellement pour ça il faut que les vitres soient propres. Et c'est le roman de la haine, non pas tant de la métropole gigantesque que de tout ce qu'elle symbolise et qui l'a détruit insidieusement. Ce que Balzac nommait les *tarats* est ici un grouillement de minuscules et implacables démons sortis des forges de la civilisation industrielle. Les vitres des gratte-ciels ne seront plus jamais propres. Trop de déchets s'y accumulent. Les silhouettes des grands paquebots en partance pour un autre monde s'y reflètent encore, mais les vitres que John l'Enfer s'épuise à nettoyer ne sont plus les miroirs où la ville, jadis, admirait son innocence. « New-York est invincible » proclame l'un des personnages de *John l'Enfer*. Le laveur de carreaux indien est sans doute bien incapable de la détruire. Mais il est le témoin, il est l'oracle de sa destruction. Du haut des gratte-ciels aussi bien que du fond des égouts, l'indien cheyenne annonce la fin des temps... M. Didier Decoin a écrit dans *John l'Enfer* un prélude à l'Apocalypse. C'est une musique qu'on nous fait souvent entendre dans la littérature de notre époque, branchée sur les hautes sphères, mais rarement avec cette intensité.

Plusieurs personnages exemplaires dont une jeune fille aveugle errent dans le dédale des rues et des souterrains de la grande ville à travers la nuit vers une aube éteinte. Cette déambulation frénétique, mais sans but, évoque celle que décrit M. Roger Bésus dans une des œuvres romanesques les plus intéressantes de ce temps (4). Ce sont les mêmes hommes et les mêmes femmes hagards, les mêmes obscurs missionnaires, qui marchent interminablement ici dans New-York, là dans Paris, pour ne se heurter qu'à des murs. Il n'y a pour M. Bésus comme pour M. Decoin qu'une issue, mais elle ne débouche pas sur ce monde qui est condamné. John

l'Enfer est le voyeur aussi bien que le comptable du désastre où s'engloutit New-York. Attentif, en indien qui a gardé le contact avec les puissances invisibles, aux plus infimes manifestations de la nature, il en recueille les signes. Il est le seul à pouvoir les interpréter. Quand tous les chiens de la ville auront fait retraite vers les monts Alleghany, il sentira que les temps sont proches. Mais en attendant l'Apocalypse, que d'épreuves, que d'affrontements à subir ! Le plus impressionnant est sans doute le combat de John l'Enfer avec le python sorti d'une faille des murs poreux d'un gratte-ciel à cent mètres au-dessus du sol sur une étroite corniche. Dans New-York fasciné par le spectacle de sa destruction, les grèves, les embouteillages, les incendies se multiplient. Et les sectes prolifèrent avec leur programme de salut. Le problème de New-York n'est pas politique, dit M. Decoin. Il n'est pas davantage moral. Il n'y a pas de solution humaine à ce problème.

M. Decoin, avec l'acuité du visionnaire et le souffle du poète, décrit une agonie de Titan. Mais ce sont des symptômes à peine perceptibles qu'il analyse. Pour lui, un tressaillement d'entrailles, un frisson épidermique ont la même valeur d'annonciation qu'un séisme. New-York est une ville maudite et l'on ne peut s'empêcher de penser à d'autres villes maudites qui sont mortes, celles des *Cinq cent millions de la Begum* et de *L'étonnante aventure de la mission Barsac* ou celle de *L'Emploi du Temps* de M. Michel Butor, vivant, elle, de sa mort, se nourrissant de son cancer, la purulente Bleston. On ne peut s'empêcher non plus d'évoquer la réaction du jeune Julien Green découvrant à vingt ans, dans une aube de suie, le monstre de bronze de la statue de la Liberté, pour lui le symbole hideux du triomphe du Nord sur le Sud. M. Decoin se serait-il fait le héraut de la revanche du Sud ? *John l'Enfer* est-il le second épisode de la Guerre de Secession ? C'est possible. Mais la revanche de *John l'Enfer*, c'est la revanche de la Nature et elle ne peut être acquise qu'au prix du sacrifice sanglant de l'humanité. Il y aura certes des rescapés. L'indien cheyenne dont la Bête de l'Apocalypse vient tendrement lécher les mains à la dernière ligne du livre en sera un. Berçons-nous de cet espoir.

John l'Enfer a obtenu le Prix Goncourt. Il faut s'en féliciter. C'est un beau roman tout résonnant de grondements et tout traversé d'éclairs que celui des Derniers jours de New-York. Il étonnera et il ébranlera. Les Derniers jours de Pompéi ne sont plus que le prétexte de reconstitutions historiques en carton pâte. La tragédie, dont M. Decoin nous donne d'être les témoins, est au contraire burinée dans de la chair vivante.

*
* *

John l'Enfer est un beau roman, mais *La neige brûle* (5) est un joli roman. Il y a une nuance. Les dames du jury Femina-Vie heureuse ont un faible pour les jolis romans et c'est pourquoi ne s'y trompant, elles ont décerné leur prix à M. Regis Debray. Le lecteur de *John*

l'Enfer doit recevoir une sorte de choc. On n'éprouvera en lisant *la Neige brûle* qu'un chatouillement, mais combien agréable. C'est un roman qui charme les sens et émoustille l'esprit.

M. Regis Debray nous fait assister dans un pays d'Amérique latine, aux grandes manœuvres de la Révolution. Il y a dans son héros, Boris, un soldat qui s'est mobilisé au service d'une cause et un dandy qui ne se démobilise peut-être pas complètement, mais qui se met en permission de détente. Comme Montherlant ou Drieu, au front, il en prend et il en laisse. Il éprouve à un certain moment la nostalgie de son pays. Il se rappelle qu'il a quelque part une patrie. Il veut retrouver la France, mais une France profonde qui a le goût des souvenirs d'enfance. M. Debray demande à ce propos qu'on excuse le tremolo de son violoncelle. Il nous jouerait plutôt un air de flûte un peu acide. « Que vas-tu faire à Paris ? » demandent à Boris ses camarades de combat. M. Debray sait qu'il va signer des pétitions, écrire des articles dans *le Monde*, publier des livres... Il va devenir « un intellectuel de gauche ». M. Debray nous dit que « les débats d'idées l'ennuient » et c'est pourquoi, sans doute, il n'a pas écrit sur la révolution en Amérique Latine un livre comme ceux qu'André Malraux a écrit sur la révolution en Espagne ou en Chine. M. Debray qui n'a aucune inclination pour l'emphase se moque aimablement des intellectuels de gauche. Très vite, d'ailleurs, Boris éprouvera le dégoût du petit clapotis de Saint-Germain des prés où il barbotte. Ce dandy ne ressemble pas à Roger Vailland. Il ressemble à Paul Morand. Il ne se sent à l'aise que sur la Rive droite. Il y a dans *la Neige brûle* une trentaine de pages très brillantes où ce guerrillero en congé de révolution, cet intellectuel transfuge de la Rive gauche découvre le Paris factice et cajoleur des beaux quartiers.

Mais *la Neige brûle* aurait pu s'appeler *Rappel à l'ordre* et le *Rappel à l'ordre*, dans ce livre, c'est celui que lance du fond de la Babylone où Boris croit l'avoir entraînée et quelque peu pervertie, la révolutionnaire intransigeante, la petite princesse allemande devenue terroriste internationale, la dure et pure Imallia. Boris entendra l'appel d'Imallia, puisqu'il rengagera pour une opération sous ses ordres. On s'est demandé souvent ce que Malraux aurait tiré du sujet de *La Neige brûle*. Mais Imallia, comme Boris, ne sort que d'un roman de Paul Morand. M. Debray brosse un portrait très séduisant de cette hussarde de la Révolution qui s'est longtemps obstinée à faire la part en elle de la militante et de la femme, échangeant à sept heures du soir après le boulot son battle-dress contre les accessoires de la vie mondaine, jusqu'au jour où devenue épouse et mère, elle s'est aperçue — ô miracle de l'Incarnation ! — qu'elle devait assumer tout ensemble la Révolution, l'amour et la maternité. Faire son ménage du même mouvement et du même cœur qu'elle conduit la guerre subversive, est-ce chez cette descendante de princes germaniques une réaction de petite bourgeoise ? N'est-ce pas plutôt le désir de mettre de l'ordre et de faire de l'unité en elle-même ? Imallia, lorsque son compagnon a été tué et qu'elle a perdu son

enfant, Imallia, seule, livrée à elle-même, privée de son cadre de vie et de ses balises, a peur de devenir une «aventurière». Elle réclame une règle. Imallia est le contraire d'une anarchiste et d'une nihiliste.

Joli roman parce qu'il est écrit avec élégance et par ce qu'il est tout saupoudré de piments excitants pour l'esprit, *La Neige brûle* ouvre des vues intéressantes sur une démarche révolutionnaire à la recherche de points d'ancrage.

*
* *

M. Jean-Marie Rouart a obtenu le Prix Interallié avec *Les Feux du Pouvoir* (6) Ce roman devait plaire à un jury de journalistes, gens légers qui lisent vite et se laissent prendre à tout ce qui brille. *Les Feux du pouvoir* sont un livre assez éclatant avec des scintillements brusques, alertement conté. On y est entraîné dans un milieu très parisien de politiciens, de faiseurs, d'arrivistes, de femmes du monde à l'affût, de pseudo-intellectuels du genre de ceux que vomit Régis Debray et qui lui font préférer la Rive droite à la Rive gauche. Ce milieu est bien connu et apprécié des journalistes qui y vivent, en vivent et s'en moquent parfois avec esprit.

Le héros de Jean-Marie Rouart est un jeune homme sorti d'une maison de rééducation et qui se lance comme Julien Sorel à la conquête de la société. Il a un plan dont le premier article — on s'en doutait — est de séduire une femme du monde. Il entre dans son lit sans coup férir, sous le regard d'ailleurs complice de l'amant, homme déjà arrivé et qui deviendra ministre. Il en sort assez vite pour n'avoir pas eu le temps de s'y alanguir. Ce garçon a plus de tête que de tempérament. Il s'attache à l'amant. Il amorce une carrière dans son sillage. Mais quand Dorsac est évincé du gouvernement à la suite d'un scandale comme il y en a tant dans le *Roman de l'Energie nationale* de Barrès, Luc le trahit sans vergogne et il écrit sur lui dans un petit journal un article ignoble. On n'en découvre pas moins que cet ingrat a du cœur. Il avoue soudain des tourments que nous n'avions jamais soupçonnés. Enfin, le mois de mai 68 arrive. Luc crache sur la société industrielle et bourgeoise où il avait rêvé de se faire une place, il choisit l'exil dans une île dorée et il s'enfonce dans la drogue.

Nous sommes allés dans ce roman d'apprentissage et de formation qui paraissait sans surprises, d'étonnements en étonnements. Tout d'abord, ce garçon qui n'a même pas une capacité en droit a damé le pion a tous les enarques, il est devenu attaché ou peut-être même chef de cabinet, il s'est rendu tout à fait indispensable à la carrière politique de Dorsac. Mais alors que nous l'avions pris pour un jeune loup aux dents longues, il s'est révélé à la fin du roman un garçon «humilié et fragile». Le pauvre chou ! Il a eu, un soir un peu tendre, une intrigue avec une petite amie venue de Pantin ou de Ménilmontant qui a fait une carrière fulgurante dans la galanterie huppée et qui se fera pincer bêtement par son mari,

un polytechnicien triste et d'ascendance alsacienne, dans une garçonnière d'artiste. Les deux enfants se sont brûlés aux feux du pouvoir. Ils mêlent leurs lamentations dans un duo touchant. « Nous n'étions pas faits pour cette vie. Nous aurions dû rester au Quartier latin, tu te souviens comme nous étions heureux, alors tout était simple ». Le roman dur et féroce à la manière de Stendhal s'achève en une bergerie bélante où les brebis ont jeté leurs défroques de loups. Luc et Marie, c'est Paul et Virginie. Pendant ce temps, on a découvert que Dorsac — ces noms en *ac* rendent depuis Bastignac un son inquiétant — n'était qu'un idéaliste généreux, beaucoup plus soucieux d'améliorer la société que d'avancer son destin. On barbotte en pleine morale. Il n'y a pas jusqu'à deux affairistes véreux, Da Conga et Faure-Sigoignet, qui ne s'interrogent pour finir sur le sens de la vie, comme des personnages de Camus.

Le premier roman de M. Jean Marie Rouart avait été une assez délicieuse *Fuite en Pologne*. Celui-ci qui a commencé par s'élancer fougueusement dans une entreprise de conquête du pouvoir a opéré en cours de route un étonnant retournement et il s'achève aussi sur un air de fugue, mais qui, dans une mélodie où on ne l'attendait pas, détonne.

*
* *

Le jury du Prix Renaudot a raté l'année dernière *Derniers étés* de M. Willy de Spens. Il s'est fièrement rattrapé cette année avec *Les Combattants du petit bonheur* (7) de M. Alphonse Boudard. *Derniers étés* (8) c'est la débandade de l'an 40 vue par un hussard aristo, *Les combattants du petit bonheur*, c'est la libération de Paris vue par un titi, on dirait aujourd'hui un loulou, du XIII^e arrondissement. L'aristo et le loulou ont en commun le même goût de la vie, le même mépris des hommes, presque le même langage. Ils ont les mêmes maîtres, Marcel Aymé et Céline.

Daniel Halévy a écrit jadis un charmant livre de souvenirs intitulé *Pays parisiens*. Ceux qui ont aimé dans *les Allumettes suédoises* de M. Robert Sabatier (9) la chronique montmartroise de la rue Labat au temps du Front Populaire, aimeront dans *Les Combattants du petit bonheur*, la chronique du quartier des Gobelins pendant l'occupation. Le XIII^e arrondissement est aujourd'hui dévasté. Les ruelles tortueuses et pavées, les impasses éclairées par un bec de gaz, les maisonnettes lépreuses avec, au rez de chaussée, leurs petits commerces de bois et charbon ou d'épicerie-mercerie, ont été rasées pour faire place à des grattes-ciel. Disparus, les personnages pittoresques. Anéanti, tout un pays parisien. Il revit dans *les Combattants du petit bonheur*.

Pourtant, M. Boudard, à seize ans, dans un Paris occupé et affamé, n'aspirait qu'à s'en échapper. Il cite cette phrase d'un discours du Maréchal : « La jeunesse française a besoin de prendre sa force au grand air dans

une fraternité salubre pour se préparer au combat de la vie. Nous y veillerons ». Les maquis sont-ils sortis de cette phrase ? M. Boudard, un peu ironique, n'est pas loin de le penser. Mais, pour lui, le futur truand, le maquis, ce fut d'abord l'occasion de la « cavale ». Ajoutons qu'il n'avait pas entendu l'appel du 18 juin, mais qu'il lisait assidument *Robinson* et *Les Pieds Nickelés*. De là sans doute le malentendu entre la Résistance et M. Boudard. Il se contente dans *Les Combattants du petit bonheur* de nous raconter avec modestie et presque en s'excusant ce qu'il appelle ses « frasques patriotiques ».

Mais cet enfant du XIII^e arrondissement n'était pas fait pour chouanner au coin des bois. Ce qui l'intéresse, c'est la libération de son pays parisien, de son quartier, de sa rue. Transfuge du maquis solognot où il avait failli être massacré par les Allemands à la lueur d'un feu de camp, sur l'air de *Vlà le bon vent, le joli vent*, il revint tout joyeux vers les Gobelins. Ce ne fut que pour être affecté à une barricade de la place Saint André des Arts. Il était dit que M. Boudard ne libérerait pas son coin de rue. « Chaque quartier de Paris, écrit-il, a fait sa petite guerre ». La petite guerre de la place Saint André des Arts est, dans le décor familial d'un quartier populaire avec ses cafés, ses colloques autour du zinc, les queues de ménagères, un épisode insolite de la grande guerre mondiale. C'est l'atmosphère d'un bal de Quatorze Juillet, sans les lampions, mais avec les pétards. Des notes cocasses : un héros des barricades ramené par sa femme au logis, à coups de balai. Quelques notes tragiques aussi : un vieillard précipité par la populace justicière de sa mansarde sous les chenilles d'un tank ; on l'avait pris pour un milicien, c'était un innocent militant retraité de la SFIO.

M. Boudard, après tant de politiciens officiels, tire la leçon de ces journées. C'est une leçon d'humilité. Lorsque les libérateurs américains arrivèrent sur la place de l'Hôtel de Ville avec leurs cigarettes et leurs boîtes de corned-beef, le peuple de Paris se rua vers eux, oubliant en un instant les combattants artisanaux du petit bonheur. L'Histoire soufflait tout d'un coup ailleurs. M. Boudard a fait contre mauvaise fortune bon cœur. Il a réussi à tirer d'une saison triste un livre gai. « Le rire est réactionnaire », dit-il. M. Boudard ne réagit que contre une certaine manière solennelle et hypocrite d'écrire l'Histoire. Son témoignage est celui d'un homme simple et sincère. Il est publié dans une langue drue, un argot qui ne tolère pas le faux fuyant. Il n'a qu'un but : ne pas faire de dupes.

*
* *

Que se passera-t-il en France si la gauche gagne ? On a vu paraître depuis quelques temps des ouvrages de politique-fiction dont le caractère commercial est évident. *Mascareigne ou le Schéma* (9) de M. Jean Dutourd ne relève pas de ce genre. C'est un récit d'anticipation mais où l'imagination du conteur se greffe sur la sagesse malicieuse du philosophe pour produire, non pas une

prédiction ou une prévision, mais une réflexion. *Mascareigne ou le Schéma* est une réflexion sur la France.

« Tout ce qui est national est nôtre » s'est exclamé naguère M. Marchais. Cette parole du Duc d'Orléans orna pendant près d'un demi-siècle la manchette de l'organe du nationalisme intégral. Elle devient la devise du journal de Jaurès. M. Dutourd, sans se préoccuper des ironies de l'Histoire, la recueille pour en tirer un apologue.

On nous dit que le temps des patries était révolu. Rien, dans l'Histoire, n'est jamais révolu. Mascareigne est en 1978 un homme aussi obscur que Robespierre en 1789, mais il est promis à la même fortune et la France dont il a « une idée insensée » va, avec lui, reprendre son rang. Humble député communiste, Mascareigne, en quelques mois, supplante non seulement M. Marchais mais aussi M. Mitterrand et M. Fabre. Grâce à la complicité bien élevée et un peu amusée de M. Giscard d'Estaing, il devient le chef du gouvernement de la France. Celle-ci, tandis que son président est relégué à l'Île d'Yeu, retrouve la fierté d'être française. Désormais, contrairement à ce qu'a écrit Maurras, les Français s'aiment. Mascareigne a compris que « peuple et patrie ne font qu'un », il a rendu une patrie aux prolétaires, et il peut bien leur demander des sacrifices. Quand on se serre la ceinture, le cœur est remonté d'un cran. Oubliées les sales guerres, c'est la paix qui est honteuse. La France reconquiert l'Algérie. Le Québec, la Wallonie, la Suisse s'unissent à elle dans une grande fédération des républiques françaises socialistes. Le pays a pris sa revanche des traités de 1815 et de 1962.

Mais ce n'était qu'un rêve, un joli rêve... Mascareigne finira comme Robespierre et les Français ne penseront plus à lui. Le descendant de Louis XV a échappé à la guillotine de son oncle Louis XVI, il retrouve son fauteuil présidentiel, M. Robert Fabre est premier ministre, les cinémas pornographiques sont rouverts. On peut desserrer à nouveau sa ceinture ; le cœur de la France se remet tout naturellement en place. Tout rentre dans l'ordre. M. Dutourd nous laisse le soin de tirer la leçon de cette fantaisie historique. Il s'adresse à des lecteurs avertis.

Le ton de *Mascareigne ou le Schéma* est léger, badin, voire enjoué. Mais le propos qu'on ne s'y trompe pas, en est sérieux. M. Dutourd se donne seulement l'air de badiner avec la France. C'est une lecture pour des temps sombres.

Philippe Sénart

- (1) - Flammarion
- (2) - Julliard
- (3) - Le Seuil
- (4) - Albin Michel et Plon
- (5) - Grasset
- (6) - Grasset
- (8) - La Table Ronde
- (7) - La table Ronde
- (9) - Julliard

LA RELIGION POPULAIRE EST-ELLE CONDAMNABLE ?

par Jean-Rémy PALANQUE

O n n'a pas fini de disserter et d'argumenter, voire de polémiquer sur le vocable de « religion populaire ». Les tensions internes, visibles dans l'Eglise d'après Vatican II, contribuent à alimenter ces réflexions et controverses sur ce thème, traitées par les théoriciens autant que par les responsables d'action religieuse. Pour approfondir ces problèmes du point de vue des historiens et des sociologues, la Société d'histoire ecclésiastique de la France, en liaison avec la Société d'histoire du protestantisme français a organisé un colloque international patronné par le Centre National de la Recherche Scientifique. En vue de préparer ces assises, deux ouvrages collectifs ont paru (1), qui ne font pas double emploi ni ne se trouvent en concurrence ; il se complètent plutôt l'un l'autre, puisqu'ils ont été conçus et dirigés par le même animateur, l'abbé Plongeron, dont les travaux ont été déjà signalés aux lecteurs de « *France-Forum* ». Dans l'un, sous-titré « Les dossiers de l'histoire » (Editions du Centurion, 1976) sont abordées des questions particulières sur l'Antiquité chrétienne (repas communautaires, banquets funéraires), les Temps modernes (piété populaire en pays luthérien, action d'un évêque réformateur du XVII^e siècle, la fête sous l'Ancien Régime), et d'autres contributions portent sur la culture orale et la culture écrite, sur la « stratégie pastorale ». L'autre ouvrage, sous-titré « Approches historiques » (Bibliothèque Beauchesne 1976), suit davantage la chronologie du Moyen âge à l'époque contemporaine. On voit la richesse de ces publications, qu'il n'est pas question d'analyser en détail. On voudrait seulement dégager quelques réflexions dignes d'être retenues.

Et d'abord que faut-il entendre au juste par « christianisme populaire » ? Le doyen André Latreille, dans une substantielle préface au volume de la Bibliothèque Beauchesne, parle de « l'indispensable concours des sociologues, des archéologues, des ethnologues et des folkloristes. La multidisciplinarité des enquêtes menées dans ces conditions a déjà permis de reconnaître qu'entre les différentes manières qu'ont les baptisés d'interpréter le message évangélique, de se conformer aux prescriptions et aux rites de l'Eglise, de pratiquer, il y en a bien une qui peut être dite populaire, propre aux milieux les moins élevés dans l'échelle socio-culturelle, peu capables de s'explicitier par le discours, mais se traduisant en gestes significatifs auxquels les intéressés se montrent particulièrement attachés » (p.7). De son côté, l'abbé Plongeron, dans l'Avant-propos du volume édité au Centurion, attire l'attention sur la complexité du sujet et affirme que l'historien n'a pas le monopole d'une telle étude : « Une histoire du catholicisme populaire digne de ce nom demandera le concours des sociologues, des ethnologues, d'anthropologues, des folkloristes, des théologiens et devra être à son tour replacée dans le cadre plus large d'une « religion populaire », ce qui invite à une socio-histoire comparée des religions » (p. 9).

*
* *

Le chanoine Boulard, continuateur averti du doyen Gabriel Le Bras dans le domaine de la sociologie religieuse et préoccupé surtout de la pastorale actuelle, s'at-

rache à distinguer les éléments composants de la religion populaire : la piété (avec les pratiques religieuses fondamentales, les formes populaires de la dévotion, la spiritualité), les croyances (par exemple le culte des anges et des saints), les conduites morales dont les normes sont plus ou moins déviantes. Il pose principalement des questions à l'adresse des enquêteurs d'aujourd'hui et des historiens du passé : « Il faut enregistrer chez les « chrétiens populaires » une volonté d'appartenance à l'Eglise catholique, dont le contenu peut être ambigu mais qui est pour eux requête fondamentale, « viscérale ». Leur situation exprime-t-elle simplement la distance irréductible entre *prescrit* et *vécu* ? mais cette distance n'affecte pas seulement les milieux populaires... Ne faut-il pas mesurer la distance en question surtout par le degré d'intériorisation des valeurs évangéliques et des croyances chrétiennes ? Ne faut-il pas se demander aussi si ce qui est relativisé des exigences de l'Eglise par ses membres « saisonniers » ne serait pas l'appartenance au christianisme tel qu'il s'exprime culturellement à travers une mentalité dominante » (Beuchesne, p. 36). « Ces questions, il le reconnaît, relèvent en grande partie de la sociologie et de la théologie ; mais ces disciplines elles-mêmes ne peuvent bien comprendre les situations actuelles qu'en les replaçant dans leur trajectoire historique ».

Et le pastoraliste du XX^e siècle poserait volontiers aux historiens deux questions : 1) « Dans les périodes passées a-t-on connu des débats analogues autour d'un catholicisme populaire ?... 2) Ces précédents laissent-ils supposer que le conflit est entre des survivances païennes dans le peuple et les exigences de la nouvelle Loi apportée par l'Evangile ? ou bien s'agit-il d'un phénomène de « popularisation » du christianisme, d'une sorte d'incompréhension inévitable entre un christianisme « savant » et un christianisme « populaire » ? et celui-ci est-il forcément moins pur, moins évangélique que celui-là ? » (Beuchesne, p. 37). Gérard Cholvy, historien du XIX^e siècle, répond en reprenant une distinction précédemment formulée : « Il semble que définir la « religion populaire » comme étant la religion *vécue* par le plus grand nombre — pour l'essentiel composé des classes populaires mais non exclusivement — par opposition à la religion *prescrite* répondrait à la prudence coutumière aux historiens ». Et Francis Rapp, spécialiste du bas Moyen âge, précise cette notion avec pertinence : « Est populaire le christianisme des hommes et des femmes dont l'étude n'est pas l'activité principale et qui glanent le savoir, profane ou sacré, par bribes éparses bien souvent ; opposés aux *litterati*, ces *idiotae* forment (au Moyen âge) l'écrasante majorité des fidèles... Est populaire le christianisme des hommes et des femmes qui, vaille que vaille, accomplissent les actes prescrits par la loi de l'Eglise mais n'ont ni la liberté d'esprit ni la formation nécessaire à l'approfondissement méthodique de leur vie religieuse, sans être pour autant ni tous ni toujours confinés dans les pratiques purement extérieures... Est populaire enfin le christianisme de tous ceux que le message évangélique n'a pas complètement

projetés hors de leur quiétude, ceux dont les efforts vers la perfection sont rares et modérés. Nous trouvons là le gros de la troupe, avec ses trainards et ses élopés, précédés de loin par le petit groupe des saints... Ce peuple n'est pas uniquement celui des pauvres et des faibles ; il comprend des riches et des puissants, pour ne pas dire tout uniment les riches et les puissants ; se retrouvent là les chrétiens qui n'appartiennent à l'élite ni de la sainteté ni de la ferveur ni du savoir. Le christianisme populaire, c'est le christianisme de tout le monde » (Beuchesne, p. 53-54).

Au cours de ces analyses, le rappel des faits est toujours instructif. Pour le haut Moyen âge, Pierre Riché montre comment l'Eglise a fait la part du feu : « Nous trouvons d'un côté une petite élite de clercs, moines, laïcs cultivés, connaissant, acceptant et défendant les dogmes de la religion savante ; de l'autre côté la grande masse de ceux qui ne peuvent avoir accès directement aux textes, qui sont encadrés et éduqués par les clercs, qui sont soumis à la législation religieuse et civile. Le succès de la pastorale dépend donc en grande partie de cet encadrement... Beaucoup de chrétiens étaient sensibles à la vertu quasi magique des prières et des objets. L'Eglise pouvait espérer qu'à partir de gestes christianisés, même s'ils s'exprimaient encore de façon rustique, la semence évangélique pouvait être jetée et pouvait fructifier » (Centurion, p. 103).

Cinq siècles plus tard, à la fin du Moyen âge, traitée par Francis Rapp, le problème se pose de façon différente. Malgré les « réveils » spirituels manifestés par les hérésies cathare et valdéiste, puis par les ordres mendiants, il s'agit toujours d'une contamination par le paganisme que l'Eglise s'efforce d'évacuer : « Le paganisme affleurerait, à peine masqué par quelques formules et par quelques rites d'emprunt. Les déviations, les déformations et les altérations du sentiment religieux avaient été repérées et dénoncées par les théologiens et les pasteurs... De très nombreux documents, décrets conciliaires, statuts synodaux, manuels de confession et recueils de prédications, contiennent des avertissements et des condamnations qui visent les égarements de la religiosité... Cependant à l'extrême fin du XV^e siècle, la critique des rites et des croyances devient de plus en plus sévère : l'humanisme, fasciné par l'image d'une Eglise primitive, à tous égards pure et dépouillée, prônait le retour à ce christianisme des origines. Dans cette épure, le foisonnement des dévotions et le bouillonnement des émotions qui caractérisaient la religion populaire n'avaient pas de place » (Beuchesne, p. 71-72).

*
* *

Le Père de Vaucelles, traitant de l'époque moderne, se retourne vers le Moyen âge en faisant référence à « certains historiens qui ne sont pas loin de considérer la religion de l'Occident à l'aube des temps modernes, comme une sorte de *paganisme christianisé* ou de *parapo-*

lythéisme ». Il cite le jugement sévère de J. Toussaert sur *Le sentiment religieux en Flandre à la fin du Moyen âge* (c'est le titre de sa thèse) : « Les irrégularités de la pratique contrastent avec l'universalité des baptisés et le désir des moribonds, tenant tous à quitter ce monde avec la force et la grâce des sacrements. La religiosité vide s'allie à l'irrévérence presque totale aux sacrements durant le reste de l'existence ; la vie quotidienne, tout imprégnée pourtant de l'influence de l'Eglise, se déroule souvent en marge des règles chrétiennes : les pensées, les affaires, les mœurs, ébranlées par les circonstances, obéissent à des principes centrés sur les antipodes des béatitudes évangéliques. » Et le Père de Vaucelles ajoute : « Le Moyen âge ne constitue en aucune manière une acmé du christianisme. On peut cependant se demander si, après avoir eu tendance à faire de cette époque un âge d'or de la foi, nous ne risquons pas aujourd'hui de tomber dans l'excès inverse et, en particulier, de méconnaître la croyance et la piété des humbles qui, pour s'exprimer différemment de celles des élites, n'en cherchaient pas moins peut-être à rejoindre et à vivre la même réalité chrétienne. » (Centurion, p. 247-248).

Au delà de la réforme catholique du XVI^e siècle, l'abbé Plongeron a ouvert « le procès de la fête à la fin de l'Ancien Régime » ; il se refuse à « faire du catholicisme populaire un résidu de la religion officielle, à transformer la dialectique, élites et masses du peuple chrétien, en une lutte des classes ou plus exactement de dominants-dominés visant à l'extermination de ceux-ci au profit de ceux-là, détenteurs du pouvoir et du savoir » et il met en relief « la complexité et la richesse du catholicisme populaire » (Centurion, p. 196).

Le XIX^e siècle est ici le domaine de Gérard Cholvy, qui a collaboré aux deux volumes sans se répéter. (2) Dans l'un (Centurion) il dénonce la survivance des superstitions païennes au fond des campagnes, que combattent et méprisent les clercs ; mais, ajoute-t-il, « n'existe-t-il pas une face cachée de la religion populaire, capable d'intériorisation ? », et il rappelle un certain nombre de faits positifs : la reconstitution des confréries de pénitents, l'observance des fêtes chômées supprimées par le Concordat, la vitalité d'une littérature et d'un théâtre religieux, les progrès d'une piété ultramontaine avec le succès de la dévotion mariale etc. Dans l'autre volume (Beauchesne), après avoir rappelé les manifestations de la religion spontanée, il note que « jamais l'écart n'a été aussi grand entre cette religiosité et une religion officielle qui porte la marque du rigorisme gallican (p. 155). Lentement les superstitions populaires reculent sous l'influence conjuguée du maître d'école, du curé et de certains notables » (p. 157). « Vers 1860 l'Eglise est parvenue à réduire l'écart qui séparait le prescrit du vécu par le plus grand nombre. La grande diffusion donnée au culte marial, un enseignement catéchétique plus régulier ont contribué à épurer la religion naturelle » (p. 158).

*
* *

Ce bilan est donc loin d'être négatif, et l'on aurait tort de ne prendre qu'au sens péjoratif la qualification de christianisme populaire. L'abbé Robert Pannet, qui, avant de collaborer avec l'abbé Plongeron à la direction du volume édité par le Centurion, avait publié en 1974 un *Catholicisme populaire* tend à le réhabiliter. Dans le Bloc-notes autobiographique d'un « prêtre de la base », il rappelle que l'abbé Godin, l'auteur du fameux *France pays de mission* ?, « désigne le milieu populaire de façon négative : la catégorie de ceux qui ont peu de savoir, peu d'avoir, peu de pouvoir » ; mais il note aussi que l'épithète « populaire » était récemment encore fort bien cotée à la bourse des valeurs catholiques. Les progressistes prisaient beaucoup les « forces populaires » et les « mouvements populaires ». Les traditionalistes se contentaient de « sagesse populaire » et de « bon sens populaire ». A chacun son « populaire » en somme ! » (Centurion, p. 267).

Ces notations à l'emporte pièce ne sont pas de plaisants paradoxes, mais correspondent à des réalités vécues. Écoutons encore l'abbé Pannet répondant à un ami qui lui demandait de caractériser d'un mot, de deux au plus ce qu'est le catholicisme populaire « Par opposition à une religion trop cérébrale et trop frigide, c'est une religion *familière*. Si elle est la religion des masses catholiques qui leur permet, à partir de médiations concrètes, notamment des lieux, des temps, des objets sacrés, d'approcher familièrement le mystère de Dieu incarné en Jésus-Christ, n'est-il pas opportun d'en assurer la survie, de façon à ce que, en un temps plus favorable, devienne possible sa rénovation ? Par opposition à une religion de clergé (prêtres, religieuses), c'est une religion *familiale*. Le catholicisme populaire et la famille populaire, saine et stable, mais ni guindée ni bégueule, ont de telles affinités qu'au pire ils pourraient disparaître en même temps et qu'au mieux ils survivront et peut-être se renouvelleront l'un par l'autre. Les quinze ou vingt prochaines années seront à mon sens décisives. Aussi je pense que l'institution ecclésiastique devrait attendre au moins encore près de deux décades avant de formuler un diagnostic de mort ou d'espoir. » (Centurion, p. 289). Et, reprenant l'opposition classique entre masses et élites, il les déclare toutes deux indispensables et propose une autre comparaison : « Une Eglise-boudoir ? Une Eglise-îlot ? Non pas ! Mais une Eglise-bergerie, dont les portes sont largement ouvertes aux claudicants de la foi ! » (p. 292).

Jean-Remy PALANQUE

(1) Les collaborateurs de ces deux livres ne sont pas moins de 15. Je regrette de ne pouvoir les citer tous. Je donnerai les noms de ceux auxquels je ferai des emprunts. Notons que deux historiens se retrouvent dans les deux volumes, sans parler du maître d'œuvre : Francis Rapp pour la fin du Moyen âge, Gérard Cholvy pour l'époque contemporaine.

(2) A l'exception toutefois de la phrase, citée ci-dessus, sur « la face cachée » de la religion populaire que l'on trouve identique dans le livre de Beauchesne (p. 165) et dans celui du Centurion (p. 205)

QUELLE NOUVELLE PHILOSOPHIE

par Anne-Marie LAVAUDEN

On parle beaucoup aujourd'hui des nouveaux philosophes qui sont divers et disparates. Il ne manque pas de thuriféraires qui crient au génie cependant que les malveillants disent que ce qu'il y a de nouveau n'est pas philosophique et que ce qui est philosophique n'est pas nouveau. Ainsi l'opinion sollicitée par l'excès de publicité se trouve tiraillée dans les sens les plus divers. Aussi n'est-il pas mauvais de proposer, non pas exactement une revue générale des œuvres et des auteurs, mais un certain nombre de repères qui mettent en lumière ce qu'il y a de plus actuel, de plus insolite et de plus original chez les nouveaux philosophes.

DES LECTURES SUR L'ÉPAULE D'ALTHUSSER

Est-il encore temps de se battre autour « du cadavre exquis de Marx » ? Jean-Marie Benoist, en 1970, dans son ouvrage « Marx est mort » mettait en question les thèses d'Althusser concernant la scientificité des textes de Karl Marx.

En définissant la coupure épistémologique séparant l'idéologie de la théorie, Althusser pouvait en effet définir le marxisme comme science, « la science étant alors le réel même connu par l'acte qui le dévoile en détruisant les idéologies qui le voilent : au premier rang de ces idéologies, la philosophie ». (Lénine et la philosophie).

Or, se demandait Jean-Marie Benoist, ce type de scientificité est-il autre chose que la science « tributaire de l'idéologie positiviste du XIX^e, ontique et chosiste » et il en concluait « hors du XIX^e siècle, les marxistes ne sauraient reprendre un souffle ». Si Althusser a eu l'insigne mérite de nous délivrer d'une interprétation psychologique de l'œuvre, il n'a pas su reconnaître toute l'ossature métaphysique du vieux texte de Marx « sur-compensation extraordinaire des concepts scientifiques,

métaphoricité implicite » contemporaine du positivisme avec lequel elle interfère souvent, car « la téléologie et l'eschatologie révolutionnaire comme attente d'une reconquête de l'identité, par delà une négativité vécue comme contradiction et comme opposition dialectique... travaillent dans le champ d'une métaphysique de la présence, présence à soi comme conscience (prise de conscience), présence à soi comme propriété », et J.M. Benoist de recommander, toujours dans le même ouvrage : « il faut railler l'investissement religieux de Marx, relativiser la bonne nouvelle, cerner de notre rire les sectaires, dogmatiques et messianiques, danser devant Jdanov et Staline, et frayer la voie de la lecture possible, celle d'Althusser et d'autres à venir ». Bref, relire Marx, certes, mais cesser « de vouloir toujours le retrouver dans les faits »...

LES TRAVAILLEURS DU CONCEPT ET LES CONFIDENCES DES ENFANTS DU SIÈCLE

Cette condamnation, on ne cesse de la retrouver chez « ces pierrots sans plumes », « ces nouveaux grossistes en culture » que seraient les nouveaux philosophes selon François Aubral et Xavier Delcourt (*Contre la nouvelle philosophie, Idées, Gallimard*). La scène philosophique

est vide, balayée par les sables du désert, très haut, dans les limbes de leurs têtes empennées, les nouveaux philosophes hésitent entre le rire jaune et les pleurs à petits flots ; ils ont abandonné les sciences aux mains d'un Staline Technocrate et laissent aux pervers le soin de se préoccuper d'un réel odieux, aux apparences trompeuses ; pourtant, les tours d'ivoire de leurs royaumes imaginaires continuent à résonner de monologues somnambuliques ; par bribes, ils parviennent à nos oreilles, portés par un vent à la mode...

Alors, faut-il à notre tour dénoncer, dans la foire philosophique des maoïstes repentis et la Pub Philosophie des nouvelles collections de Bernard Grasset, une entreprise de mystification qui constituerait en même temps un phénomène de société : « ces vieux jeunes gens ont pour souci majeur de se faire voir en toutes circonstances et à tout prix... le philosophe qui travaille patiemment le concept au mépris des brouhahas et des jugements hâtifs a vécu, oublié, évanoui, recouvert ».

« Le XIX^e a programmé, pour nous, pauvres technocratisés, marxisés, dirigés, un discours qui rend compte de tout, dit tout, sur celui qui parle et au sujet de qui écoute, et à ce propos, de tout objet évocable », écrit Glucksmann dans « *Les maîtres penseurs* ». Le pouvoir qui tient ce discours se fait absolu en ce qu'il n'admet rien d'extérieur, pas d'opposition. « L'Etat se mire dans ses crépuscules, celui d'Hiroshima ou celui du Cambodge. Mort des autres, mort de soi, le pouvoir s'épanouit dans son sang qui se fige... Un homme agence sur une scène la grande machinerie du pouvoir moderne : il met en marche les discours, creuse les imbroglios, actionne les phantasmes. Cela fonctionne : il a, miracle de Bayreuth, réalisé la philosophie, celle de Hegel et de Marx, celle du Kremlin, du Pentagone et de la Cité interdite ; il nous éclate de rire au nez » (il s'agit évidemment de Wagner et des Nibelungen). Et auparavant, d'une manière encore plus concrète, dans « *La Cuisinière et le Mangeur d'Hommes* » (la première asiote bornée, servante de Trostsky, mal préparée à son rôle possible de dirigeante, le second, sobriquet attribué par le fragile et le précieux poète Ossip Mandelstam, au Chef Suprême et qui lui coûta la vie) Glucksmann raconte que dans les prisons et dans les camps, on disputait à perdre de vue de la distinction entre Pravda (la vérité) et Istina qui veut dire aussi, la vérité : « elle me fut expliquée par un philologue : l'équivalent de vérité, truth en anglais, wahrheit en allemand, est Istina, mot qui recouvre à la fois la notion abstraite de vérité et la réalité concrète à laquelle elle s'applique »... Pravda, par contre, représente un concept purement russe, celui d'une vérité suprême, élevée à la dignité d'idée.

Pour le NKD, comme pour le parti communiste, la vérité exprimée par Istina n'existait pas, c'était une notion toute relative, donc finalement non modifiable ; soudain la Pravda était la vérité absolue, « pour moi, comme pour les millions d'individus qui n'ont pas participé à cette querelle d'école, il était difficile de compren-

dre comment la vie de tant d'individus avait pu être affectée par une distinction purement philologique, il n'en demeurait pas moins que cette différence apparemment mineure devint la formule permettant de changer à volonté le blanc en noir ; le concept de Pravda était devenu le fondement du pouvoir ; on n'avait rien vu de semblable depuis l'Inquisition », et Glucksmann de préciser « à vouloir escalader les sommets, le marxisme quelquefois lève ses jupes et l'on fait sous ses oripeaux scientifiques, des découvertes remarquables : l'Etat soviétique a chaussé les bottes de Pierre le Grand, note Soljénistyne, il poursuit l'entreprise tsariste d'occidentalisation du peuple russe, à marche forcée, par le fer et par le sang ; dans les plis du drapeau de la pensée de Mao Tsé Toung, peut s'abriter celui de Confucius, la volonté de discipliner la plèbe sous la férule du mandarin impérial, remarquent les Chinois », et encore « à une réunion de l'union des écrivains, à Moscou, un officiel lance l'argument suprême : il faut savoir dans quel camp on se situe, occidental ou soviétique ? à quoi une voix répondit : je suis du camp de la Kolyna et déclina son matricule ». Que répondre alors à cette ultime condamnation de Messieurs Aubral et Delcourt : « Chacun des nouveaux philosophes prétend, partant de données immédiates de ses fantasmes, tenir un discours à implications politiques. Le mixte d'arguments dogmatiques renvoyant sans autre forme de procès à Freud, Lacan ou Aristote, et de fantasmagories prétendant relever de la déduction, a pour fonction d'amener les gentils à se convertir : logique principe d'autorité, bien connu des missionnaires » ?

Y a-t-il autre chose que des arguments dogmatiques et des fantasmagories dans les thèses de nos jeunes philosophes ? Essayons à travers deux exemples, *l'Ange* de Guy Lardreau et Christian Jambet, *la Barbarie à visage humain* de Bernard-Henry Lévy de dégager, au-delà des problématiques, les grands thèmes d'une pensée encore jeune, et naïve parfois, mais qui cherche manifestement à se définir.

L'ANGE OU L'AU DELA DU LEVIATHAN

En écrivant « *Malaise dans la Civilisation* », Freud a démontré ce qu'on pouvait déjà noter chez Hobbes. « Le Maître est fait de l'impossible harmonie des égoïsmes et la Civilisation est un mince vernis fragile à craquer, une feuille, opaque au non-analyste, mais si fine, sur la barbarie et l'horreur ». Être le Maître, c'est être le maître du discours ; tout le désir est du Maître, non tout le discours, car si le sexe est du Maître, le sexe n'est pas tout le corps « la chair, le sexe, c'est le mode d'être du corps comme soumis au péché, au Maître, ce n'est pas l'éternité du corps »... Vienne alors avec ce discours qui n'est pas celui du Maître, mais celui si différent du rebelle, l'Ange au sens rilkeén du terme « pouvoir d'un corps, corps éthéré, lumineux, spirituel que lui ont accordé les premiers Pères et une grande partie de la tradition jusqu'à St Bernard et Pierre Lombard », expres-

sion effrayante de ce désir qui n'a rien à voir avec le sexe « quelque chose d'encore innommé, que nous avons dit désir sous la pression de la langue, qu'il nous faudra forcer pour qu'elle nous livre un nom ». Passent, ou plutôt rôdent, alors à l'horizon d'une histoire aux ombres à la Goya, bien avant l'héroïne type de la révolution culturelle chinoise, fille aux cheveux blancs (1), « bête parmi les bêtes, luttant contre les éléments, faisant front au vent, à la pluie, aux tigres et assumant ce qu'elle sait être sa folie aux yeux de ce monde, (sachant) aussi que c'est la sagesse de l'autre et que c'est ce monde-ci, en vérité, qui est fou... cette foule hallucinante qui grouille dans les déserts d'Orient, ces moines à l'estomac rongé, aux corps labourés de chaînes, ces hypèthres flagellés du vent et de la pluie, ces stylistes radieux mangés de vers à charogne, ces fous volontaires, ces stationnaires hagards, ces déserts peuplés de moines, que nous décrivent Théodoret et Chrysostome, et l'armée du Christ en Egypte, telle que ceux-ci nous la dénombrent, six cent chœurs d'anges, des peuples de martyrs, des assemblées de vierges... l'Égypte parée de tentes de ses moines comme le ciel l'est de ses étoiles ; tout cela même à y supposer de l'exagération, nous donne à entendre de quoi il s'est agi : d'un gigantesque mouvement de masse ».

Et les auteurs s'étonnent : comment est-on passé au sein même de l'église chrétienne de ces anachorètes qui seuls avec Dieu, refusant toute autorité, s'épuisaient en d'inraisemblables luttes contre leurs corps pourrissants sous les chaînes, à cette réalisation inespérée de l'idéal du Maître, le travailleur le plus solidement vissé à son sol qu'il soit possible d'imaginer, « à ces pieux ateliers, ces casernes laborieuses que Pachôme planta en Egypte » ? Et l'on retrouve la nostalgie de ce désir des révolutions culturelles exprimant non pas le refus d'un maître, mais de la maîtrise comme telle : « Je me rappelai ces textes de Rennin Ribao qui nous avaient enchanté, où défiant la gigogne, brutalisant la paisible possession de l'histoire des révolutions selon Marx, affirmant avec arrogance leur désir de casser en deux l'histoire du monde ; sept cent millions de critiques se donnaient une tâche sans précédent dans l'histoire de l'humanité : toucher l'homme dans ce qu'il a de plus profond, extirper ce qui vient du fond des âges » (*L'Ange*). Face à la révolution idéologique, l'idée de la révolution culturelle « c'est le ressassement anhistorique, mais non éternel, de l'évidence du rebelle... C'est au fond toute l'histoire qui est traversée d'un courant, d'une lave de révolution culturelle : soit, toute l'histoire est traversée d'une rébellion qui refuse le Maître » ; (Idem)

Ainsi, éclat tôt étouffé d'une révolution culturelle chrétienne, prémices impossibles de la révolution culturelle chinoise telle qu'elle s'exprima — un temps — dans l'ascèse maoïste « il n'y a rien de plus insignifiant que le Moi, vivre ou mourir ne doit donc pas revêtir pour nous une grande importance », conduit les auteurs à poser la question cruciale : la révolution est-elle possible ? Impensé de l'histoire occidentale, nié par le discours

sadien — qui est celui de la servitude volontaire — pur mouvement du désir et de la soumission dont la fonction correspond à une longue entreprise d'assujettissement où la question n'est pas de châtier, mais d'assouplir, d'éteindre, surgit ainsi le rebelle, l'anti-Sade par excellence.

En effet, loin d'être un discours de la libération, « l'œuvre de Sade en ceci qu'elle épuise toutes les variantes du je suis classique, met en scène tous les tours du ceci est à moi, elle est le manuel des richesses, prêtes à passer le relais aux thuriféraires de la loi de la valeur, le tableau au bout de la nuit se recroqueville en un point luciférien d'absolue intériorité de savoir et de méchancetés infinies, de visibilité intégrale et de secret illimité ». Face à cet univers de la Volonté de Puissance, le fou, la femme, l'enfant, le prisonnier, font signe d'une histoire : mais de ce qu'est un rebelle, ou de ce qu'il n'est pas, nous ne savons rien. Il y a en tout cas deux histoires, « et si Lin Piao a réédité Saint Paul suivi de huit cent millions de révoltés... nous ne pouvons dire à quelles conditions positives une pensée neuve est possible », mais les derniers hommes ne savent-ils pas dessiner en creux des figures à eux interdites ?

LA BARBARIE A VISAGE HUMAIN, OU LA DENONCIATION DU MAL RADICAL

André Breton parlait du caractère désespéré de la révolution à entreprendre. On n'en sera jamais autant convaincu qu'en découvrant que « le Prince est l'autre nom du Monde ; le Maître est la métaphore du Réel ; toute ontologie est une politique ». S'il y a de la parole, c'est qu'il y a de la socialité et que la socialité c'est la guerre ; s'il y a des langues et de la langue, c'est qu'il y a du manque et que le manque c'est le malheur. « L'homme du pouvoir, le tenant de l'Etat ne fait jamais rien d'autre que de concrétiser, réaliser, rééliser ; le réel n'est pas le lieu qu'il maîtrise, qu'il arpente, qu'il déforme, mais l'espace qu'il balise et qu'il peuple, le théâtre qu'il dresse avant de le parcourir ; l'histoire n'existe pas », car « il y a histoire là où il y a volonté historique de ployer le désordre de l'incident à l'ordre d'un temps linéaire, il y a toujours d'une manière ou d'une autre la marque de la griffe de la maîtrise »... Partout où il y a du Maître, partout où il y a de la domination et par conséquent de la servitude, il y a toujours d'une manière ou d'une autre, manipulation du temps, méthodique gestion de son déroulement et de sa chronologie ; c'est ce que remarquait Malaparte en indiquant qu'il n'y avait pas d'autre définition du pouvoir, de sa prise et de sa conquête que la prise et la conquête du temps. Lénine, en expliquant que l'action et la stratégie politique sont d'abord affaires de chronologie (« les maîtres sont d'abord les propriétaires privés du temps ; en croyant à l'histoire et à l'incessante mobilité de ses ruptures et de ses changements, les socialistes ont chausés les bottes du Prince »), se faisant locataire d'un espace-temps dont il était le propriétaire, enfermait le nouveau dans l'ordre d'une durée dont il avait l'entière maîtrise.

Il n'y a pas de contrat social, « cet Etat qui n'a pas d'origine, pas de date, pas de naissance, n'a pas non plus d'histoire, n'est pas un fait d'histoire... et il n'y a pas d'individualisme qui ne porte en lui le germe ou la promesse d'une forme de totalitarisme ; le premier démultiplie ce que le second unifie ; et cela s'appelle la démocratie ; le second est toujours là, qui borne discrètement les excès et les effets du premier, et cela s'appelle une constitution ». Plus radicalement, partout où il y a de l'individu, du jour où l'Occident a inventé la figure de l'individu, il est entré dans la voie du malheur et s'est voué aux maléices du pouvoir. « Contrairement aux Grecs, nous avons fait de l'individualisme la machine qui sépare le public et le privé, la personne et le citoyen, et qui a logiquement fondé la séparation des gouvernants et des gouvernés, des dominants et des dominés » : avec « l'égoïsme » comme disait Marx, nous avons tracé la voie qui mène tout droit à la soumission ». Illusion d'un sens à donner à l'histoire, impossibilité de penser le prolétariat comme classe, découverte de l'existence du capital comme vérité et conséquence de l'Occident, nous conduisent à la considération de cette barbarie, expression d'un capital décadent et dégénéré. Se proclamer antiprogressiste, c'est refuser l'errance de ce monde qui va « tout droit vers l'uniforme, l'étiage et la moyenne ». S'il n'y a pas de pouvoir qui ne vise au pouvoir absolu et si l'Etat libéral est un Etat qui accepte de se censurer, un Etat totalitaire, c'est un Etat libéral qui laïcise la religion et qui est fondé sur des croyances profanes, car pour la première fois, le Prince se prend pour le Souverain. Il n'est pas indifférent que le Léviathan de Hobbes, dont Deutscher nous dit que Staline l'avait lu et médité, s'achève sur un hymne à la clarté, à la lumière universelle ; rien d'étonnant non plus à ce que tant de sociétés, dites socialistes soient des sociétés de la rue, où tout se passe dans la rue, où les réunions prévues sont si sévèrement, si rigoureusement contrôlées, ces sociétés totalitaires, sont des sociétés de transparence, gouvernées par des princes insomniaques et rêvant de maisons de verre « gare à la république des savants, elle vaut bien le régime des soldats ». Pas de camps sans Marxisme, jugeait Glucksmann ; il faut ajouter : « Pas de socialisme sans camps, pas de société sans classes, sans sa vérité terroriste logique sous sa forme populaire ; le marxisme est devenu une raison permanente de justification ». Le marxisme léninisme est le radicalisme de notre temps, la France moderne fait du matérialisme comme M. Jourdain de la prose. C'est ainsi que le marxisme - est à la fois et sans contradiction la pensée de notre siècle et l'obstacle à sa pensée ».

Résister d'où qu'elle vienne à la barbarie en continuant de penser jusqu'au bout l'impossible idée d'un monde soustrait à la Maîtrise, c'est croire à l'art et « aux vertus d'un spiritualisme athée face à la veulerie et à la résignation contemporaine, cela, même si l'homme est en passe de disparaître de la scène de la pensée ».

UNE SCIENCE DES GRANDS MOYENS

« Contre la nouvelle philosophie », nous disent encore François Aubral et Xavier Delcourt, « contre la bêtise,

cela veut dire aussi pour la philosophie », conclusion péremptoire d'un pamphlet dont on attendait davantage. On peut certes reprocher à Jambet et Lardreau leur manichéisme et parfois le « militarisme » de leur pensée, insinuer qu'ils appellent métaphysique ce que Kant nommait illuminisme (Schawarmerei), critiquer cette « rébellion vagissante » induement transformée en un de ces universaux qu'il importe d'effacer.

On peut stigmatiser chez B.H. Lévy le conformisme des attitudes d'une nouvelle droite remplaçant audacieusement le « Sekomça » par le « il y a toujours quelque chose à faire » des nouveaux moralistes, réduisant la politique à une morale provisoire. On peut expliquer ces attitudes par la seule conception lacanienne des rapports entre le Maître et le disciple (2). Peut-on en conclure que seule la pratique de cette activité institutionnalisée (F. Châtelet, préface au *Singe d'Or*) que constituent aujourd'hui les sciences, pour produire un discours philosophique qui permette à la fois d'expliquer mais aussi de comprendre la réalité où nous existons ? En pensant le pouvoir en termes stratégies, relations et rapports de force, Michel Foucault (*La Volonté de Savoir*) énumère finement les résistances qui sont des cas d'espèces : « possibles, nécessaires, spontanées, sauvages, solitaires, concertées... violentes, irréconciliables, promptes à la transaction, intéressées ou superficielles... et ne pouvant par définition exister que dans le champ stratégique du pouvoir ».

Peut-on circonscrire ce champ ? André Glucksmann l'a tenté dans *Les Maîtres Penseurs*. Répondant — par avance — aux attaques d'Aubral et de Delcourt (« Quels rapports entretiennent les opprimés entre eux ? Comment faire valoir leur combat dans l'ensemble de la sphère sociale et politique, questions à faire devant l'Ange qui incarne l'impossibilité de la Rébellion, laissant aux opprimés l'héritage du malheur. Rébellion sans mains, bonne pour des corps sans chair, elle place haut l'oppression et accule les opprimés à l'impuissance. La résistance de Glucksmann ne fait pas mieux, elle qui transforme les résistances singulières en idée générale de la résistance »). Glucksmann citant Soljenitsyne écrit dans « La Cuisinière et le Mangeur d'Hommes » : Qu'est-ce que l'intelligence ? demande Diomka, dans le Pavillon des Cancéreux, autre chose qu'étudier, répond le détenu Kostoglatov. Crois ce que tes yeux voient, ne crois pas ce que tes oreilles entendent ». Il existe, très au delà des champs d'observation scientifique, une rencontre brutale avec des situations dont la signification ne peut se réduire à de simples faits enrobés de connotations affectives et par conséquent entâchés de subjectivité : « Descartes organisait sans doute dans une chambre bien chauffée son poêle ; le XX^e siècle réfléchit dans les files d'attente des prisons » (La Cuisinière et le Mangeur d'hommes) N'en déplaise à Michel Foucault, Aubral et Delcourt, « en cette fin de siècle, on manifeste aventuristement avec sa peau, quelquefois avec sa vie » et l'ébahissement de nos trois clercs devant la définition de Glucksmann : « l'art à même la peau pour ne pas crever

de l'Etat ; de plaies à plaies les esclaves crucifiés ont toujours échangé des vérités ; porteurs depuis longtemps de la beauté et de la bonté, le corps humain est devenu l'enjeu du siècle », traduit la rupture des jeunes philosophes avec les philosophes du poêle et de l'amphithéâtre dont les analyses révèlent une insuffisance au-delà d'un certain seuil d'explication finalement théorique.

LES ECRITURES DU XX^e SIECLE

« Le Marxisme ? écrit Glucksmann dans *Les Maîtres Penseurs*. On ose utiliser un article défini pour désigner avec un sérieux imperturbable le trésor intellectuel que sont censés se partager les ennemis les plus mortels : pouvoir russe, pouvoir chinois, traîtres de l'intérieur, révisionnistes de l'extérieur ; quand un sixième du globe menace un quart de la population terrestre de châtiments thermonucléaires et que la réciprocité est concevable, où est cette science de la révolution commune aux deux ? Pourtant dans toutes les universités d'Occident, on commente doctoralement le marxisme, on le discute, à l'occasion on se dit antimarxiste. Qu'ont de commun tous les marxismes — avant qu'ils ne se massacrent (et même pendant) ? La croyance au texte unique, le marxisme ! croyance qu'ils partagent d'ailleurs avec toutes les bureaucraties des Etats modernes — sauf que le texte, elles le nomment diversement, toutes en s'en réclamant, on ne dialogue pas avec la loi, on la fait parler ».

Et dans une démonstration englobant tous les grands penseurs allemands du XIX^e André Glucksmann essaie d'expliquer comment « le grand livre du monde que feuilletait Descartes est devenu le livre de comptes de la révolution, déchiffré avec autant de respect », en pensant la révolution comme une expression scientifique, l'homme futur se trouve introduit dans l'universalité du savoir. Devenu maître et possesseur de la nature depuis Descartes, il peut aussi devenir maître et possesseur de la société. Science de la révolution ? Science de l'Etat ? Science de l'organisation ? Stratégie de la dissuasion ? et en même temps ouverture à toutes les thérapies des sciences humaines, ce grand programme, Nietzsche le résume en termes sobres : éducation de l'espèce par et pour la guerre. Hegel d'abord, Marx ensuite ont affranchi la philosophie de la religion et de la théologie, en imitant l'exemple de la Révolution Française (qui fait descendre le ciel sur la terre). « La question que les idéalistes allemands ont posée dans la Révolution française est plus ancienne qu'eux et plus européenne qu'allemande ; il n'y a qu'un point indivisible qui soit le véritable lieu (...) la perspective l'assigne dans la peinture, mais dans la vérité et le monde qui l'assignera ? demande Pascal ; l'interrogation est également plus vieille que lui, supposant acquise la vision en perspective qui maîtrise mathématiquement et le paysage et la nature physique », ce qui donne pratiquement « division du travail : l'idéalisme allemand énonce un programme, notre très matérialiste siècle le réalise » et lorsque à la fin de la seconde

guerre mondiale, Maurice Merleau Ponty et J.P. Sartre entreprennent de se situer dans le cours du monde, leur prise de position, cataloguée sous le nom d'existentialisme, est réfutée mais « le sujet court toujours, poursuivi par l'ombre de son subjectivisme cherchant son élan pour sauter dans le feu central qui règle tout ». Ainsi « le sujet se fuit pour conquérir le monde et le monde se rassemble dans le sujet, cercle vicieux s'il en est, mais ce vice n'est pas rien : et le monde et le sujet perpétuellement renvoyés l'un à l'autre y rebondissent ». La question « d'où suis-je donc » conserve donc une signification.

S'interrogeant sur les analyses du *Capital* concernant notamment le prolétariat, Glucksmann fait remarquer que l'histoire de l'organisation du travail n'est que l'histoire des réajustements stratégiques infinis d'une volonté de domination patronale (que Marx saisit fort bien dans son projet d'avenir) aux prises avec une résistance ouvrière qui se réinvente péniblement à chaque étape et que Marx ne pouvait pas prévoir, parce que tel n'était pas son dessein, mais également parce que l'imprévu et l'invention sont des grandes ressources de la résistance du prolétariat.

Quant au *Capital*, selon Glucksmann, il n'existe pas « doré sur tranche ou en tranches dorées, le capital ne se rencontre pas plus dans le monde des affaires que dans celui des bibliothèques » et le travail pris en soi est inexistant ; pas plus que le capital, il ne se laisse saisir à part.

Si la volonté de maîtrise apprise des maîtres allemands a conduit à cet ordre du monde « garanti dissuasivement par la terreur réciproque des adversaires, la circulation des idées en France » fournit « le bel exemple d'un enchevêtrement entre expériences révolutionnaires, idées sur ces expériences et théories sur ces idées ». (*Les Maîtres Penseurs*).

En ce qui concerne cette fameuse Révolution française, qui sert de modèle aux constructions des penseurs allemands, l'idée de son unité paraît mythique, et il faudrait bien plutôt admettre la possibilité d'un télescopage de plusieurs révolutions donnant le départ de révolutions culturelles divergentes ; et l'opacité de ces télescopes ne peut être réduite à la transparence d'une fusion se produisant dans une seconde étape.

Alors si des historiens modernes et maîtres penseurs se sont rejoints dans cette doctrine « subtile, raffinée, retorse, complexe... la philosophie implicite des états-majors civils et militaires » que manque-t-il en définitive dans toutes ces analyses ? Ce qui manque ? : « ce qu'on a fait disparaître sous le givre du savoir, ces mille forces rebelles aux chaînes qui ne parlent pas de la même voix ; elles apparaissent monstrueuses à qui les déchiffre dans la brisure du monologue savant des penseurs suprêmes et des maîtres du monde, présentes cependant ; l'histoire n'est jamais que ce qui leur arrive ».

DU DEGRE ZERO DE L'ECRITURE

Ainsi, renvoyés dos à dos par la seule accusation réciproque de métaphysiciens, s'affrontent et se déchirent épigones et contempteurs de la doctrine qui a réussi à investir toute la pensée du XX^e siècle : le marxisme.

« Dans l'état présent de l'histoire écrivait Roland Barthes (*Le Degré Zéro de l'Écriture*) toute écriture politique ne peut que confirmer un univers policier de même que toute écriture intellectuelle ne peut qu'instaurer une para-littérature qui n'ose plus dire son nom ». On peut s'indigner, en bons travailleurs du concept de cette **inflation** soudainement galopante de la parole et de l'écrit qui prend pourtant chez ces jeunes révoltés contre le **Maître** (fut-il Lacan ou autre) une violence et souvent un **souffle** qui sonnent juste et chantent vrai dans l'**amphithéâtre** souvent désabusé « des tricoteurs des bas de l'esprit-Récupération ou pas, s'esquisse à l'horizon de notre époque déchirée par les éternelles querelles du savoir et du pouvoir, s'inscrivant sanglantes et represives dans les guerres et les rebellions, une promesse d'interrogation librement consentie, de silence volontairement brisé, de recherche souvent scandaleuse qui apaise l'angoisse évidente — depuis un certain nombre d'années — de ceux et de celles qui croyant à la philosophie s'efforçaient de la découvrir par delà ces seuls champs épistémologiques où la volonté de savoir s'affine et se démultiplie jusqu'à s'étioler, complexe de fragments de verre se reflétant dans un miroir ».

« L'annonce de l'homme nouveau ne fait plus recette, ne casse plus l'histoire en deux... Ce n'est pas la nouvelle philosophie, mais de nouveau la Philosophie ; la faculté d'ouvrir les yeux et de s'étonner, le refus de se laisser

entraîner sur les rails d'une pensée toute faite issue il y a un siècle et demi d'un illustre barbu »... (Interview de Glucksmann par Max Gallo — *Express* du 18.7.77). Ces conclusions de Glucksmann qui rejette pourtant toute appartenance à la lignée de ceux dont on parle sans doute un peu trop, en ce moment, résume assez bien la situation : plus que jamais la philosophie existe et veut témoigner. Les grands et vrais problèmes, qui étaient interdits de séjour dans la pensée contemporaine réapparaissent, comme l'interrogation philosophique sur le sens de la vie et l'absolu moral.

Anne-Marie LAVAUDEN

(1) Les auteurs Jambet et Lardreau veulent par là faire allusion à l'Opéra Chinois où l'on voit la nouvelle Antigone des temps révolutionnaires assumer dignement son destin.

(2) Allusion aux rapports établis à travers l'analyse psychanalytique.

*

Peut-être ce siècle commence-t-il à inventer ses propres manières de penser, au lieu de répéter et commenter sans fin les systèmes des deux derniers siècles. Voilà donc ce que je perçois par delà la querelle des nouveaux philosophes : une nouvelle jeunesse de la pensée dans le vieil Occident, et cette jeunesse, et cette création dépassent évidemment le cercle réduit des nouveaux philosophes. Seulement ceux-ci portent au devant de la scène un témoignage de ces bouleversements de la pensée.

« Esprit » décembre 1977

Guy Coq

Bibliographie

« Les Maîtres penseurs » par Glucksmann, édit. Grasset

« La cuisinière et le Mangeur d'Hommes » par Glucksmann, édit. Grasset

« L'Ange » par Guy Lardreau et Christian Jambet, édit. Grasset

« La Barbarie à visage humain » par Bernard-Henry Lévy, édit. Grasset

FRANCE-FORUM EN PROVENCE ET AILLEURS

Sous l'égide du Cercle régional de Formation civique, de la revue et des cercles « France-Forum », Etienne Borne, répondant à l'invitation de Jean Chelini et de l'Institut d'Études Politiques d'Aix, a prononcé trois conférences à Aix-en-Provence et à Marseille. Ce cycle de conférences était placé sous la présidence d'honneur du doyen J. R. Palanque, membre de l'Institut.

Mardi 31 janvier à 11 heures, à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence : séminaire sur « Théologie et Politique », suivi d'un déjeuner-débat, avec la participation d'Henri Bourbon.

Mardi 31 janvier à 19 heures, à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence : conférence publique sur « Christianisme et socialisme », suivie d'un débat animé par Jean Chelini.

Mercredi 1er février, à la salle de conférence de la

Chambre de Commerce de Marseille : conférence publique sur « L'actualité du personnalisme », sous la présidence de Jean Chelini.

Enfin, à la radio régionale de Marseille-Provence, Henri Bourbon, Etienne Borne et Jean Chelini ont expliqué ce qu'était la revue « France-Forum » en insistant sur l'esprit de dialogue et d'ouverture qui l'anime.

« France-Forum » n'a pas limité ses activités provinciales à la Provence. Le Cercle France-Forum de Cambrai a organisé une conférence débat avec Jean Teitgen sur les problèmes européens. A Orléans, le Club France-Forum a réuni deux personnes pour débattre du thème « L'entreprise et les problèmes économiques » avec René Monory. D'autres réunions ont eu lieu à Lunéville avec Jean-Jacques Beucler « Souvenirs des Camps Viet-Minh » et à Roubaix. Enfin le Cercle France-Forum de Paris a réuni une participation nombreuse pour écouter le Préfet Maurice Grimaud parler de « Mai 68 ».

POLEMIQUES ET DIALOGUES

MEMOIRE D'UNE MAL AIMEE

Les premiers « Dossiers de l'écran » de l'année. A l'affiche la IV^e République, avec après les images de treize ans d'histoire, les souvenirs et les jugements d'une poignée de journalistes, d'historiens, de politologues. Quand on sait avec quelle facilité les stéréotypes de la propagande gaulliste, après et avant mai 1958, ont été reçus et répercutés par les faiseurs d'opinion, il était permis de tout craindre. Tout se passe en effet comme si le souvenir de la IV^e République n'avait plus d'autre objet que de servir de faire-valoir à la V^e République dont tout bon citoyen doit savoir qu'elle a doré la France d'un État enfin digne de ce nom et qu'elle a mené à son terme le processus de la décolonisation, alors que sa triste devancière souffrait d'institutions délabrées et s'empêtrait outre-mer dans d'interminables guerres coloniales. Certes on a entendu çà et là quelques échos de l'obligatoire et rituelle chanson. Mais en cette soirée du 3 janvier et à travers d'inévitables controverses, un effort a été fait pour établir moins inégalement le partage des ombres et des lumières. Et ainsi naît l'espoir que pourra être enfin dite la vérité sur la IV^e République.

Le Général de Gaulle, qui faisait avec autant d'autori-

té l'histoire des autres que la sienne propre, foudroyait de son mépris les institutions de la IV^e République et il voulait voir dans leurs malfaçons la cause principale, sinon exclusive, des malheurs du régime et sa déconfiture finale. Le débat des « Dossiers de l'écran » a été l'occasion d'une analyse plus nuancée : ce que la constitution de 1946 pouvait avoir d'original a été vite submergé par de mauvaises habitudes héritées de la III^e République, comme cette sollicitation devant l'assemblée nationale par un président du conseil, dûment investi, d'une deuxième investiture pour l'équipe gouvernementale, alors qu'aurait dû suffire sa désignation par le chef du gouvernement. Ou encore cette timidité à user du droit de dissolution pourtant inscrit dans les textes et qui n'a servi qu'une fois, Edgar Faure ayant été le seul des présidents du conseil de la IV^e à avoir pris le risque d'être considéré comme un second Mac-Mahon. Le mal, c'est à dire la faiblesse de l'exécutif, était donc moins dans les institutions elles-mêmes que dans le mauvais usage qui en a été fait. Et il n'est pas jusqu'aux modes de scrutins proportionnalistes qu'on a pris le pli de vilipender et auxquels Jacques Fauvet reconnaissait le mérite de favoriser l'inscription sur les listes de candidats d'une représentation féminine, rurale, ouvrière, autrement difficile à assurer dans un scrutin majoritaire.

Les difficultés auxquelles a fini par succomber la IV^e République étaient beaucoup plus d'ordre politique qu'institutionnel. Dès la fin du tripartisme et la création par le général de Gaulle du Rassemblement du Peuple Français, la IV^e République a été contestée dans son existence même par deux oppositions contraires, la gaulliste et la communiste, objectivement complices, qui, en refusant de jouer le jeu du régime, en opposant à la légalité une forme de légitimité soit historique, soit révolutionnaire, étaient une provocation permanente à la déstabilisation et empêchaient la nouvelle République de s'enraciner dans l'opinion et dans les mœurs. Comme Alfred Grosser l'a remarqué, avec cette finesse aigüe dont il fit preuve tout au long du débat, les majorités déjà étroites dont face à ces oppositions inconditionnelles disposaient les présidents du conseil de la IV^e République, socialistes, républicains populaires, radicaux, indépendants, n'étaient pas les mêmes suivant les problèmes qu'ils avaient à résoudre, à l'intérieur, en Europe, dans l'outre-mer, si bien que les trop fréquents changements de chefs de gouvernements et qui sont restés comme trait distinctif et tare permanente dans l'imagerie de la IV^e République, n'était que le moyen de passer d'une question à une autre.

A sa chute, la IV^e République était sortie tant bien que mal de la guerre d'Indo-Chine, elle mettait en train en Tunisie et au Maroc les processus évolutifs qui devaient aller ensuite jusqu'au bout de leur logique, elle avait préparé par une loi-cadre l'émancipation sans effusion de sang de l'Afrique noire. Si bien que, comme on sembla en convenir aux « Dossiers de l'écran », sans la guerre d'Algérie et plus précisément la révolte de l'armée, la IV^e République aurait pu ne pas manquer d'avenir. Par contre, on inscrivit au débit de son personnel politique la plus gravement impardonnable des carences, puisque les responsables des affaires publiques n'auraient pas eu le courage de dire la vérité au pays sur la gravité des situations et les issues malheureuses qu'ils étaient en mesure de savoir et de prévoir. Mais cette peur d'une vérité dramatique, qui s'approche et dont on retarde l'aveu n'a pas été le propre des hommes politiques de la IV^e République. La guerre d'Algérie a duré aussi longtemps, quatre années, sous la V^e que sous la IV^e République et les hommes d'État du nouveau régime ont gardé assez longuement pour eux, sans en faire confiance à l'opinion et à l'armée, la vérité qu'ils ne pouvaient pas ignorer sur les échéances inévitables. Et aujourd'hui encore qui ose dire toute la vérité sur la gravité de la situation économique dans une France et une Europe occidentale en état de déclin démographique, soumise à la concurrence de plus en plus implacable d'un monde en train de s'industrialiser sur un rythme accéléré et où beaucoup auront demain les moyens, peut-être atomiques, de nous contraindre à des partages et à des austérités, dont, dans notre aveuglement, nous ne voulons même pas entendre parler ?

Le bilan de la IV^e République, s'il est honnêtement fait est loin d'être entièrement négatif. Sur les problèmes de la décolonisation, ses hommes politiques, même lors-

qu'ils étaient ouverts au changement, se sont trompés sur les délais, les rythmes, les moyens et comprenant trop tard qu'ils avaient souvent en face d'eux des nationalismes résolus à ne jamais composer, ils se sont laissés imposer des guerres qu'ils ne pouvaient mener qu'avec mauvaïse conscience, puisqu'on exigeait tout et qu'ils ne pouvaient refuser de ce qu'on leur demandait. Mais la IV^e République, dans un climat confus et passionnel, qui ne facilitait rien, avait rapidement relevé les ruines dont était couvert le sol national ; elle avait su donner un souffle nouveau aux entreprises privées et publiques ; elle avait fait plus qu'esquisser, avec le commissariat au plan, le modèle d'une économie concertée, essai de troisième voie entre le libéralisme et le socialisme ; à peine cinq ans après la fin de la guerre, elle s'engageait hardiment dans la voie de la réconciliation franco-allemande, et surtout avec la C.E.C.A. et le traité de Rome, elle mettait en chantier le grand œuvre de l'Europe.

Dans le débat des « Dossiers de l'écran », il fut beaucoup question de l'année 1947. A juste titre. Face à l'impérialisme soviétique qui étendait son ombre totalitaire sur la moitié de l'Europe, face à un parti communiste passé brusquement du zèle patriotiquement productiviste aux grèves insurrectionnelles, les responsables d'un régime fragile et menacé ont fait alors et non sans courage les choix décisifs qui préservèrent les destins et l'avenir français. Ne cherchons pas plus loin : atlantisme au dehors, troisième force au dedans, de quoi faire maudire la République à son berceau par de méchantes fées dont les sortilèges avaient été exorcisés mais qui n'étaient pas incapables d'ensorceler une part de l'opinion. Ainsi commencèrent à la fois l'histoire et la légende de la « mal aimée ».

LE CHARME DE JIMMY CARTER

Un observateur du récent voyage du président des États-Unis à travers l'Asie et l'Europe écrivait que Jimmy Carter donnait toujours le sentiment de venir d'ailleurs et d'être ailleurs. Ainsi lorsqu'à Paris, recevant le principal leader de l'opposition, Carter avait l'amabilité de lui dire qu'il jouait « un rôle bénéfique dans la vie politique française ». Ce qui n'était pas très gracieux pour le chef de l'État et le gouvernement dont le président des États-Unis était l'hôte et que François Mitterrand accuse jour après jour de jouer dans notre vie publique un rôle maléfique. A moins que le compliment, valant pour tous les hommes politiques auxquels Carter a ouvert sa porte, n'ait voulu exclure de l'universelle bénédiction américaine que le maire de Paris, chef du R.P.R. et le secrétaire général du parti communiste. Le mot insolite ne serait plus à mettre sur le compte de l'innocence ou de l'absence et il aurait une signification politique délibérée. Le président des États-Unis ne peut ignorer que la France est à la veille d'une échéance électorale qui n'est pas seulement importante pour la France et, devançant Giscard d'Estaing ou en connivence avec la plus secrète pensée elyséenne, a-t-il voulu indiquer aux Français dans quelle limites, celles de son carnet de

rendez-vous, devait s'exercer leur meilleur ou leur moins mauvais choix en mars prochain ?

Aussi n'est-il pas étonnant que se scandalisant de concert et quasi dans les mêmes termes, gaullistes et communistes aient crié une ingérence intolérable des États-Unis dans les affaires intérieures de la France. Et à entendre MM. Debré et Marchais, une V^e République abâtardie en reviendrait aux mœurs politiques de ce malheureux temps où sous la IV^e la politique de la France se faisait à Washington. Et il est bien vrai que Jimmy Carter refuse de s'imposer à l'étranger des contraintes conventionnelles et qu'à tort ou à raison sa diplomatie se moque souvent de la diplomatie ; partout où il se trouve il ne fait mystère de son tempérament ni de ses options, et il ne craint pas de hisser le drapeau et d'abattre les couleurs. Evoquer les droits de l'homme en Pologne ou en Inde, la nécessité de limiter la prolifération d'une énergie atomique incontrôlée, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu. Dans les contacts qu'il a eus avec notre personnel politique, Carter a laissé librement jouer ses affinités électives. Entre le Gaullisme et l'Amérique, surtout lorsque celle-ci est rooseveltienne ou cartérienne, il y a une inévitable incompréhension réciproque. Et le président des États-Unis a des raisons d'appréhender la présence de communistes dans les gouvernements de France et d'Italie dont il n'est pas sûr qu'ils ne travailleraient pas à une « finlandisation » de ce petit cap eurasiatique qui constitue l'Europe encore libérale. Ce qui obligerait les États-Unis à réviser toute leur politique d'alliance.

Les attitudes d'un président en quête encore de son identité ne sont pas sans une certaine ambiguïté. Ses ingérences dans les affaires intérieures de la France ou de l'Italie, que tous s'accordent à dire abusives et maladroites, on voit mal s'il faut les mettre au compte d'une idéaliste croisade démocratique ou d'une « Realpolitik » à la manière de Kissinger. Ce second terme de l'alternative serait le bon si U.R.S.S. et U.S.A. s'accordaient dans une même méfiance à l'égard de l'eurocommunisme, plus euro que communiste pour les Soviétiques, plus communistes qu'euro pour les Américains, et de toutes manières susceptibles de troubler un ordre et des idées reçues dont les deux super-puissances ne manquent pas de s'accommoder pour des raisons peut-être inverses mais complémentaires.

Semblable ambiguïté dans le certificat de bonne conduite délivré à François Mitterrand. Jimmy Carter a-t-il voulu féliciter le premier secrétaire du parti socialiste pour la manière dont il résiste aux pressions du parti communiste ? et après tout, Carter et Marchais pourraient être d'accord pour penser que qui manifeste sa différence avec le communisme est objectivement anti-communiste. Mais il est possible et plus vraisemblable que dans l'esprit de son discours parisien du 4 janvier et qui rappelait dans son éloge de la démocratie le meilleur Roosevelt et le plus heureux Kennedy, Carter ait seulement voulu dire que dans le système démocratique un leader de l'opposition vivant, chaleureux, remplissant

un service public, ne saurait jouer qu'un rôle bénéfique. Comment savoir ? Mais comme on l'observe dans les choses de la vie, bien des hommes et des femmes tirent un charme personnel des incertitudes de leur personnage. Disons alors, et ce ne sera pas une banalité, qu'il y a un charme de Jimmy Carter.

ROME EST TOUJOURS DANS ROME

Paul VI achevait ses réceptions des évêques français le 5 décembre dernier. Classiques visites « ad limina » qui se font maintenant, si l'on ose dire, par fournées, tant est grande maintenant la puissance du « collectif » dans la vie de l'Eglise. Et dans son allocution aux évêques de l'Est (texte intégral dans la « Documentation Catholique du 18/12/77 ») le pape proposait un tableau du catholicisme français, dans un langage qui rompait heureusement avec ce style de circonlocutions feutrées qui a trop longtemps caractérisé la rhétorique de l'éloquence clérical. Paul VI appelle un chat un chat, une crise une crise et s'il lui arrive de dire que le printemps viendra, car il n'y a pas de foi sans espérance, c'est pour bien signifier que n'ont pas encore cessé les tempêtes et les froidures hivernales. « Croyez bien que nous en savons quelque chose, au poste où Dieu nous a placés » Et ce parler de simplicité populaire dit bien ce qu'il veut dire.

Le mal n'est pas d'un seul côté. Il y a des raideurs « qui font revivre de façon stérile et périlleuse une mentalité comparable à celle de « l'Action Française ». Claire allusion au mouvement intégriste de Mgr Lefebvre. Mais il y a aussi « des liturgies inadmissibles », une « évolution surprenante de tel ou tel mouvement d'Action catholique », « des hypothèses ou des pratiques manifestement contraires à la foi ou à l'éthique chrétienne ». Les jeunes, dit aussi Paul VI, sont étouffés et révoltés par une « société matérialiste » où « l'esprit de compétition et de profit, de gaspillage et de jouissance » fait des ravages. Mais leur combat est trop souvent « animé par des slogans et des techniques de durcissement et de violence » qui compromettent les causes qu'ils voudraient défendre. Ce n'est pas « démobiliser » les jeunes, c'est leur rappeler les vraies raisons de vivre que les inviter à ne pas laisser défigurer « le visage humain et chrétien » de leur combat. Et jetant un coup de sonde dans les sources profondes de la crise, le pape fait plus que laisser entendre qu'une certaine frénésie d'activité, un pragmatisme contaminé par l'idéologie marxiste de la « praxis », une pensée qui ne croit pas à la pensée et qui est saisie de tous les vertiges dès lors qu'elle néglige méditation et contemplation, sont à l'origine des maux décrits avec autant de sûreté que de sobriété.

Le « complexe anti-romain » que déplorait le pape n'a pas de raison d'être. Rome est toujours dans Rome. La plus haute tour. La plus vaste et la plus objective des visions. La plus élevée des magistratures du conseil, invulnérable aux modes et aux rumeurs.

Et. B.



Le Crédit Agricole Mutuel au service des richesses naturelles de notre pays

Publicité

notes de Lecture

● **Les conflits du travail et le changement social** de Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud par Henri Bourbon

La façon la plus habituelle que les sociétés primitives ont d'exorciser les phénomènes qu'elles maîtrisent mal est de les enfermer dans une liturgie immuable. Au travers des rites formels et banalisés deux objectifs sont poursuivis :

- marquer qu'il s'agit d'un moment exceptionnel, « anormal », supportable précisément dans la mesure où il ne fait pas partie de l'horizon permanent de la société.
- permettre aux dirigeants de faire croire qu'ils maîtrisent le phénomène pour qu'ils l'accompagnent d'un discours rassurant par sa répétitivité immuable.

En est-il différemment aujourd'hui avec les grèves ? L'essentiel n'est pas de savoir ce qui se passe réellement,

mais de pouvoir reprendre avec constance les mêmes antiennes, sans trop se demander si elles ont encore un sens. Du côté syndical, la grève ne peut être qu'une manifestation de légitime colère du travailleur. Chez les patrons on ne veut y voir que l'action destructrice de quelques meneurs dévoyant un personnel largement satisfait de son sort. Tandis que les uns voient dans le conflit une maladie de la société, un état pathologique, d'autres sacralisent l'évènement et en font la seule façon légitime d'assurer le progrès social. Bref les conflits du travail semblent constituer le domaine privilégié du discours idéologique, celui dans lequel les faits, au besoin sollicités voir manipulés, ne peuvent servir qu'à conforter un système explicatif préétabli.

Assurément l'ambition de Gérard Adam et de Jean-Daniel Reynaud dans « Les conflits du travail et le changement social » (Collection Sociologies - Presses Universitaires de France) est de rompre avec ces pratiques.

Les conflits du travail, pour eux, ne sont ni des accidents ni des soulèvements irrationnels. Ils sont à la fois des événements normaux et « quotidiens », (contrairement à ce que suggèrent certains sociologues américains voyant dans la grève le signe d'une déviance) et des processus rationnels. Même si parfois le conflit prend la forme d'un soulèvement passionné, d'une révolte, il demeure fondamentalement rationnel. Dans la mesure où les acteurs sociaux (notamment les syndicats) se fixent des objectifs et des stratégies, le conflit n'est pas autre chose qu'un moment de cette stratégie. A ce titre le conflit n'est pas séparable de la négociation. Il en est la poursuite par d'autres moyens. Face à une situation de blocage, le conflit est finalement un moyen de prendre — ou de faire prendre — une décision. Il est un processus décisionnel au sens que la science politique donne à ce terme.

Admettre la rationalité du conflit présente l'avantage de pouvoir rechercher un système explicatif. A certains égards le conflit peut être analysé à partir de la théorie des jeux. Si l'analyse est suggestive, elle demeure cependant insuffisante. Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud soulignent d'ailleurs eux-mêmes combien la réalité est plus complexe notamment en France.

Il n'est pas secondaire, en effet, de noter que leurs observations concernent pour l'essentiel les conflits d'entreprise, c'est-à-dire ceux qui s'apparentent le moins à un mouvement politique au sens fort du terme. Non pas que les conflits généralisés et les grèves d'entreprise constituent nécessairement deux genres différents. Mais, en France, les premiers plus que les seconds échappent aux relations professionnelles pour s'intégrer à la stratégie des forces politiques. Ils relèvent alors d'un autre système d'analyse.

Ce n'est pas par hasard si la théorie des jeux rend le mieux compte de la réalité là où le consensus social est le plus fort, c'est-à-dire là où les règles du jeu sont stabilisées. Or ne faut-il pas plutôt parler en France de jeu sur les règles. Ce constat incite les deux auteurs à procéder à quelques analyses sur ce qu'ils dénomment les « jeux glissants » qui leur paraissent caractéristiques de la pratique française. Mais existe-il vraiment des pays dans lesquels les règles soient fixes ? Ne faut-il pas admettre que tout conflit modifie les rapports sociaux et par conséquent l'exercice du pouvoir dans la société.

Si le conflit est un processus rationnel, quelle est concrètement sa logique ? L'hypothèse retenue dans « Les conflits du travail et le changement social » est que

l'enjeu détermine le déroulement du conflit. L'enjeu ne se confond pas avec les revendications. Il est plus large et parfois moins visible. Sans viser à une typologie complète des types de conflits — une telle typologie est elle-même possible ? — l'ouvrage retient trois types de conflits qui paraissent significatifs aux auteurs : les conflits de défense de l'entreprise, ceux d'installation (c'est-à-dire de reconnaissance du syndicat ou d'un groupe marginal de salariés, par exemple, les immigrés) et ceux qui sont liés à « la crise bureaucratique ». Même si les spécificités de chaque conflit sont certaines, on ne peut qu'être frappé par les similitudes dans les stratégies des acteurs confrontés à des enjeux identiques. Ainsi l'occupation des lieux du travail accompagne-t-elle toujours les grèves liées à l'emploi. De même dans les conflits bureaucratiques — l'exemple étudié est celui des éboueurs — l'objectif est-il d'être entendu « d'en haut ». Il s'agit essentiellement d'établir une communication avec un centre de décision lointain et presque inaccessible si on n'attire pas l'attention sur soi, grâce précisément au « scandale » que constitue la grève.

Au delà la réflexion méthodologique qui sert de trame à l'ouvrage, une question majeure est posée en filigrane : comment assurer le progrès social dans une société industrielle en mutation ? Peut-il y avoir des règles du jeu — elles sont indispensables à tout système de concertation — alors que tout change ? Sans l'affirmer explicitement, Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud se montrent partisans d'une reconnaissance pleine et entière du syndicat pour institutionaliser les règles du jeu. Parce qu'il est à la fois contestataire et « gestionnaire » (entre deux moments de lutte chaude il faut savoir « gérer » les acquis et accepter les institutions) le syndicat est sans doute une des seules forces permanentes et représentatives qui puisse assurer cette dialectique de la transformation de la société. Pendant longtemps les à-coups, les révoltes l'ont emporté sur le changement progressif. Au lendemain de 1968, à travers la négociation permanente, une autre voie a été esquissée. Mais aujourd'hui la crise économique et peut-être aussi l'absence d'imagination et de courage politique (que reste-t-il des ambitieux projets de réforme de l'entreprise ?) donnent à nouveau le sentiment du blocage des relations sociales. Si on accepte l'analyse de Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud on aurait tort, pour l'avenir, de considérer le conflit comme une simple soupape de sûreté à des mécontentements trop longtemps comprimés. Ne serait-il pas plus fécond de reconnaître le rôle positif que peuvent jouer les conflits et en même temps de les institutionaliser, ce qui ne signifie nullement les régler de façon autoritaire. L'ouvrage de Gérard Adam et Jean-Daniel Reynaud constitue un apport très important à une meilleure compréhension des rapports sociaux et des relations du travail.

Henri Bourbon

Ed. Presses Universitaires de France — Collection Sociologie.

● « Témoignage chrétien » clandestin par Adrien Nemoz

Parce que j'ai participé dès l'origine au combat mené par les chrétiens contre le nazisme, parce que j'y ai rencontré Henri Bourbon, qui luttait déjà — malgré les dangers de l'époque — pour le triomphe de ses idées, je ne pouvais lui refuser de présenter aux lecteurs de *France-Forum* le livre récent de Renée Bédarida sur le *Témoignage Chrétien* clandestin : sa lecture m'a fait revivre cette épopée de notre jeunesse, qui est devenue la légende de notre siècle.

Qui mieux que Renée Mély — nom de jeune fille de l'auteur — pouvait retracer ces années inoubliables de la Résistance spirituelle, qui ont tenu une si grande place dans l'orientation ultérieure de nos vies ? Ne fit-elle pas partie de l'équipe dirigeante du *Témoignage Chrétien* clandestin, ce qui lui permit d'approcher tous les responsables du mouvement ? La collaboration de son mari, l'historien François Bédarida, ne garantit-elle pas l'objectivité scientifique de son entreprise ?

Il n'était pas facile, en cet été 1940, de dire quel était « le bon choix pour la France ». Beaucoup de chrétiens et même de dignitaires de l'Église ont accepté « l'ordre nouveau » ; d'autres, en particulier ceux qui se rattachent à la famille démocrate-chrétienne, ont spontanément choisi la Résistance : dès le mois de décembre, ils se retrouvent autour de *Temps nouveau* qui a pris à Lyon la suite de *Temps présent*. Dirigé par Stanislas Fumet, ce journal s'efforce, à mots couverts de mettre en garde les chrétiens contre les séductions de la « collaboration » : les censeurs du gouvernement de Vichy, qui au début n'avaient pas su lire entre les lignes, l'interdiront définitivement en août 1941.

Puisqu'on ne peut plus écrire librement ce que l'on veut, il faut le faire clandestinement : c'est ce qu'a compris le Père Chaillot, spécialiste des affaires allemandes, auteur de plusieurs ouvrages dénonçant les méfaits du nazisme. Au moment de l'armistice, il est à Budapest où il travaille pour les services de renseignements français : il s'y forme aux méthodes du travail secret, ce qui lui sera d'une grande utilité pour échapper jusqu'à la Libération à tous les pièges de la Gestapo.

Dès novembre 1941, le Père Chaillot fait paraître le premier *Cahier du Témoignage Chrétien* clandestin : « France, prends garde de perdre ton âme ». C'est un appel à la conscience chrétienne qui ne peut accepter une idéologie raciste, un appel que Maurice Schumann pourra qualifier de « 18 juin spirituel ». La brochure est due à la plume du Père Fessard, jésuite Lyonnais déjà connu pour ses écrits vigoureux sur le communisme et

l'hitlérisme ; c'est Henri Frenay, le fondateur de *Combat* qui en assure l'impression et la diffusion.

Ainsi commence cette extraordinaire histoire du *Témoignage Chrétien*, « le plus beau chapitre du catholicisme français contemporain », selon Pierre Pierrard. Très vite, on se rend compte que les *Cahiers du Témoignage Chrétien* diffèrent des autres publications de la Résistance : inspirés par la foi chrétienne, ils ne se placent pas sur le terrain politique, mais sur celui de la résistance spirituelle à l'envahissement du nazisme. Luttant pour le Triomphe de la Vérité et de la Justice, les militants du mouvement sauront porter leur témoignage chrétien jusqu'au sacrifice de leur vie.

« Il m'apparaît que les amitiés issues de la Résistance revêtent une particulière vérité, parce qu'elles se sont forgées dans l'exigence instinctive des valeurs les plus hautes, dans un libre combat pour la liberté, dans la condition sauvage des hors-la-loi, dans l'action dangereuse et la familiarité avec la mort, dans ce constant pari de la confiance réciproque que nécessite toute activité clandestine ».

Pierre Bockel. « L'enfant du Rire ». Grasset

C'est à partir de Lyon que se tisse le réseau qui s'étend bientôt à toute la zone « libre ». Le conseil de rédaction se réunit à la « jésuitière » de Fourvière, tout près de l'archevêché. Louis Cruvillier, naguère délégué à la propagande de *Temps Nouveau*, organise la diffusion des premiers numéros avec l'aide de deux étudiants en médecine, Fernand Belot et Alphonse Drogou, qui prennent ensuite le relais. Les Compagnons de Saint-François, peu nombreux mais répartis dans toute la France, fournissent le noyau initial des diffuseurs. Les *Cahiers* se répandent rapidement en zone Sud : Edmond Michelet à Brive, Simone Weil à Marseille sont parmi les premiers propagandistes.

Le *New-York Times* constate en 1942 que les *Cahiers du Témoignage Chrétien* sont la plus importante publication clandestine de France. Cette année-là, en effet, cinq *Cahiers* sont publiés ; dans celui condamnant l'antisémitisme, le Père de Lubac justifie les positions adoptées : « Le chrétien est l'homme recréé, rétabli dans le Christ et rien de ce qui est humain ne lui doit être étranger. Tout ce qui atteint l'homme, tout ce qui blesse son honneur, sa dignité, son sentiment de la justice atteint et blesse du même coup le chrétien ».

Si, devant la menace d'étouffement de la pensée libre, les *Cahiers* proclament bien haut les droits de l'homme et du chrétien, il apparaît tout aussi indispensable d'aider les œuvres d'assistance aux victimes de la persécution nazie : « l'Amitié Chrétienne », où le Père Chaillet joue un rôle de premier plan, y contribuera comme le « Laboratoire » de faux-papiers que Jean Stetten-Bernard a mis sur pied dans la banlieue de Lyon.

Bien que les nécessités de la vie clandestine obligent à cumuler les tâches, tous ces organismes travaillent en étroite liaison et on y retrouve souvent les mêmes militants. Parmi eux, une place à part est faite dans le livre aux imprimeurs, ces « artisans de l'ombre » qui couraient les plus grands risques et sans lesquels il n'y aurait pas eu de presse clandestine. Les deux principaux, Charles Geeraert à Paris et Eugène Pons à Lyon, suivaient depuis leur jeunesse le « Sillon » tracé par Marc Sautinier : il devait les conduire à la déportation et à la mort.

Le livre évoque l'imprimerie lyonnaise située sur les premières pentes de la Croix-Rousse :

« Dès que les employés ont quitté le travail le samedi à midi, l'atelier portes fermées et rideaux baissés, change de décor et d'atmosphère. Par les traboules du quartier arrivent de nouveaux acteurs... Là, dans une ambiance secrète, dangereuse mais chargée d'ardente conviction, quatre hommes ont consacré pendant plus de deux ans tous leurs week-ends et leurs jours de congé à la fabrication des *Cahiers du Témoignage Chrétien* et de bien d'autres journaux clandestins : Eugène Pons, son gendre Pierre Barnier, le contremaitre Henri Vernier et l'ouvrier Marcel Planchet ».

Les professionnels étaient rejoints par une équipe bénévoles d'étudiants qui se réservaient le massicotage, le pliage, l'encartage, le piquage et l'empaquetage. Le ravi-

taillement était fourni par Mlle Montagnier, une ancienne restauratrice qui avait tout abandonné pour la Résistance et dont l'appartement de la rue d'Algérie était devenu le quartier général du *Témoignage Chrétien* dont les militants — tel Robert Maddalena — étaient souvent engagés dans d'autres organisations.

Le travail accompli est considérable : en deux ans et demi, 550 000 *Cahiers* — la plupart de 32 pages — sont diffusés à travers la France. Le *Cahier* « Alsace et Lorraine, terres francaises », rédigé par l'abbé Pierre Bockel (aujourd'hui curé de la cathédrale de Strasbourg) et publié à la fin de l'année 1943, est une brochure de 64 pages tirée à 60 000 exemplaires.

En mai 1943, une nouvelle publication s'ajoute aux *Cahiers* : *Le Courrier du Témoignage Chrétien*, qui veut atteindre un public plus populaire et a un accent plus engagé. Il en sera tiré près d'un million et demi d'exemplaires : on y reconnaît la marque d'André Mandouze dont Renée Bédarida nous trace un savoureux portrait.

Les survivants de la grande aventure du *Témoignage Chrétien* revivront à travers ce livre l'atmosphère unique de cette époque. Et tous ceux qui s'intéressent à ce passé proche grâce auquel notre génération peut vivre libre, méditeront sur les propos tenus par Mme Pons à ses enfants au lendemain de l'arrestation de son mari : « La France ne peut pas être libérée sans qu'il y ait des martyrs. Si le bon Dieu voulait choisir papa pour être l'un des leurs, ce serait terrible, mais il faudrait en être bien fiers. »

Adrien NEMOZ

Renée Bédarida, *Les Armes de l'esprit, Témoignage chrétien (1941-1944)*. Paris. Editions ouvrières.

● L'Évangile au risque de la psychanalyse par Christian Dedet

CE MONDE EST UN MAUVAIS LIEU et la psychanalyse qui s'est donné pour tâche d'en reconnaître les intrications les moins apparentes au fond de chacun d'entre nous ne mérite ni le blâme ni l'adulation. Elle est un instrument de connaissance. Simplement. Comment, dès lors, sacrifierions-nous à un instrument ? De la même manière, pourquoi le décrierions-nous ? Il « fonctionne », comme on dit dans les jargons du jour. Cela devrait suffire. Si certains de ses enseignements nous incitent à une espèce de charité envers nous-même, pre-

nons-les de surcroît. Je suis de ceux qui pensent que le Baudelaire de *Mon Cœur Mis à nu* eut accueilli avec soulagement plusieurs découvertes de l'inconscient freudien sans cesser pour autant de s'interroger sur le grand mystère de l'iniquité.

Aussi, l'ancienne attitude chrétienne en face de la psychanalyse m'a-t-elle souvent paru injuste ; tout comme celle d'une autre église dépourvue, quant à elle, de pré-

occupations ontologiques.

Mais ceci précisé, comment n'éprouverions-nous pas agacements, tristesse même devant certains triomphalismes pseudo-scientifiques ? Passe encore qu'après avoir mis Reich au désespoir, les marxistes aient fini par accoucher d'un monstre à deux têtes, le freudomarxisme, aujourd'hui dénoncé par les nouvelles philosophies de la vie... J'avoue mon désarroi devant d'autres oracles de l'objectivité qui, tout à coup, ne méprisent plus l'abscons — ne parlons pas du merveilleux ! — pour peu qu'il soit éclos sur leurs lèvres grisâtres.

J'étais dans ces dispositions envers les excès de méthodes d'approche contemporaines qui en arriveraient à tuer jusqu'aux cris de la chair et au pépiement des oiseaux, quand j'ai reçu un tout petit livre : *L'Évangile au risque de la Psychanalyse*, de Françoise Dolto (1). Et le primesaut aurait pu me souffler : « Voilà Jésus sur le divan de cette dame ; que va-t-elle donc lui faire dire », si je ne m'étais souvenu que l'auteur a la faiblesse d'aimer, peut-être même de croire, l'aventure abracadabrante annoncée par les prophètes et confirmée par un ange, il y aura bientôt deux mille ans. Attrait n'ignorant rien de ce qui le contrarie : « Cette éducation dite chrétienne, reçue par tant de nos patients, je l'ai découverte ennemie de la vie et de la charité, en contradiction totale avec ce qui m'avait paru message de joie et d'amour, autrefois, dans les évangiles ». Mais pardonnez-moi, Françoise Dolto, d'avoir été d'aussi peu de foi envers votre entreprise. Ces évangiles, il vous restait à les relire — et vous dites en avoir reçu le choc.

Pour beaucoup de croyants, évidemment, la façon qu'a l'analyste de toucher au sacré paraîtra audacieuse. Prenons un exemple. La Sainte Famille. Sans plus de circonlocutions, on nous dit que toutes les questions concernant la virginité de Marie, le statut marital de Joseph, etc... sont finalement sans grande importance devant une image de la parfaite disponibilité : cette union de la puissance « phallique », créatrice-féminine du désir de Marie éveillée aux puissances passives du désir de Joseph. Ils font confiance à la vie. Le destin de leur couple en surgit, comme il surgirait pour celui de milliers d'entre nous... Lecture parfaitement contemporaine, j'en conviens. Humaine. Trop humaine ?

Il me semble que ce n'est pas la première fois que l'on examine les évangiles au prisme de telle ou telle des sciences humaines. D'autres ont pu soupçonner des diagnostics ou s'estimer satisfaits d'avoir vu en le fils de la veuve de Naïm un enfant dévoré ou, chez la fille de Jaïre, un petit être objetisé, finalement privé de vie par l'amour trop captatif du père. La femme hémorragique ? C'est celle qui refuse sa féminité, assurément. A tous, Jésus décoche la parole thérapeutique. Assume-toi. Deviens ce que tu es. Et même, face à Lazare mort,

exorcise-t-il tout à coup ses propres fantasmes...

Mais une psychanalyse chrétienne verra aussi, à travers ces archétypes, comment on naît ou comment on répond à la vie spirituelle. En somme, Françoise Dolto non seulement interroge un texte mais se penche sur un texte qui ne cesse de nous interroger. Appel toujours renouvelé à dépasser nos processus logiques conscients pour accéder à la liberté du Désir. Ce Désir qui fonde l'être en lui-même et en Dieu. Ainsi faudrait-il entendre le récit des trois « résurrections » qui jalonnent les Écritures. Triomphe sur cette autre mort qui est de rester sourd à sa propre vérité !

Peut-être est-ce sur les diverses acceptions de ce désir que sera le plus âprement discuté le message d'un tel livre. De la dénonciation du malaise dans la société, pour reprendre un langage freudien, aux appels libertaires : bien des interprétations sont possibles. Et j'entends Françoise Dolto protester qu'il ne s'agit jamais que de saisir sa vie. Une vraie vie que trop de préchi-préchas auraient confisquée à l'Appel. Alors, plus raisonnablement, comme Gérard Séverin, alter-ego de la voix qui nous parle, pourrions-nous lui reprocher qu'à partir d'un mot, d'une phrase des évangiles, elle dise beaucoup de choses, par exemple sur la « castration », sur la vie du désir... Autrement dit, qu'en lisant Dolto nous risquions de découvrir davantage Dolto que Jésus, sa théorie ou son inconscient plutôt que l'évangile. A cela, pas de réponse. Mais une constatation : « Je découvre que ces textes de deux mille ans ne sont pas en contradiction avec l'inconscient des hommes d'aujourd'hui. »

Et même si la psychanalyse dont, personnellement, en tant qu'écrivain je ne saurais me passer, dont j'accepte, dans l'exercice parallèle de la médecine, journallement, les ouvertures, n'était un simple instrument ?... Si les découvertes de Freud continuaient à nous paraître, quant à la psychologie humaine, aussi révolutionnaires que la révolution copernicienne ?... Eh bien, il y aurait alors cette lecture et son bouleversant aveu devant la merveille renouvelée. Une sensibilité à ce parfum de Bethanie qui a peuplé nos enfances, qui ne cesse de nous porter aux heures difficiles et qui résiste depuis si longtemps à l'insolence des mots.

Christian Dedet

(1) Jean-Pierre Delarge, éditeur.

N.D.L.R. Le livre de Madame Françoise Dolto pose tout le problème de la possibilité d'une interprétation psychanalytique des Évangiles. La présente note de Christian Dedet ne prétend pas traiter au fond ce problème. Une lecture littéralement freudienne des textes de l'Écriture n'est pas sans présupposés idéologiques. La question est d'une importance philosophique et religieuse telle que « France-Forum » ne manquera pas de l'aborder prochainement.

● La fortune des Français de Robert Lattès par Charles Delamare

« Touchez pas au grisbi » s'écrient en chœur les Français, qu'ils soient de droite ou de gauche. Les premiers, parce qu'ils craignent qu'on confisque leur fortune, les seconds parce qu'ils ont peur qu'on s'aperçoive de la leur.

Robert Lattès, mathématicien, économiste, membre du « Club de Rome », soulève cette chape de plomb de l'hypocrisie, non pas en se lançant dans des considérations sentimentales, mais en appliquant une rigoureuse méthode scientifique. Celle-ci est un excellent anti-mythe, comme il apparaît au moment où l'auteur rappelle les pesanteurs sociologiques s'opposant à la recherche de la vérité. Il le fait dans la conclusion, probablement parce qu'il estime, et ses lecteurs seront de son avis, qu'entre-temps il a modifié radicalement la position que l'on peut avoir sur le problème.

La démarche de l'exploration est rigoureuse. Elle progresse, toutes les trentes ou quarantes pages, par paliers sur lesquels, à la fin de chaque chapitre, l'auteur se campe pour demander : « que savons-nous à ce point ? ».

Au cours des deux premiers chapitres s'opère la confrontation entre les inductions de l'auteur et des enquêtes diverses. Il apparaît que l'évaluation de la fortune des Français et de sa répartition ne pose pas, contrairement à ce qui est affirmé si souvent, un gros problème. Le montant total des fortunes françaises en 1975 est d'un peu plus de 4.500 milliards de francs. La fortune moyenne par foyer est de 197.000 francs, 0,6 % des foyers détiennent 15 % de la fortune française, 25 % en possèdent 85 %. Le choc que donne la constatation de cette concentration et des inégalités en résultant est assez fortement atténué par la prise en considération de la capitalisation des droits à la retraite (environ 1.000 milliards de francs). Ceux-ci augmentent relativement plus les patrimoines modestes que les grandes fortunes. Il n'en reste pas moins qu'une telle inégalité appelle une réforme fiscale.

Le troisième chapitre est consacré à la critique de l'imposition actuelle des ménages en France bien que l'auteur prenne soin de ne pas donner sa position personnelle. Il décortique le problème pour faire apparaître la réalité et laisse au lecteur la liberté de son orientation.

Le quatrième chapitre aborde cependant la réforme d'ensemble de la fiscalité française des particuliers. Il est évident que celle-ci ne peut pas être radicale, comme les esprits ignorants et pressés le souhaitent souvent, pour la raison que la situation actuelle n'est pas aussi choquante qu'on le soupçonne trop aisément. La fraude n'est peut-être pas plus dévastatrice en France qu'ailleurs, URSS comprise. Le trésor caché est une illusion : le revenu disponible total est l'une des contreparties

essentielles de la production nationale brute, c'est-à-dire d'une des grandeurs économiques les mieux connues. Mais il y a des exceptions. Ce sont elles qui nuisent à l'acceptation du niveau minimal d'inégalités indispensable à l'efficacité économique. L'impôt sur la fortune apparaît alors comme ayant non seulement une fonction de justice, mais aussi un sens positif pour le développement de la productivité. Introduire un impôt sur la fortune suppose, tout étant lié, que la réforme fiscale soit globale.

Ceci étant posé, Robert Lattès aborde dans son chapitre V la question de l'impôt sur la fortune. Fidèle à sa méthode, il ne se prononce pas en faveur de cette réforme, mais ses arguments empêchent le lecteur de tendre vers un autre choix.

Dans le dernier chapitre, il faut replacer cette pièce essentielle, qui serait forgée à neuf, dans l'ensemble du système fiscal. La conséquence d'une réforme d'ensemble serait un accroissement de la pression fiscale d'environ 20 milliards portant sur les grandes fortunes, mais aussi sur le haut des classes moyennes. Dans les sphères les plus élevées, la charge serait augmentée d'environ 50 %, ce qui est très important, à la limite de l'irrespirable, même si, globalement, le poids total des prélèvements obligatoires dans le produit national français n'augmenterait que de 1,3 point. Ces deux chiffres montrent dans quelles limites il faut rester si l'on ne veut pas nuire au projet que l'on poursuit. Vouloir aller plus loin signifie que l'on est prêt à tuer la poule aux œufs d'or comme les gouvernements suédois ou britannique ont assez bien réussi à le faire. Telle est aussi la volonté cachée derrière le projet d'imposition sur le capital publié par le parti communiste, le 30 juin 1977. L'imposition des grandes fortunes n'y est qu'un prétexte. L'objectif est de dévaloriser substantiellement tous les autres patrimoines pour éliminer la propriété privée.

Les spécialistes de la fiscalité, au Ministère des Finances, ont souvent l'impression, lorsqu'ils parlent des règles strictes auxquelles sont soumises leurs matières, soit à des hommes politiques, soit même à des ministres, qu'ils ont des demeures en face d'eux. Ou bien leurs interlocuteurs se soumettent à leurs oracles sans la moindre lueur de compréhension dans le regard, ou bien ils les chicanent sur des détails mesquins. Cette situation est dangereuse. Pour le pays, prompt dans son ardeur poujadiste, à charger des moulins à vent. Pour les technocrates, raidis dans leur mépris à l'égard des représentants élus, alors que la première mission de ceux-ci est de contrôler l'argent public.

Le livre de Robert Lattès donne à ceux qui le veulent les moyens de sortir de cet infantilisme. La démocratie supporte trop de dommages du fait des discordances sur

la contribution juste et nécessaire au fonctionnement de l'Etat et au rééquilibrage des destins individuels.

« Des hommes qui veulent être libres ne doivent pas être esclaves de leur bourse » écrit Jean-Jacques Rous-

seau dans son Essai sur le gouvernement de la Pologne. Il faut ajouter « ni des idées qu'ils se font sur la bourse des autres »...

J.C. Lattès, éditeur.

Charles Delamare

MISE AU POINT

• D'une conversation ultérieure à celle rapportée dans mon article « La nouvelle Russie », paru dans France-Forum de novembre-décembre 1977, il ressort que j'avais mal compris, ou mal interprété, certains propos de Stéphane Tatischeff. Ce dernier n'a pas enregistré les homélies du Père Dimitri

Doudko. Les textes traduits et présentés par Anne et Stéphane Tatischeff — et qui rassemblés forment le livre L'espérance qui est en nous — Entretiens de Moscou (Editions du Seuil) — sont donc parvenus en France par des voies aujourd'hui encore inconnues. Jacques NANTET

• Le deuxième retour de Chine par Henri Bourbon

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme... Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance. Il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? »

Cette longue citation de Tocqueville conclut le livre de Claudie et Jacques Broyelle et Evelyne Tschirhart, consacré à la Chine nouvelle. Ce n'est pas un hasard... Si connu soit-il, le texte de Tocqueville devrait l'être encore davantage, car le XX^e siècle en offre des illustrations concrètes, à cette réserve près que le qualificatif de « doux » est le plus souvent impropre... illustrations approximatives évidemment, mais qui préfigurent un possible redoutable à l'échelle de l'univers. L'une de ces illustrations a pris la forme de la Chine de Mao. « Deuxième retour de Chine » en apporte la preuve avec une force et des arguments qui emportent la conviction. Le livre est dédié « à ceux qui n'ont pas la liberté de parler, à ceux dont les voix élevées sont soigneusement étouffées, là-bas comme ici ». Les auteurs sont trois Français qui ont effectué deux séjours en Chine. Claudie Broyelle, Jacques Broyelle, Evelyne Tschirhart sont partis en 1972 et en 1973 à Pékin, ils sont rentrés en France en 1975. Auparavant Evelyne Tschirhart et Jacques Broyelle avaient effectué un voyage en 1967 et Claudie Broyelle en 1971. Evelyne Tschirhart ensei-

gnait le français à l'Institut des langues étrangères de Pékin, Claudie et Jacques Broyelle étaient correcteurs de la presse en langue étrangère à « Pékin-Information ».

Leur ouvrage est riche d'une masse d'information, de faits pris sur le vif, d'anecdotes, d'analyses, d'observations, de documents. Les auteurs ont cherché à se mêler au peuple chinois pour mieux voir et mieux comprendre. Ils estiment que la trilogie marxiste-léniniste « Parti unique, idéologie unique, monopole d'Etat » s'applique en Chine comme en U.R.S.S., malgré des différences qui ne sont pas fondamentales. Il n'y a pas de toute puissance des masses chinoises. Il y a un Parti unique qui a un Patron unique et qui impose une Pensée unique. Il y a pour tout citoyen chinois « le droit et le devoir » d'être pour la direction du parti communiste chinois, pour le socialisme marxiste-léniniste.

Sur la vie quotidienne, l'organisation des unités de travail, la vie politique, la presse, l'école, la justice, les camps, le P.C.C., la nouvelle morale socialiste, la révolution culturelle, le culte de la personnalité, le « héros » maoïste, le conditionnement et la manipulation de l'opinion, les auteurs fournissent des descriptions et des témoignages qui donnent de la Chine d'aujourd'hui une image quelque peu différente du profil idéalisé de la Chine, présenté au grand public, profil « qui épouse avec souplesse les méandres tortueux des consciences anti-staliniennes écartelées ».

Suspect le récit de ces maoïstes français, qui reconnaissent que leur aveuglement fut immense et qui refusent désormais de présenter le modèle chinois comme un exemple de l'excellence du marxisme-léninisme ? Récit clairvoyant au contraire, car ce qui frappe dans « Deuxième retour de Chine » c'est l'accent de sincérité, la volonté de lucidité, la recherche d'authenticité, le désir de dépasser les apparences et les slogans pour découvrir les réalités vécues et l'arbitraire des oppressions subies, pour révéler la rigidité des contraintes économiques, sociales, politiques, culturelles et pour tenter

de comprendre le mécanisme qui conduit des révolutionnaires intègres et généreux à recourir à la terreur et à pratiquer la répression... Si déçus et indignés soient-ils de ce qu'ils ont vu et vécu en Chine maoïste, Claudie Broyelle, Jacques Broyelle, Evelyne Tschirhart ne rallient pas pour autant le camp du capitalisme, car estiment-ils « il n'est pas permis de faire endosser à Marx la paternité de ce marxisme-là ».

Mais la Chine a permis aux auteurs de « mieux comprendre l'antagonisme profond qui sépare Marx et le marxisme » et de rompre avec la superbe assurance que donne la marxisme à ses thuriféraires.

Et maintenant ? Depuis que le livre a été écrit, il y a eu des changements en Chine : « les quatre Changaiens sont tombés misérablement sous les coups d'une machine misérable qu'ils avaient, plus que d'autres, contribué à édifier ». Pour l'instant, selon les auteurs de « Deuxième retour de Chine », le changement se fait dans la continuité de l'immuable. Aucun pas n'a encore été vraiment accompli vers la démocratie pour le peuple.

Henri Bourbon

Ed. du Seuil, collection « Combats ».

o La France au XVIII^e siècle par Jean Chelini

Pourquoi en 1789, le noble est-il réprouvé par la majorité de la nation ? Y a-t-il solidarité ou antagonisme entre un grand seigneur de la cour et un petit hobereau de province, entre un bourgeois et un noble ? Les Lumières sont-elles l'expression de la seule pensée bourgeoise ? Quels sont les rapports entre pouvoir et noblesse ? La noblesse du XVIII^e siècle n'est-elle plus qu'une séquelle de la féodalité ? Le capitalisme moderne est-il conciliable avec la société d'ordres d'Ancien Régime ?

C'est à ces questions importantes et complexes que tente de répondre Guy Chaussinand-Nogaret dans *La noblesse au XVIII^e siècle, de la féodalité aux Lumières* (Hachette, 240 p., 37 F). Résolument novateur, l'auteur, maître assistant à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, s'inscrit souvent en contradiction avec l'historiographie officielle. Loin d'être un obstacle à l'évolution des institutions et des structures fondamentales de l'économie et de la société, la noblesse, classe jeune, dynamique, moderne, a, selon lui, entamé, bien avant le Tiers Etat, la critique du pouvoir, ouvert le débat fondamental entre naissance et mérite, revendiqué avec passion la liberté. Un exemple significatif : les nobles à la suite de La Fayette et de Rochambeau ont été très nombreux à partir se battre pour l'indépendance de l'Amérique.

Impatiente de la tutelle de l'Etat absolutiste, initiatrice d'une idéologie libérale, la noblesse a pris parti souvent sans concession contre l'Ancien Régime. A travers l'étude d'un ordre qui est au cœur de la société monarchique, ce livre propose une lecture nouvelle de la crise de l'Ancien Régime et des origines de la Révolution Française. La noblesse y apparaît comme ayant joué un rôle décisif dans la préparation de la Révolution.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, Richard Cobb a étudié *La protestation populaire en France* (1789-

1820), (Calmann-Lévy, 328 p., 49 F, traduit de l'anglais par Marie-France de Palomera). Richard C. Cobb est né en 1917, de nationalité anglaise et enseigne l'histoire au Worcester College à Oxford depuis 1973. Auteur de nombreuses études écrites directement en français, *La protestation populaire en France* (1789-1820) est son premier ouvrage en langue anglaise. Il a publié également les *Armées révolutionnaires - Instrument de la Terreur dans les départements* (2 vol. Paris, 1962-1963) et un recueil d'articles : *Terreur et subsistances* (Paris 1965). Richard C. Cobb a fait des cours au Collège de France au titre de professeur invité.

Dans le tourbillon de la Révolution française et de l'Empire, l'auteur s'attache au Français anonyme qui tenta de faire l'évènement et réussit surtout à le subir. L'histoire de la protestation populaire à cette époque s'appuie sur une documentation à base de langage. Après une analyse des sources de l'histoire populaire qui nous vaut une inquiétante et savoureuse incursion dans le monde de la police, Richard C. Cobb expose les différentes formes que prirent la protestation du peuple et la répression exercée par les autorités. La troisième partie de son ouvrage — la plus importante — nous fait revivre la disette de l'An III, avec ses souffrances, ses lâchetés, et l'acuité des conflits entre le paysan et le citadin : sur ce thème se cristallisent en effet toutes les formes d'expression politique populaire.

Ainsi nous est restitué, tel qu'il fut, le « Sans-culotte », bon enfant et sanguinaire, généreux et égoïste, activiste et passif. Tout un menu peuple grouillant et haut en couleurs renaît sous nos yeux pour dessiner une autre France. Et le regard plein d'humour que jette sur lui l'auteur ne parvient pas à cacher la sympathie qu'il éprouve à son égard et qu'il essaye de nous faire partager.

Jean Chelini

L'heure du Président

par Etienne BORNE

Les proches élections, quels qu'en soient les résultats, seront une épreuve de vérité, à la fois pour les institutions et pour le Président de la République. Ce qui ne fait pas deux questions, mais un seul et même problème.

On dit à satiété que la machine constitutionnelle, telle qu'un grand homme l'avait construite à sa propre mesure, ne pouvait fonctionner correctement que si le Président de la République peut compter sur une majorité parlementaire pour soutenir une politique dont il a défini les principes et fixé les objectifs. Qu'une majorité soit élue à partir d'autres principes et en vue d'autres objectifs, et le Président se trouve dans la nécessité, littéralement sans précédents, ou d'ouvrir un conflit dont nul ne peut prévoir la durée, la gravité et l'issue ou, en ployant, d'affadir ou de contredire non seulement sa convection propre, mais la politique qu'il s'est engagé à mettre en œuvre au moment où il fut investi de la magistrature suprême.

Le problème ne se pose pas seulement dans le cas d'une victoire de la gauche. Que par une presque égalité dans la répartition des voix et des sièges, la nouvelle majorité soit douteuse, ou que la majorité actuelle arrive à rester la majorité en maintenant ou en accentuant ses déséquilibres internes, et l'absence d'une majorité véritablement présidentielle pourrait fausser la mécanique constitutionnelle et ôter au Président les moyens de sa politique.

Il n'est que trop facile, et certains y ont intérêt d'un côté comme de l'autre de poser le problème en termes d'antinomie insoluble. La conjoncture se présente en effet comme un défi tant pour les institutions que pour le Président lui-même. Mais il ne s'ensuit pas que la situation appelle fatalement la faillite des institutions et la défaite ou l'effacement du Président. La seule issue passe au contraire démocratiquement par le maintien des institutions et par les initiatives que, dans le cadre de la constitution, prendra le Président. Au soir et au lendemain du 19 mars, Valéry Giscard, d'Estaing sera au centre même du débat politique français et puisqu'il est et restera le Premier, c'est à lui qu'il appartiendra premièrement de dénouer ou de trancher.

Le renouvellement d'une législature est un épisode important de la vie publique qui ne change pas l'Etat, mais seulement l'un des pouvoirs constitués en cet Etat. Renouveler un pouvoir, ce n'est pas renouveler tous les pouvoirs. Nous ne sommes pas en 1792 lorsque, après le suicide de la Législative, surgit comme appelée par le vide des pouvoirs une Convention qui s'arrogea révolutionnairement le droit de défaire et de refaire l'Etat. Le régime est une démocratie, et une démocratie se caractérise par la pluralité des pouvoirs. Après comme avant mars 78, il y a un Conseil constitutionnel, un Sénat, un Président.

Ce serait beaucoup accorder à la philosophie politique du général de Gaulle et trop rabaisser l'Assemblée que d'en faire l'expression des diversités et des divisions, miroir brisé dans lequel ne pourrait se refléter le visage de la France — alors que seul le Président depuis qu'il est élu au suffrage universel, exprimerait la totalité et l'unité de la nation. Mais penser que la volonté générale, au sens rousseauiste du terme, s'exprime avec une autorité irrécusable dans une élection législative, et

qu'une fois déterminée par les urnes, elle n'aurait plus qu'à dicter sa loi aux autres pouvoirs, ce serait vivre imaginativement dans un régime d'assemblée contraire à l'esprit et à la lettre de la constitution.

La vérité, toute de bon sens, se situe entre les deux extrêmes. Une consultation nationale est une consultation nationale. Rien de moins, rien de plus. Les Français consultés expriment leurs préférences, leurs sentiments, leurs espérances, en même temps qu'ils instituent un nouveau pouvoir législatif. Les résultats ne sont pas limpides et sans équivoque, surtout lorsqu'ils sont obtenus par la brutalité simplificatrice d'un scrutin majoritaire dans lequel on ne sait jamais si, faute de roi de cœur, on n'a pas choisi le roi de trèfle afin seulement d'éliminer le roi de pique.

La réponse de ces sortes d'oracles est donc ambiguë, demande à être interprétée, et ne peut l'être avec l'autorité qui convient que par le Président lui-même dans cette haute solitude où n'ont point accès les tumultes et les rumeurs des affrontements partisans. Il ne saurait y avoir, à moins de changer préalablement d'institutions, de majorité désignée par le suffrage universel et imposant au Président l'alternative de la soumission ou de la démission puisqu'une majorité parlementaire ne pourra compter et se compter dans les assemblées que par rapport aux orientations politiques d'un gouvernement mis en place par le Président.

Dire qu'en cas de victoire de la gauche, le Président se trouverait dans la situation désespérée qui fut celle d'un Mac-Mahon après la défaite des monarchistes ou celle de Millerand après la victoire du Cartel des gauches, c'est se tromper de République. S'il cédait alors aux ultimatums prévisibles d'une extrême-gauche qui travaille à changer d'Etat plus encore que de société, le Président manquerait à la parole qu'il a donnée aux Français de ne pas abandonner l'Elysée quoi qu'il arrive, car le premier devoir de sa fonction est d'assurer le respect des règles constitutionnelles et des libertés fondamentales. Les élections législatives de mars ne sont pas le troisième tour de l'élection présidentielle. Et le suffrage des centaines de milliers d'électeurs qui, en dépit des idéologies et des tactiques voteront à gauche mais comme n'ont cessé de le signifier les sondages, dans la nostalgie ou l'espoir d'une troisième voie, résolument réformiste entre le conservatisme et le communisme, ne saurait être interprété comme un désaveu du Président.

L'année sera fertile en vives tensions, et nul ne sait si le navire subira quelques bourrasques ou entrera longuement dans la zone des tempêtes. Dans la pire des hypothèses, la présence, la parole et l'action du Président seront nécessaires pour faire comprendre à l'opinion et aux hommes politiques responsables qu'il est absurde de chercher dans une crise politique et institutionnelle la solution de la crise économique. Etre amené par sa fonction à être le Président de tous les Français et à recommander une politique qui est forcément contestée par une part des Français, il semble qu'il y ait là une impossibilité. Mais la plus vivante vie se moque des logiques abstraites et il peut y avoir dans ces sortes de contradiction un appel à l'invention.